

 **LES COLLECTIVITÉS**  
 **LOCALES**

EN   
**CHIFFRES** 

 **2016**

**Directeur de la publication :** Bruno DELSOL  
**Rédacteur en chef :** Michel DUÉE

**Coordination éditoriale :** Lionel VIGLINO

**Contribution :** Alain BOUYACOUB, Michel DUÉE, Safiédine HAMA,  
Brigitte HAZART, Guillaume LEFORESTIER, Yohann MARCON,  
Sylvie PLANTEVIGNES, Lionel SEBBANE, Pascal SIMON, Lionel VIGLINO.

**Coordination Maquette :** DPID - DGCL

**Réalisation :** Service de Diffusion de la Gendarmerie  
SDG 16-37250-2 300

**Achevé d'imprimer en mai 2016**

**ISBN :** 978-2-11-138893-2

**Crédits photos de couverture :** DICOM du ministère de l'intérieur - Fotolia.com

**Photographes :** J.GROISARD, D. SIMON, FRED, PHOVOIR,  
KEVIN.B, A. WACQUIER, A. ROCHAU

**Éditeur :** DGCL - 2, place des Saussaies, 75800 PARIS CEDEX 08

# PRÉSENTATION

Cet ouvrage constitue la vingt-sixième édition des Collectivités locales en chiffres. Son objectif est de fournir annuellement les informations statistiques essentielles sur les collectivités locales.

Il est réalisé par le Département des études et des statistiques locales de la Direction générale des collectivités locales.

Les principaux chapitres sur les structures, les finances, les personnels des collectivités locales donnent en complément des chiffres, un commentaire succinct et surtout des définitions et des références. Ils retiennent en général les données disponibles sur les cinq dernières années. Les séries longues sur les divers sujets sont reprises dans un seul chapitre en fin d'ouvrage. Un chapitre introductif présente les chiffres clés des collectivités locales.

- ▶ Les chiffres figurant dans cet ouvrage sont ceux disponibles mi-février 2016. Les données des structures communales et intercommunales sont établies au 1<sup>er</sup> janvier 2016, d'autres peuvent porter sur des années antérieures en fonction de leur cycle de production.
- ▶ Le champ couvert dans son acception la plus large est celui des administrations publiques locales qui comprennent les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale. On désigne couramment dans cet ouvrage par l'expression « collectivités locales » l'ensemble formé par les collectivités territoriales (terme consacré par la Constitution pour les communes, départements et régions) et les groupements de communes à fiscalité propre (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle). Certaines données portent sur un champ élargi aux syndicats et aux établissements publics locaux.
- ▶ Dans la diffusion des statistiques, on distingue plusieurs ensembles géographiques de la France. La France métropolitaine comprend les 96 départements d'Europe. S'y ajoutent les 5 départements d'outre-mer (Dom) : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte. C'est le territoire économique intérieur de référence pour la comptabilité nationale et celui qui fait partie de l'Union européenne. Comme le font couramment les publications statistiques en référence à la définition utilisée par les organismes internationaux, Collectivités locales en chiffres emploie l'expression "France" pour cet ensemble comprenant la France métropolitaine et les Dom, auquel s'applique la quasi-totalité des données présentées. Le territoire de la République française comprend également la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, les îles Wallis et Futuna, les Terres australes et antarctiques françaises, les îles éparses de l'Océan indien ainsi que les collectivités à statut particulier, Saint Barthélemy, Saint Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon. Ces territoires sont mentionnés dans certains tableaux.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le portail des collectivités locales : [www.collectivites-locales.gouv.fr](http://www.collectivites-locales.gouv.fr)

# SOMMAIRE

<b>1 – LES CHIFFRES CLÉS DES COLLECTIVITÉS LOCALES</b>	7
<b>2 – LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET LEUR POPULATION</b>	
Présentation - Définitions	14
2-1 Le découpage administratif de la République	18
2-2 Le nombre de collectivités locales au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	19
2-3 Les groupements de collectivités territoriales	20
2-4 La population de la République française	21
2-5 La population des départements	22
2-6 Les communes par taille	24
2-7 Les communes de plus de 100 000 habitants	25
2-8 Les groupements de communes à fiscalité propre par taille	26
2-9 Les principaux groupements de communes à fiscalité propre	27
<b>3 – LES FINANCES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES</b>	
Présentation - Définitions	32
3-1 Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation	34
3-2 Les comptes des administrations publiques locales	35
3-3 La formation brute de capital fixe des administrations publiques	36
3-4 Les prélèvements obligatoires	37
3-5 Les capacités ou besoins de financement des administrations publiques	38
<b>4 – LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES</b>	
Présentation - Définitions	40
4-1 Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre	42
4-2 Les comptes des communes	43
4-3 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre	44
4-4 Les comptes du secteur communal	45
4-5 Les comptes des départements	46
4-6 Les comptes des régions	47
4-7 Les ratios financiers obligatoires du secteur communal	48
4-8 Les ratios financiers obligatoires des départements et des régions	50
<b>5 – LA FISCALITÉ LOCALE</b>	
Présentation - Définitions	54
5-1 Vue d'ensemble de la fiscalité locale en 2014	57
5-2 La fiscalité des trois taxes ménages : produits et taux moyens	58
5-3 La fiscalité des trois taxes ménages : évolution du produit, effet base et effet taux	59
5-4 La fiscalité des impôts économiques	60
5-5 Taxe et redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères	61
5-6 Les contributions de l'État à la fiscalité directe locale	62

## **6 – LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT**

Présentation - Définitions	64
6-1 Vue d'ensemble des transferts financiers de l'État aux collectivités locales	66
6-2 Les dotations et subventions de fonctionnement	67
6-3 Les autres concours financiers de l'État	68

## **7 – LES ÉLUS LOCAUX**

Présentation - Définitions	70
7-1 Les élus locaux	72

## **8 – LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE**

Présentation - Définitions	74
8-1 La fonction publique territoriale au sein de la fonction publique	76
8-2 Les effectifs des collectivités locales au 31 décembre 2014	77
8-3 Les effectifs des collectivités locales par région	78
8-4 Les collectivités locales par taille d'effectifs	79
8-5 Les effectifs des collectivités selon le nombre d'habitants	80
8-6 Les effectifs des collectivités par statut et catégorie hiérarchique	81
8-7 Les effectifs des collectivités selon la filière	82
8-8 Les effectifs des collectivités selon l'âge	83
8-9 Les élections professionnelles dans la fonction publique territoriale	84

## **9 – ÉLÉMENTS DE CONTEXTE**

Présentation - Définitions	86
9-1 Le contexte européen	88
9-2 Le contexte régional	90
9-3 Le contexte départemental	92

## **10 – LES SÉRIES LONGUES**

10-1 Les groupements de collectivités territoriales	98
10-2 Les comptes des administrations publiques locales	99
10-3 Les dépenses des administrations publiques locales ventilées par fonction	100
10-4 Les comptes des communes	101
10-5 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre	102
10-6 Les comptes des communes et de leurs groupements à fiscalité propre	103
10-7 Les comptes des départements	104
10-8 Les comptes des régions	105
10-9 Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre	106
10-10 Les dépenses des collectivités locales dans les principaux domaines transférés	107
10-11 L'endettement des collectivités locales	108
10-12 Les taux de fiscalité locale	109
10-13 Les produits de fiscalité locale	110
10-14 Les compensations et dégrèvements en matière de fiscalité directe locale	111
10-15 Les effectifs des collectivités locales	112
10-16 Les dépenses de personnel des collectivités locales	113



CHAPITRE

1

# LES CHIFFRES CLÉS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

# Les chiffres clés des collectivités locales

## ► 65,8 millions d'habitants en France.

### RÉPARTITION DES COMMUNES SELON LEUR TAILLE

Taille de la commune	Nombre de communes	Part de la population	Taille de la commune	Nombre de communes	Part de la population
De 0 à 499 habitants	19 185	6,6 %	Moins de 500 habitants	19 185	6,6 %
De 500 à 1 999 habitants	11 459	17,1 %	Moins de 2 000 habitants	30 644	23,7 %
De 2 000 à 3 499 habitants	2 188	8,7 %	Moins de 3 500 habitants	32 832	32,4 %
De 3 500 à 4 999 habitants	930	5,9 %	Moins de 5 000 habitants	33 762	38,3 %
De 5 000 à 9 999 habitants	1 156	12,2 %	Moins de 10 000 habitants	34 918	50,5 %
De 10 000 à 19 999 habitants	513	10,8 %	Moins de 20 000 habitants	35 431	61,3 %
De 20 000 à 49 999 habitants	330	15,3 %	Moins de 50 000 habitants	35 761	76,6 %
De 50 000 à 99 999 habitants	83	8,3 %	Moins de 100 000 habitants	35 844	84,9 %
100 000 habitants et plus	41	15,1 %	Toutes tailles confondues	35 885	100 %

Source : Insee, Recensement de la population, population municipale en vigueur en 2016 (millésimée 2013).

### RÉPARTITION DES DÉPARTEMENTS SELON LEUR TAILLE

Taille du département	Nombre de départements	Part de la population	Taille du département	Nombre de départements	Part de la population
Moins de 300 000 habitants	26	7,9 %	Moins de 300 000 habitants	26	7,9 %
De 300 000 à 499 999 habitants	24	13,9 %	Moins de 500 000 habitants	50	21,8 %
De 500 000 à 799 999 habitants	24	23,2 %	Moins de 800 000 habitants	74	45 %
800 000 habitants ou plus	27	55 %	Toutes tailles confondues	101	100 %

Source : Insee, Recensement de la population, population municipale en vigueur en 2016 (millésimée 2013).

### RÉPARTITION DES RÉGIONS SELON LEUR TAILLE

Taille de la région	Nombre de régions	Part de la population	Taille de la région	Nombre de régions	Part de la population
Moins de 1 000 000 habitants	6	3,6 %	Moins de 1 000 000 habitants	6	3,6 %
De 2 000 000 à 3 999 999 habitants	5	23,8 %	Moins de 4 000 000 habitants	11	27,4 %
De 4 000 000 à 5 999 999 habitants	5	42,6 %	Moins de 6 000 000 habitants	16	70 %
6 000 000 d'habitants ou plus	2	30 %	Toutes tailles confondues	18	100 %

Source : Insee, Recensement de la population, population municipale en vigueur en 2016 (millésimée 2013).

## ► 99,9 % des communes et 99,7 % de la population sont couverts par une intercommunalité à fiscalité propre\*.

### L'INTERCOMMUNALITÉ À FISCALITÉ PROPRE AU 1<sup>er</sup> JANVIER 2016

	Nombre de groupements à fiscalité propre	Nombre de communes regroupées	Population (en millions d'habitants)
Métropoles	13	676	15,3
Communautés urbaines	11	359	2,5
Communautés d'agglomération	196	4 610	21,8
Communautés de communes	1 842	30 154	26,0
<b>Ensemble des groupements à fiscalité propre</b>	<b>2 062</b>	<b>35 799</b>	<b>65,7</b>
dont groupements à fiscalité professionnelle unique	1 309	23 611	58,0
Métropole de Lyon*	-	59	1,4
<b>Ensemble</b>	<b>2 062</b>	<b>35 858</b>	<b>67,0</b>

Sources : DGCL ; Insee, Recensement de la population, population totale en vigueur en 2016 (millésimée 2013).

\* Bien qu'elle soit une collectivité territoriale, la métropole de Lyon est ici prise en compte dans le nombre de communes et dans le nombre d'habitants couverts par une intercommunalité à fiscalité propre car elle en exerce les compétences.

- **Les administrations publiques locales en 2014**
  - ont effectué 20,5 % de la dépense publique
  - ont réalisé 57,9 % de l'investissement public
  - détenaient 9,2 % de la dette publique.

## LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES EN 2014

(en milliards d'euros)

	Communes	Groupements à fiscalité propre	Secteur communal : communes et groupements	Départements	Régions	Ensemble
<b>Dépenses totales*</b>	<b>92,1</b>	<b>40,5</b>	<b>122,7</b>	<b>70,6</b>	<b>27,3</b>	<b>220,7</b>
<b>Recettes totales**</b>	<b>90,9</b>	<b>39,0</b>	<b>120,1</b>	<b>69,3</b>	<b>25,1</b>	<b>214,5</b>
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	<b>68,5</b>	<b>30,7</b>	<b>89,3</b>	<b>59,3</b>	<b>17,8</b>	<b>166,5</b>
dont dépenses de personnel	36,4	7,2	43,6	12,1	3,2	58,9
dont intérêts de dette	2,3	0,7	3,0	1,1	0,6	4,7
<b>Recettes de fonctionnement</b>	<b>79,3</b>	<b>35,3</b>	<b>104,8</b>	<b>66,1</b>	<b>22,6</b>	<b>193,5</b>
dont concours financiers de l'État	18,2	8,6	26,8	14,4	8,0	49,1
dont impôts locaux	32,7	18,3	51,0	20,6	4,6	76,2
dont autres impôts et taxes	6,2	4,5	10,7	23,2	9,0	43,0
Épargne brute : excédent de fonctionnement	10,9	4,6	15,4	6,8	4,7	27,0
<b>Dépenses d'investissement*</b>	<b>23,6</b>	<b>9,8</b>	<b>33,4</b>	<b>11,3</b>	<b>9,4</b>	<b>54,1</b>
dont dépenses d'équipement	21,1	7,1	28,2	6,7	2,9	37,9
dont subventions versées	1,5	1,7	3,2	4,3	6,0	13,5
<b>Recettes d'investissement**</b>	<b>11,6</b>	<b>3,7</b>	<b>15,3</b>	<b>3,2</b>	<b>2,5</b>	<b>21,0</b>
dont FCTVA	3,0	0,9	3,9	1,0	0,5	5,3
dont autres dotations et subventions	5,8	1,8	7,6	1,6	1,6	10,8
Remboursements de dette	5,9	1,9	7,8	2,9	2,0	12,7
Emprunts	6,3	2,3	8,6	3,9	3,7	16,2
Variation du fonds de roulement	-0,9	-1,0	-1,9	-0,3	-0,5	-2,7
<b>Dette au 31 décembre</b>	<b>63,4</b>	<b>22,6</b>	<b>86,0</b>	<b>33,6</b>	<b>21,9</b>	<b>141,5</b>

Sources : DGFIP, DGCL

Les données figurant dans la colonne secteur communal ne correspondent pas à la somme des opérations « communes » et « groupements à fiscalité propre » : les reversements fiscaux des groupements vers leurs communes membres ont été neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

\* Hors remboursements de dette.

\*\* Hors emprunts.

# Les chiffres clés des collectivités locales

## ► La taxe d'habitation, les taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et les impôts économiques rapportent 79,2 Md€ aux collectivités locales en 2015.

### LES CONTRIBUTIONS DIRECTES EN 2015

(en milliards d'euros)

	Secteur communal	Départements	Régions	Toutes collectivités
<b>Contributions directes</b>	<b>53,15</b>	<b>21,25</b>	<b>4,81</b>	<b>79,21</b>
<b>Produits des 3 taxes « ménages »</b> (y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti)	<b>40,23</b>	<b>12,92</b>	-	<b>53,15</b>
Taxe d'habitation	21,68	-	-	21,68
Taxe sur le foncier bâti	17,51	12,92	-	30,43
Taxe sur le foncier non bâti	1,04	-	-	1,04
<b>Produits des impôts économiques</b>	<b>12,93</b>	<b>8,33</b>	<b>4,81</b>	<b>26,07</b>
Cotisation foncière des entreprises	7,23	-	-	7,23
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	4,41	8,06	4,16	16,63
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)	0,55	0,26	0,66	1,47
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	0,74	-	-	0,74

Sources : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

### AUTRES CONTRIBUTIONS PERÇUES PAR LES COLLECTIVITÉS LOCALES

#### MONTANTS PERÇUS EN 2014

(en milliards d'euros)

	Secteur communal	Départements	Régions	Toutes collectivités
<b>Autres contributions</b>	<b>20,45</b>	<b>22,70</b>	<b>9,40</b>	<b>52,55</b>
Taxes liées à l'urbanisme	0,84	0,37	0,20	1,40
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	6,36	-	-	6,36
Droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	2,02	7,86	-	9,88
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)*	-	6,49	4,89	11,39
Versement destiné aux transports en commun	7,22	-	-	7,22
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	-	6,74	-	6,74
Taxe sur les cartes grises	-	-	2,08	2,08
Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE)	1,50	0,71	-	2,21
Impôts et taxes d'outre-mer	0,86	0,24	0,51	1,61
Autres taxes	1,67	0,29	1,72	3,67

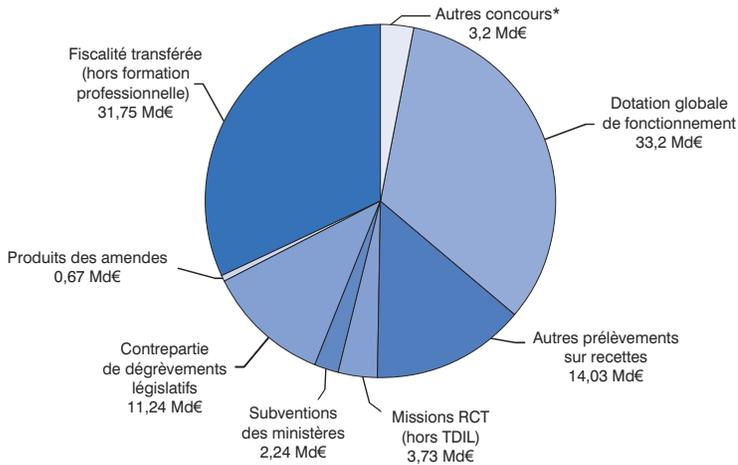
\* Y compris la TICPE Grenelle et celle perçue à partir de 2014 pour le développement de l'apprentissage.

Sources : DGFiP (REI et comptes de gestion) et PLF 2016 ; calculs DGCL.

# Chapitre 1

- **Les principaux transferts de l'État aux collectivités locales en 2016**
  - **Dotation globale de fonctionnement** **33,2 Md€**
  - **Fiscalité transférée** **31,7 Md€**
  - **Contrepartie des dégrèvements législatifs** **11,2 Md€**

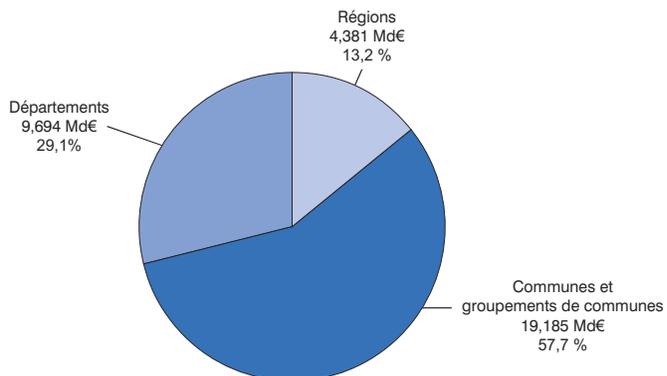
## TRANSFERTS FINANCIERS DE L'ÉTAT AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES EN 2016 (100,1 Md€)



Source : loi de finances initiale pour 2016.

\* TDIL, produit des amendes de police, fonds emprunts structurés, ressources formation professionnelle et apprentissage.

## RÉPARTITION DE LA DGF ENTRE CATÉGORIES DE COLLECTIVITÉS EN 2016

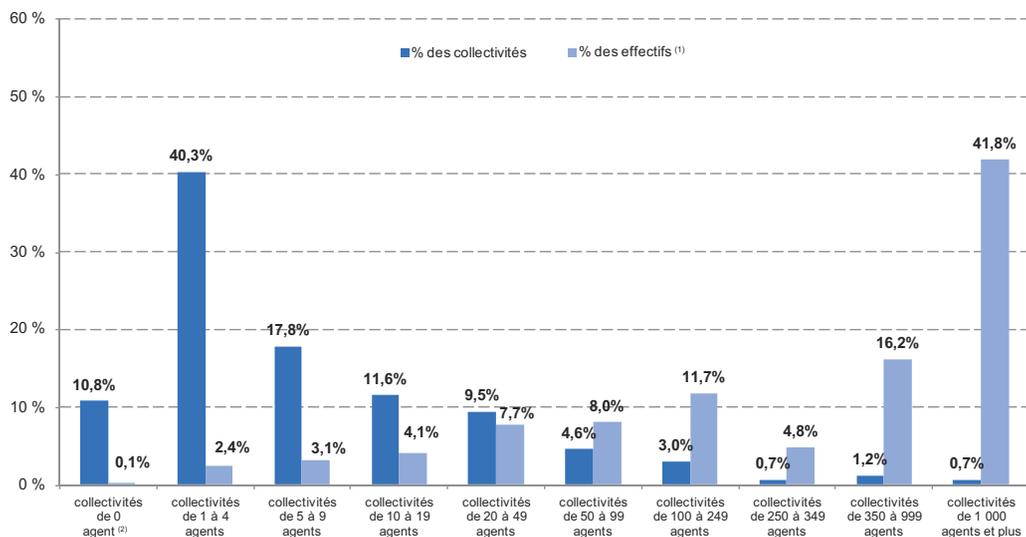


Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

# Les chiffres clés des collectivités locales

► La fonction publique territoriale compte plus de 2 millions d'agents (emplois principaux et secondaires, tous statuts) relevant de plus de 47 000 employeurs.

RÉPARTITION DES COLLECTIVITÉS EMPLOYEURS ET DES EFFECTIFS<sup>(1)</sup>  
PAR TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ EN 2014



Source : Insee, SIASP.

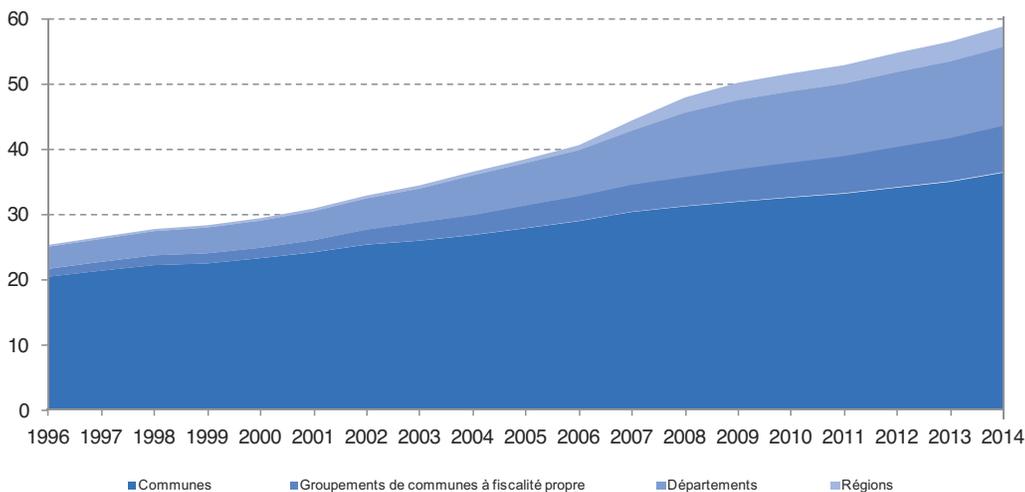
Champ : France hors Mayotte.

<sup>(1)</sup> Les effectifs comptabilisés sont les emplois principaux, les bénéficiaires de contrats aidés et les emplois secondaires. En revanche, la taille de la collectivité locale est appréciée par le nombre d'emplois principaux, hors bénéficiaires de contrats aidés.

<sup>(2)</sup> Ces collectivités n'ont aucun agent rémunéré sur emploi principal. Elles emploient soit des agents sur emplois secondaires, soit des bénéficiaires de contrats aidés.

## LES DÉPENSES DE PERSONNEL DES COLLECTIVITÉS LOCALES DE 1996 À 2014

en milliards d'euros courants



Sources : DGFIP, DGCL.

# LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET LEUR POPULATION

<b>Présentation - Définitions</b>	14
<b>2-1</b> Le découpage administratif de la République	18
<b>2-2</b> Le nombre de collectivités locales au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	19
<b>2-3</b> Les groupements de collectivités territoriales	20
<b>2-4</b> La population de la République française	21
<b>2-5</b> La population des départements	22
<b>2-6</b> Les communes par taille	24
<b>2-7</b> Les communes de plus de 100 000 habitants	25
<b>2-8</b> Les groupements de communes à fiscalité propre par taille	26
<b>2-9</b> Les principaux groupements de communes à fiscalité propre	27

# Les collectivités locales et leur population

## PRÉSENTATION

La population municipale en vigueur en 2016 est de 65,8 millions de personnes pour la France métropolitaine et les DOM. En ajoutant les collectivités d'outre-mer et la Nouvelle-Calédonie, elle atteint 66,4 millions pour l'ensemble de la République française. En 5 ans, la population a augmenté de 2,5 % en France. Cette progression atteint 3,3 % dans les départements d'outre-mer. La Martinique est la seule région dont la population a diminué en 5 ans. À l'opposé, en métropole, la région Corse est la plus dynamique (+5,7 %).

La loi n° 2015-292 du 16 mars 2015 relative à « l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes » a facilité la création de communes nouvelles en instaurant notamment un pacte financier qui garantit pendant trois ans le niveau des dotations de l'État. Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, 1 090 communes ont ainsi fusionné pour donner naissance à 317 communes nouvelles. En 2016, la République française ne compte plus que 35 971 communes dont 35 756 en métropole. Parmi les communes de plus de 100 000 habitants, quatre d'entre elles ont vu leur population augmenter de plus de 5 % en l'espace de cinq ans : Saint-Denis (93), Montpellier (34), Nîmes (30) et Lyon (69).

Au niveau de la carte intercommunale, les principaux changements ont eu lieu en Ile-de-France avec la mise en place du schéma régional de coopération intercommunale. Tous les EPCI à fiscalité propre de la petite couronne ont disparu pour laisser place à la métropole du Grand Paris, et de nombreuses fusions ont eu lieu dans les départements de la grande couronne. Hors Ile-de-France, le fait marquant aura été l'instauration de la métropole d'Aix-Marseille-Provence au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Au total, au 1<sup>er</sup> janvier 2016, on dénombre 2 062 EPCI à fiscalité propre (contre 2 133 en 2015).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, seules 27 communes de France métropolitaine ne sont pas membres d'un EPCI à fiscalité propre, ni de la métropole de Lyon. Mayotte ayant vu la création de 3 CA et d'une CC, il n'y a plus de communes isolées dans les D.O.M. Parmi les 27 communes isolées, 4 sont des îles composées d'une seule commune, bénéficiant à ce titre d'une dérogation législative (île de Bréhat, île de Sein, Ouessant, île d'Yeu) ; 7 sont isolées à la suite d'une décision de justice ; enfin, 16 communes sont isolées du fait de la transformation d'un EPCI à fiscalité propre en commune nouvelle.

Le nombre de syndicats poursuit sa baisse tendancielle : ils sont désormais 12 234, soit 432 de moins que l'année précédente.

## ■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

« La carte intercommunale au 1<sup>er</sup> janvier 2016 », Bis n° 109, mars 2016, en ligne sur le portail des collectivités locales [www.collectivites-locales.gouv.fr](http://www.collectivites-locales.gouv.fr).

Les données relatives à la population légale sont disponibles sur le site de l'Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr).

Les données relatives à l'intercommunalité sont issues de la base nationale de l'intercommunalité (BANATIC), alimentée à partir des données intercommunales ASPIC saisies par les préfetures : [www.banatic.interieur.gouv.fr](http://www.banatic.interieur.gouv.fr).

Les données de synthèse sur les intercommunalités sont téléchargeables sur le portail des collectivités locales [www.collectivites-locales.gouv.fr](http://www.collectivites-locales.gouv.fr).

## DÉFINITIONS...

► Depuis la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, sont définies comme « **collectivités territoriales de la République** » à l'article 72 de la Constitution :

- les communes ;
- les départements y compris les cinq départements d'outre-mer (DOM) ;
- les régions y compris les cinq régions d'outre-mer ;
- les collectivités à statut particulier ;
- les collectivités d'outre-mer (COM).

La Nouvelle-Calédonie est une collectivité publique dite *sui generis* (« de son propre genre ») et non une collectivité territoriale.

► La **commune** est la plus petite subdivision administrative française. Certaines communes ont acquis un statut particulier. C'est le cas de Paris, Marseille, Lyon depuis la loi dite « PML » du 31 décembre 1982.

La loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales instaure un nouveau dispositif de fusion de communes aboutissant à la création d'une commune nouvelle soumise aux règles applicables aux communes.

La loi n° 2015-292 du 16 mars 2015 a complété et modifié le régime des communes nouvelles. Sauf délibérations concordantes contraires des conseils municipaux, des communes déléguées reprenant le nom et les limites territoriales de l'ensemble des anciennes communes dont la commune nouvelle est issue sont instituées au sein de celle-ci. Le conseil municipal de la commune nouvelle peut décider de la suppression des communes déléguées dans un délai qu'il détermine.

La **commune nouvelle** a seule la qualité de collectivité territoriale.

La création au sein d'une commune nouvelle de communes déléguées entraîne de plein droit pour chacune d'entre elles :

- l'institution d'un maire délégué, désigné par le conseil municipal de la commune nouvelle (à titre transitoire et jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal suivant la création de la commune nouvelle, le maire de l'ancienne commune en fonction lors de la création de la commune nouvelle devient de droit maire délégué) ;
- la création d'une annexe de la mairie dans laquelle sont établis les actes de l'état civil concernant les habitants de la commune déléguée.

Le rôle des communes déléguées correspond à celui des arrondissements de Paris, Marseille et Lyon.

► Le **département**, créé par la loi du 22 décembre 1789, devient une collectivité territoriale par la loi du 10 août 1871. Les départements d'outre-mer (DOM) ont, quant à eux, été créés par la loi du 19 mars 1946.

► La **région** a été créée par la loi de décentralisation du 2 mars 1982. La première élection des conseillers régionaux au suffrage universel direct a eu lieu le 16 mars 1986. Leur existence a été consacrée par la révision constitutionnelle du 28 mars 2003 et leur nombre a été réduit, en France métropolitaine, de 22 à 13 par la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales

et départementales et modifiant le calendrier électoral. La collectivité territoriale de Corse, qui est le plus souvent assimilée à une région, est dotée d'un statut particulier.

► Les **collectivités d'outre-mer (COM)** sont, aux termes de la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, des territoires de la République française dont le statut est régi par l'article 74 de la Constitution. Ces territoires ont des statuts et une organisation interne très divers régis par la loi organique. Ils sont au nombre de cinq depuis le 31 mars 2011 date à laquelle Mayotte est devenu officiellement le cent-unième département de France et le cinquième département d'outre-mer.

► Les **établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)** désignent les différentes formes de coopération existant entre les communes. On distingue deux types d'EPCI :

- la forme fédérative dite à **fiscalité propre**, caractérisée par une fiscalité directe locale et par l'existence de compétences obligatoires : les communautés urbaines, les communautés d'agglomération, les syndicats d'agglomération nouvelle (supprimés par la loi NOTRe), les communautés de communes et les métropoles (autres que la métropole de Lyon).
- la forme associative dite sans **fiscalité propre**, financée par les contributions des communes qui en sont membres, dont les syndicats intercommunaux à vocation unique et les syndicats intercommunaux à vocation multiple, regroupés sous la dénomination de syndicats de communes. Les 11 établissements publics territoriaux (EPT) de la métropole du Grand Paris sont une forme particulière de syndicat intercommunal.

► Forment la catégorie des **groupements de collectivités territoriales** les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et les syndicats mixtes fermés et certains syndicats mixtes ouverts (ceux visés à l'article L. 5721-8 du CGCT), les pôles métropolitains, les pôles d'équilibre territoriaux et ruraux, les agences départementales, les institutions ou organismes interdépartementaux et les ententes interrégionales.

► **Métropole** : Créée par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, la métropole était initialement un EPCI regroupant des communes, formant à la date de sa création un ensemble de plus de 500 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave.

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a redéfini les métropoles de droit commun et leurs compétences. Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, ont été transformés automatiquement en métropole 8 EPCI à fiscalité propre qui formaient un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine, au sens de l'Insee, de plus de 650 000 habitants. Deux autres EPCI à fiscalité propre ont été transformés en métropole selon un dispositif de transformation facultative.

Cette loi comporte également des dispositions spécifiques sur la métropole d'Aix-Marseille-Provence et la métropole du Grand Paris, qui ont été mises en place le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

# Les collectivités locales et leur population

## ...DÉFINITIONS...

► **Métropole de Lyon** : Contrairement aux autres métropoles, la métropole de Lyon est une collectivité territoriale à part entière et non un établissement public de coopération intercommunale. La métropole de Lyon est une collectivité à statut particulier, au sens de l'article 72 de la Constitution, qui exerce à la fois les compétences dévolues aux conseils départementaux et celles dévolues aux métropoles. On ne comptabilise pas la métropole de Lyon comme un EPCI à fiscalité propre, mais elle est prise en compte dans la détermination du nombre de communes et du nombre d'habitants couverts par une intercommunalité à fiscalité propre.

► **Communauté urbaine (CU)** : La communauté urbaine regroupe depuis la loi du 16 décembre 2010 plusieurs communes formant un ensemble de plus de 450 000 habitants, d'un seul tenant et sans enclave. Les communautés existant antérieurement à la loi de 1999 ont des effectifs inférieurs à ce seuil et peuvent ne pas avoir adopté le régime de la FPU. À noter que la loi du 27 janvier 2014 abaisse ce seuil à 250 000 habitants.

Forme de coopération plus intégrée que la communauté d'agglomération, la communauté urbaine dispose de compétences plus larges que celle-ci.

► **Communauté d'agglomération (CA)** : Créée par la loi du 12 juillet 1999 et modifiée par la loi du 16 décembre 2010, la communauté d'agglomération est un EPCI à fiscalité propre regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15 000 habitants (des dérogations existent pour ces deux seuils démographiques).

► **Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN)** : Le syndicat d'agglomération nouvelle est une structure de coopération intercommunale mise en place pour organiser les villes nouvelles.

► **Communauté de communes (CC)** : Créée par la loi du 6 février 1992 et renforcée par la loi du 12 juillet 1999, la communauté de communes est un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant plusieurs communes, associées au sein d'un espace de solidarité, autour d'un projet commun de développement économique et d'aménagement de l'espace.

► **Les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU)** sont des établissements publics de coopération intercommunale. Leur fonctionnement est similaire à celui d'un syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) à la différence près qu'un SIVU ne dispose que d'une unique compétence fixée dans ses statuts : c'est un syndicat spécialisé. Historiquement c'est la plus ancienne structure intercommunale puisqu'elle a été créée par la loi du 22 mars 1890 sur les syndicats de communes.

► **Les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM)** sont des établissements publics de coopération intercommunale. Leur objet n'est pas limité à une seule œuvre ou à seul objet d'intérêt intercommunal, mais comprend de multiples compétences. Le SIVOM exerce des responsabilités variées qui lui ont été confiées par les différentes communes. Ces dernières participent étroitement au pilotage du SIVOM. De nos jours, SIVU et SIVOM ne forment qu'une catégorie juridique, celle des syndicats de communes.

► **L'établissement public territorial (EPT)** est un établissement public à statut particulier dont le statut est aligné sur celui des syndicats de communes. Il exerce un certain nombre de compétences de proximité en lieu et place de la métropole. La métropole du Grand Paris (MGP) comprend Paris et 11 territoires (EPT), d'un seul tenant et sans enclave d'au moins 300 000 habitants.

► **Les syndicats mixtes** ont été créés par un décret de 1935 pour donner aux collectivités la capacité de s'associer entre elles ou avec des établissements publics. Plusieurs constructions sont possibles : le syndicat mixte fermé qui associe (sauf exceptions prévues par l'article L5711-4) uniquement des communes et des EPCI, et le syndicat mixte ouvert qui inclut parmi ses membres différents échelons de collectivités territoriales ou des établissements publics tels qu'une chambre de commerce et d'industrie (CCI). Bien que soumis aux règles applicables aux EPCI, les syndicats mixtes ne sont pas au sens propre des EPCI, cette qualité étant réservée aux groupements de communes.

► **Le pôle métropolitain** : Il a été créé par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010. Les conditions d'éligibilité ont été modifiées par la loi du 27 janvier 2014 précédemment citée. Actuellement, le pôle métropolitain regroupe des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont au moins un comptant plus de 100 000 habitants. Par dérogation, le pôle métropolitain peut regrouper, sur un territoire d'un seul tenant et sans enclave, des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre comprenant au moins un établissement public de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants limitrophe d'un État étranger. Les départements et régions peuvent également adhérer à un pôle métropolitain.

► **Le pôle d'équilibre territorial et rural (PETR)** : Créé par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, le pôle d'équilibre territorial et rural est un établissement public constitué par accord entre plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, au sein d'un périmètre d'un seul tenant et sans enclave. Un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ne peut appartenir à plus d'un pôle d'équilibre territorial et rural. Le pôle d'équilibre territorial et rural est soumis aux règles applicables aux syndicats mixtes. Lorsqu'une commune nouvelle est issue de la fusion de toutes les communes d'un EPCI à FP membre d'un PETR, cette commune nouvelle peut rester membre de ce PETR jusqu'à son adhésion à un EPCI à FP.

## ...DÉFINITIONS

### ► **Le recensement de la population :**

La nouvelle méthode de recensement (voir loi du 27 février 2002) repose sur deux principes :

\* les communes de moins de 10 000 habitants réalisent désormais une enquête de recensement exhaustive tous les cinq ans, à raison d'un cinquième des communes chaque année ;

\* les communes de 10 000 habitants ou plus réalisent tous les ans une enquête par sondage auprès d'un échantillon de 8 % des logements.

Le recensement de la population du département de Mayotte, des COM et de la Nouvelle-Calédonie relève, selon les cas, des articles 156 ou 157 du titre V de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002. Les populations légales de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, dont le recensement est réalisé dans le cadre général du recensement rénové (article 156), sont actualisées chaque année. Les autres COM ainsi que la Nouvelle-Calédonie et Mayotte procèdent, par dérogation (article 157), à des recensements généraux de la population tous les cinq ans.

► **La population légale** authentifiée par décret regroupe, pour chaque commune, sa population totale, sa population municipale et sa population comptée à part. Le décret n° 2003-485 publié au Journal officiel du 8 juin 2003, relatif au recensement de la population fixe les différentes catégories de population et leur composition.

► **La population municipale** comprend les personnes ayant leur résidence habituelle (au sens du décret) sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans-abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

► **La population comptée à part** comprend certaines personnes dont la résidence habituelle (au sens du décret) est dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence sur le territoire de la commune.

► **La population totale** d'une commune est égale à la somme de la population municipale et de la population comptée à part de la commune.

► On appelle **unité urbaine** une commune ou un ensemble de communes qui comporte sur son territoire une zone bâtie d'au moins 2 000 habitants où aucune habitation n'est séparée de la plus proche de plus de 200 mètres. En outre, chaque commune concernée possède plus de la moitié de sa population dans cette zone bâtie.

Sont considérées comme rurales, les communes qui ne rentrent pas dans la constitution d'une unité urbaine.

► Une **aire urbaine** ou « grande aire urbaine » est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

# 2-1 Le découpage administratif de la République

## LE DÉCOUPAGE ADMINISTRATIF DE LA RÉPUBLIQUE

(en nombre de collectivités)

<b>Communes</b>	<b>35 971</b>
dont : métropole	35 756
DOM	129
COM et Nouvelle-Calédonie	86
<b>Arrondissements</b>	<b>334</b>
dont : métropole	322
DOM	12
<b>Départements</b>	<b>101</b>
dont : métropole	96
DOM	5
<b>Régions</b>	<b>18</b>
dont : métropole	13
ROM	5
<b>Collectivités d'outre-mer</b>	<b>5</b>
Polynésie française, Wallis et Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin	
<b>Collectivité à statut particulier</b>	<b>1</b>
Nouvelle-Calédonie	

Source : Insee, Code officiel géographique en vigueur en 2016.

## LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES EN MÉTROPOLE ET DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

(en nombre de collectivités)

<b>Communes</b>	<b>35 885</b>
dont : métropole	35 756
DOM	129
<b>Conseils départementaux</b>	<b>98</b>
dont : métropole	96
DOM	2
<b>Conseils régionaux</b>	<b>14</b>
dont : métropole	12
ROM	2
<b>Collectivités à statut particulier</b>	
Collectivité territoriale de Corse	1
Métropole de Lyon	1
Martinique	1
Guyane	1
Département de Mayotte	1

Source : Insee, Code officiel géographique en vigueur en 2016.

## LES GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE

(en nombre de groupements)

Métropoles	13
Communautés urbaines	11
Communautés d'agglomération	196
Communautés de communes	1 842
<b>Ensemble</b>	<b>2 062</b>

Source : DGCL, Banatic.

Champ : France.

## LES SYNDICATS

(en nombre de syndicats)

Syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU)	7 992
Syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM)	1 149
Établissements publics territoriaux	11
Syndicats mixtes	2 979
Pôles métropolitains	12
Pôles d'équilibre territorial et rural	91
<b>Ensemble</b>	<b>12 234</b>

Source : DGCL, Banatic.

Champ : France.

# 2-3 Les groupements de collectivités territoriales

## ÉVOLUTION DU NOMBRE DE GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE DEPUIS 2012

Au 1 <sup>er</sup> janvier	2012	2013	2014	2015	2016
Métropoles	1	1	1	11	13
Communautés urbaines	15	15	15	9	11
Communautés d'agglomération	202	213	222	226	196
Communautés de communes	2 358	2 223	1 903	1 884	1 842
Syndicats d'agglomération nouvelle	5	4	4	3	-
<b>Nombre d'EPCI à fiscalité propre</b>	<b>2 581</b>	<b>2 456</b>	<b>2 145</b>	<b>2 133</b>	<b>2 062</b>
Métropole de Lyon	-	-	-	1	1
<b>Nombre total de communes regroupées**</b>	<b>35 305</b>	<b>36 049</b>	<b>36 614</b>	<b>36 588</b>	<b>35 858</b>
<b>Population totale* regroupée (en millions d'habitants)**</b>	<b>59,3</b>	<b>60,9</b>	<b>62,6</b>	<b>62,9</b>	<b>67,0</b>
<i>dont à fiscalité professionnelle unique :</i>					
<i>Nombre de groupements</i>	1 339	1 356	1 288	1 309	1 309
<i>Nombre de communes regroupées**</i>	18 798	20 594	22 698	23 157	23 670
<i>Population totale regroupée* (en millions d'hab.)**</i>	48,5	50,5	53,2	54,0	59,3

Sources : DGCL, Banatic ; Insee, Recensements de la population.

Champ : France.

\* Population totale, en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, des communes composant les groupements.

\*\* y compris les communes et la population de la métropole de Lyon à partir de 2015.

## ÉVOLUTION DU NOMBRE DE SYNDICATS DEPUIS 2012

(en nombre de syndicats)

Au 1 <sup>er</sup> janvier	2012	2013	2014	2015	2016
Syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU)	10 181	9 721	8 965	8 392	7 992
Syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM)	1 344	1 305	1 233	1 185	1 149
Établissement public territorial	-	-	-	-	11
Syndicat mixte	3 256	3 265	3 185	3 025	2 979
Pôle métropolitain	1	8	9	9	12
Pôle d'équilibre territorial et rural	-	-	-	55	91
<b>Total</b>	<b>14 782</b>	<b>14 299</b>	<b>13 392</b>	<b>12 666</b>	<b>12 234</b>

Source : DGCL, Banatic.

Champ : France.

# La population de la République française 2-4

## POPULATION MUNICIPALE EN VIGUEUR EN 2016 (millésimée 2013) (en nombre d'habitants)

	Population municipale	Taux d'évolution sur 5 ans
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	5 552 388	0,6 %
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	5 844 177	3,1 %
Auvergne-Rhône-Alpes	7 757 595	4,0 %
Bourgogne-Franche-Comté	2 819 783	0,6 %
Bretagne	3 258 707	3,5 %
Centre-Val-de-Loire	2 570 548	1,5 %
Corse	320 208	5,7 %
Île-de-France	11 959 807	2,6 %
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	5 683 878	4,9 %
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	5 987 883	1,0 %
Normandie	3 328 364	1,1 %
Pays de la Loire	3 660 852	4,3 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 953 675	1,4 %
Guadeloupe	402 119	0,1 %
Martinique	385 551	-3,1 %
Guyane	244 118	11,3 %
La Réunion	835 103	3,3 %
Mayotte (recensement 2012)	212 645	14,0 %
<b>France</b>	<b>65 777 401</b>	<b>2,5 %</b>
dont : métropole	63 697 865	2,5 %
DOM	2 079 536	3,3 %
<b>Collectivités d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie</b>		
Saint-Pierre-et-Miquelon	6 057	
Saint-Barthélemy	9 279	
Saint-Martin	35 594	
Polynésie française (recensement 2012)	268 270	
Wallis-et-Futuna (recensement 2013)	12 197	
Nouvelle-Calédonie (recensement 2014)	268 767	
<b>Ensemble République française</b>	<b>66 377 565</b>	

Source : Insee, Recensement de la population.

# 2-5 La population des départements

## POPULATIONS MUNICIPALES EN VIGUEUR EN 2011 ET 2016

(en nombre d'habitants)

Départements	Population municipale		Taux d'évolution sur 5 ans
	2011 (millésimée 2008)	2016 (millésimée 2013)	
01 Ain	581 355	619 497	6,6 %
02 Aisne	538 790	540 067	0,2 %
03 Allier	342 807	343 431	0,2 %
04 Alpes-de-Haute-Provence	157 965	161 916	2,5 %
05 Hautes-Alpes	134 205	139 279	3,8 %
06 Alpes-Maritimes	1 084 428	1 080 771	-0,3 %
07 Ardèche	311 452	320 379	2,9 %
08 Ardennes	284 197	280 907	-1,2 %
09 Ariège	150 201	152 684	1,7 %
10 Aube	301 327	306 581	1,7 %
11 Aude	349 237	364 877	4,5 %
12 Aveyron	275 889	277 740	0,7 %
13 Bouches-du-Rhône	1 966 005	1 993 177	1,4 %
14 Calvados	678 206	689 945	1,7 %
15 Cantal	148 737	147 035	-1,1 %
16 Charente	351 581	353 482	0,5 %
17 Charente-Maritime	611 714	633 417	3,5 %
18 Cher	313 251	311 650	-0,5 %
19 Corrèze	242 896	240 781	-0,9 %
2A Corse-du-Sud	140 953	149 234	5,9 %
2B Haute-Corse	162 013	170 974	5,5 %
21 Côte-d'Or	521 608	529 761	1,6 %
22 Côtes-d'Armor	581 570	597 085	2,7 %
23 Creuse	123 907	120 872	-2,4 %
24 Dordogne	409 388	416 909	1,8 %
25 Doubs	522 685	533 320	2,0 %
26 Drôme	478 069	494 712	3,5 %
27 Eure	577 087	595 043	3,1 %
28 Eure-et-Loir	423 559	432 967	2,2 %
29 Finistère	890 509	903 921	1,5 %
30 Gard	694 323	733 201	5,6 %
31 Haute-Garonne	1 217 344	1 298 562	6,7 %
32 Gers	185 266	190 276	2,7 %
33 Gironde	1 421 276	1 505 517	5,9 %
34 Hérault	1 019 798	1 092 331	7,1 %
35 Ille-et-Vilaine	967 588	1 019 923	5,4 %
36 Indre	232 004	228 091	-1,7 %
37 Indre-et-Loire	585 406	600 252	2,5 %
38 Isère	1 188 660	1 235 387	3,9 %
39 Jura	260 740	260 502	-0,1 %
40 Landes	373 142	397 226	6,5 %
41 Loir-et-Cher	326 599	332 001	1,7 %
42 Loire	742 076	756 715	2,0 %
43 Haute-Loire	221 834	226 203	2,0 %
44 Loire-Atlantique	1 255 871	1 327 643	5,7 %
45 Loiret	650 769	665 587	2,3 %
46 Lot	172 796	173 758	0,6 %
47 Lot-et-Garonne	326 399	333 180	2,1 %
48 Lozère	76 973	76 607	-0,5 %
49 Maine-et-Loire	774 823	801 168	3,4 %
50 Manche	496 937	499 919	0,6 %
51 Marne	566 010	569 999	0,7 %
52 Haute-Marne	186 470	181 521	-2,7 %
53 Mayenne	302 983	307 500	1,5 %

# La population des départements **2-5**

Départements	Population municipale		Taux d'évolution sur 5 ans	
	2011 (millésimée 2008)	2016 (millésimée 2013)		
54	Meurthe-et-Moselle	729 768	731 004	0,2 %
55	Meuse	194 218	192 094	-1,1 %
56	Morbihan	710 034	737 778	3,9 %
57	Moselle	1 042 230	1 046 873	0,4 %
58	Nièvre	220 653	215 221	-2,5 %
59	Nord	2 564 959	2 595 536	1,2 %
60	Oise	799 725	815 400	2,0 %
61	Orne	292 282	288 848	-1,2 %
62	Pas-de-Calais	1 459 531	1 465 205	0,4 %
63	Puy-de-Dôme	628 485	640 999	2,0 %
64	Pyrénées-Atlantiques	647 420	664 057	2,6 %
65	Hautes-Pyrénées	229 079	228 868	-0,1 %
66	Pyrénées-Orientales	441 387	462 705	4,8 %
67	Bas-Rhin	1 091 015	1 109 460	1,7 %
68	Haut-Rhin	746 072	758 723	1,7 %
69	Rhône	1 690 498	1 779 845	5,3 %
70	Haute-Saône	238 548	238 956	0,2 %
71	Saône-et-Loire	553 968	556 222	0,4 %
72	Sarthe	559 587	569 035	1,7 %
73	Savoie	408 842	423 715	3,6 %
74	Haute-Savoie	716 277	769 677	7,5 %
75	Paris	2 211 297	2 229 621	0,8 %
76	Seine-Maritime	1 248 580	1 254 609	0,5 %
77	Seine-et-Marne	1 303 702	1 365 200	4,7 %
78	Yvelines	1 406 053	1 418 484	0,9 %
79	Deux-Sèvres	365 059	371 632	1,8 %
80	Somme	568 086	571 675	0,6 %
81	Tarn	371 738	381 927	2,7 %
82	Tarn-et-Garonne	235 915	250 342	6,1 %
83	Var	1 001 408	1 028 583	2,7 %
84	Vaucluse	538 902	549 949	2,0 %
85	Vendée	616 906	655 506	6,3 %
86	Vienne	424 354	431 248	1,6 %
87	Haute-Vienne	373 940	375 856	0,5 %
88	Vosges	380 145	375 226	-1,3 %
89	Yonne	342 359	341 483	-0,3 %
90	Territoire de Belfort	141 958	144 318	1,7 %
91	Essonne	1 205 850	1 253 931	4,0 %
92	Hauts-de-Seine	1 549 619	1 591 403	2,7 %
93	Seine-Saint-Denis	1 506 466	1 552 482	3,1 %
94	Val-de-Marne	1 310 876	1 354 005	3,3 %
95	Val-d'Oise	1 165 397	1 194 681	2,5 %
971	Guadeloupe	401 784	402 119	0,1 %
972	Martinique	397 693	385 551	-3,1 %
973	Guyane	219 266	244 118	11,3 %
974	La Réunion	808 250	835 103	3,3 %
976	Mayotte*	186 452	212 645	14,0 %
<b>France</b>		<b>64 148 311</b>	<b>65 777 401</b>	<b>2,5 %</b>
dont Métropole		62 134 866	63 697 865	2,5 %
DOM		2 013 445	2 079 536	3,3 %

Source : Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

\* Le département de Mayotte a été recensé en 2007 et 2012.

# 2-6 Les communes par taille

## POPULATION MUNICIPALE EN VIGUEUR EN 2016

(millésimée 2013)

Strates démographiques	Métropole		DOM	
	Nombre de communes	Population	Nombre de communes	Population
Moins de 50 habitants	883	30 213	-	-
50 à 99 habitants	2 510	190 043	-	-
100 à 199 habitants	5 708	841 931	3	435
200 à 299 habitants	4 419	1 088 133	-	-
300 à 399 habitants	3 287	1 136 587	-	-
400 à 499 habitants	2 375	1 060 143	-	-
500 à 699 habitants	3 706	2 195 919	1	583
700 à 999 habitants	3 192	2 665 773	2	1 764
1 000 à 1 499 habitants	2 953	3 595 499	3	3 533
1 500 à 1 999 habitants	1 593	2 751 201	9	15 664
2 000 à 2 499 habitants	984	2 195 965	2	4 968
2 500 à 2 999 habitants	682	1 866 363	-	-
3 000 à 3 499 habitants	516	1 670 113	4	13 094
3 500 à 3 999 habitants	381	1 429 816	4	15 143
4 000 à 4 999 habitants	539	2 395 030	6	27 004
5 000 à 5 999 habitants	378	2 072 140	8	42 956
6 000 à 8 999 habitants	615	4 485 235	24	174 835
9 000 à 9 999 habitants	125	1 190 327	6	57 931
10 000 à 19 999 habitants	486	6 744 772	27	368 221
20 000 à 29 999 habitants	174	4 233 864	10	237 616
30 000 à 49 999 habitants	136	5 231 484	10	348 574
50 000 à 79 999 habitants	61	3 716 315	6	354 852
80 000 à 99 999 habitants	14	1 234 749	2	165 589
100 000 à 199 999 habitants	28	3 762 918	2	246 774
200 000 à 299 999 habitants	6	1 527 010	-	-
300 000 habitants et plus	5	4 386 322	-	-
<b>Total</b>	<b>35 756</b>	<b>63 697 865</b>	<b>129</b>	<b>2 079 536</b>

Source : Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

Le département de Mayotte a été recensé en 2012.

# Les communes de plus de 100 000 habitants 2-7

## LES 41 COMMUNES DE PLUS DE 100 000 HABITANTS

(en nombre d'habitants)

Rang	Communes (n° du département)	Population municipale		Taux d'évolution sur 5 ans
		2011 (millésimée 2008)	2016 (millésimée 2013)	
1	Paris (75)	2 211 297	2 229 621	0,8 %
2	Marseille (13)	851 420	855 393	0,5 %
3	Lyon (69)	474 946	500 715	5,4 %
4	Toulouse (31)	439 553	458 298	4,3 %
5	Nice (06)	344 875	342 295	-0,7 %
6	Nantes (44)	283 288	292 718	3,3 %
7	Strasbourg (67)	272 116	275 718	1,3 %
8	Montpellier (34)	252 998	272 084	7,5 %
9	Bordeaux (33)	235 891	243 626	3,3 %
10	Lille (59)	225 784	231 491	2,5 %
11	Rennes (35)	206 655	211 373	2,3 %
12	Reims (51)	181 468	182 592	0,6 %
13	Le Havre (76)	178 769	172 074	-3,7 %
14	Saint-Étienne (42)	172 696	172 023	-0,4 %
15	Toulon (83)	166 733	163 760	-1,8 %
16	Grenoble (38)	156 659	160 215	2,3 %
17	Dijon (21)	151 576	153 003	0,9 %
18	Nîmes (30)	140 267	150 564	7,3 %
19	Angers (49)	148 405	150 125	1,2 %
20	Villeurbanne (69)	141 106	147 192	4,3 %
21	Le Mans (72)	143 547	144 244	0,5 %
22	Saint-Denis (974)	144 238	142 442	-1,2 %
23	Aix-en-Provence (13)	142 743	141 545	-0,8 %
24	Clermont-Ferrand (63)	139 006	141 463	1,8 %
25	Brest (29)	142 097	139 386	-1,9 %
26	Limoges (87)	140 138	135 098	-3,6 %
27	Tours (37)	135 480	134 803	-0,5 %
28	Amiens (80)	134 381	132 699	-1,3 %
29	Perpignan (66)	116 676	120 959	3,7 %
30	Metz (57)	122 838	118 634	-3,4 %
31	Besançon (25)	117 599	116 952	-0,6 %
32	Boulogne-Billancourt (92)	112 233	116 794	4,1 %
33	Orléans (45)	113 257	114 375	1,0 %
34	Mulhouse (68)	111 860	112 063	0,2 %
35	Rouen (76)	109 425	110 755	1,2 %
36	Saint-Denis (93)	103 742	109 343	5,4 %
37	Caen (14)	109 899	107 229	-2,4 %
38	Argenteuil (95)	103 250	106 817	3,5 %
39	Saint-Paul (974)	103 008	104 332	1,3 %
40	Montreuil (93)	102 176	104 139	1,9 %
41	Nancy (54)	106 361	104 072	-2,2 %

Source : Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

# 2-8 Les groupements de communes à fiscalité propre par taille

## RÉPARTITION DES GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE PAR TAILLE DÉMOGRAPHIQUE AU 1<sup>er</sup> JANVIER 2016

en nombre de groupements comportant <sup>(1)</sup> :	Métropoles	CU			CC		EPCI à FP	
		FPU	FA	CA	FPU	FA	Total	dont FPU
moins de 1 000 habitants	-	-	-	-	1	9	10	1
de 1 000 à moins de 2 000	-	-	-	-	7	36	43	7
de 2 000 à moins de 5 000	-	-	-	-	78	147	225	78
de 5 000 à moins de 10 000	-	-	-	-	292	303	595	292
de 10 000 à moins de 20 000	-	-	-	-	398	189	587	398
de 20 000 à moins de 50 000	-	-	-	19	290	61	370	309
de 50 000 à moins de 100 000	-	2	-	95	22	7	126	119
de 100 000 à moins de 300 000	1	6	1	77	2	-	87	86
300 000 habitants et plus	12	2	-	5	-	-	19	19
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>196</b>	<b>1 090</b>	<b>752</b>	<b>2 062</b>	<b>1 309</b>
<b>Nombre total de communes regroupées<sup>(2)</sup> :</b>	<b>676</b>	<b>345</b>	<b>14</b>	<b>4 610</b>	<b>17 980</b>	<b>12 174</b>	<b>35 858</b>	<b>23 670</b>
<b>Pop. totale (en millions d'hab.)<sup>(1)(2)</sup></b>	<b>15,3</b>	<b>2,3</b>	<b>0,2</b>	<b>21,8</b>	<b>18,5</b>	<b>7,5</b>	<b>67,0</b>	<b>59,3</b>

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

FPU : fiscalité professionnelle unique.

FA : fiscalité additionnelle.

<sup>(1)</sup> Population totale en vigueur en 2016 (millésimée 2013).

<sup>(2)</sup> Bien qu'elle soit une collectivité territoriale, la métropole de Lyon est ici prise en compte dans le nombre de communes et dans le nombre d'habitants couverts par un EPCI à fiscalité propre car elle en exerce les compétences.

# Les principaux groupements de communes à fiscalité propre 2-9

## LES 13 MÉTROPOLES AU 1<sup>er</sup> JANVIER 2016

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale <sup>(1)</sup>
75	Métropole du Grand Paris	131	7 041 651
13	Métropole d'Aix-Marseille-Provence	92	1 876 019
59	Métropole européenne de Lille	85	1 145 501
33	Bordeaux Métropole	28	763 485
31	Toulouse Métropole	37	748 149
44	Nantes Métropole	24	625 118
06	Métropole Nice Côte d'Azur	49	542 891
76	Métropole Rouen Normandie	71	498 448
67	Eurométropole de Strasbourg	28	483 194
38	Grenoble-Alpes-Métropole	49	450 494
34	Montpellier Méditerranée Métropole	31	449 026
35	Rennes Métropole	43	438 526
29	Brest Métropole	8	213 171
<b>Total</b>		<b>676</b>	<b>15 275 673</b>

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

<sup>(1)</sup> Population totale en vigueur en 2016 (millésimée 2013).

## LES 11 COMMUNAUTÉS URBAINES AU 1<sup>er</sup> JANVIER 2016

N° du département	Dénomination	Régime fiscal	Nb total de communes	Population totale <sup>(1)</sup>
78	CU Grand Paris Seine et Oise	FPU	73	409 552
42	CU Saint-Étienne Métropole	FPU	45	397 384
49	CU Angers Loire Métropole	FPU	30	280 169
66	CU Perpignan Méditerranée	FPU	36	266 611
54	CU du Grand Nancy <sup>(2)</sup>	FPU	20	259 813
21	CU Grand Dijon	FPU	24	254 387
72	CU Le Mans Métropole	FA	14	204 873
59	CU de Dunkerque	FPU	17	203 241
62	CU d'Arras	FPU	39	105 639
71	CU le Creusot Montceau-Lès-Mines	FPU	27	96 460
61	CU d'Alençon	FPU	34	56 584
<b>Total</b>			<b>359</b>	<b>2 534 713</b>

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

<sup>(1)</sup> Population totale en vigueur en 2016 (millésimée 2013).

<sup>(2)</sup> Transformée en métropole au 1<sup>er</sup> juillet 2016.

# 2-9 Les principaux groupements de communes à fiscalité propre

## LES 82 COMMUNAUTÉS D'AGGLOMÉRATION DE PLUS DE 100 000 HABITANTS AU 1<sup>er</sup> JANVIER 2016

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale <sup>(1)</sup>
83	CA Toulon Provence Méditerranée	12	432 138
95	CA Roissy Pays de France	42	347 822
91	CA Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	24	341 958
78	CA Saint Germain Boucles de Seine	20	339 400
91	CA Communauté Paris-Saclay	27	308 347
37	CA Tours Plus	22	297 232
63	CA Clermont Communauté	21	291 433
45	CA Orléans Val de Loire	22	284 234
68	CA Mulhouse Alsace Agglomération	33	271 440
78	CA Versailles Grand Parc	19	269 287
95	CA Val Parisis	15	267 607
30	CA de Nîmes Métropole	27	249 966
62	CA de Lens - Liévin	36	244 468
14	CA Caen la Mer	35	241 959
76	CA Havraise	17	239 759
78	CA Saint Quentin en Yvelines	12	231 062
62	CA de Béthune Bruay Noeux et Environs	65	228 802
77	CA Paris - Vallée de la Marne	12	227 713
57	CA Metz Métropole	44	226 280
51	CA Reims Métropole	16	223 787
26	CA Valence-Romans Sud Rhône-Alpes	51	218 098
974	CA Territoire de la Côte Ouest	5	214 815
87	CA Limoges Métropole	19	210 534
56	CA Lorient Agglomération	25	206 982
95	CA de Cergy-Pontoise	13	203 528
974	CA Intercommunale du Nord de la Réunion	3	199 286
91	CA Cœur d'Essonne Agglomération	21	195 709
59	CA Valenciennes Métropole	35	192 893
84	CA du Grand Avignon	15	188 040
25	CA du Grand Besançon	57	184 207
95	CA Plaine Vallée	18	182 107
06	CA de Sophia Antipolis	24	180 060
80	CA Amiens Métropole	33	179 103
974	CA Civis (Communauté Intercommunale des Villes Solidaires)	6	177 999
91	CA Val d'Yerres Val de Seine	9	176 996
17	CA de La Rochelle	28	169 573
972	CA du Centre de la Martinique	4	163 617
06	CA des Pays de Léris	5	161 314
59	CA de la Porte du Hainaut	46	159 706
59	CA du Douaisis	35	153 317
64	CA Pau-Pyrénées	14	149 323
74	CA d'Annecy	12	148 208
86	CA Grand Poitiers	13	142 994
56	CA Vannes Agglo	23	141 053
10	CA Grand Troyes	19	134 120
08	CA Charleville-Mézières/Sedan	64	131 947
73	CA Chambéry Métropole	24	130 121
64	CA Agglomération Côte Basque Adour	5	129 908
11	CA le Grand Narbonne	39	128 188
59	CA Maubeuge Val de Sambre	42	127 785
77	CA Melun Val de Seine	16	127 731
974	CA du Sud	4	126 837
28	CA Chartres Métropole	46	125 811
974	CA Intercommunale de la Réunion Est	6	125 804
62	CA d'Hénin-Carvin	14	125 414
44	CA de la Région Nazairienne et de l'Estuaire	10	125 067

# Les principaux groupements de communes à fiscalité propre 2-9

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale <sup>(1)</sup>
973	CA du Centre Littoral	6	124 434
79	CA du Niortais	45	122 323
49	CA Mauges Communauté	6	122 056
972	CA de l'Espace Sud de la Martinique	12	121 807
22	CA Saint-Brieuc Agglomération Baie d'Armor	13	120 182
62	CA du Boulonnais	22	119 237
25	CA du Pays de Montbéliard	29	118 635
34	CA de Béziers-Méditerranée	13	116 153
28	CA du Pays de Dreux	78	114 371
68	CA de Colmar	20	113 883
16	CA du Grand Angoulême	16	111 809
83	CA Var Esterel Méditerranée	5	111 088
71	CA le Grand Chalons	37	110 221
19	CA du Bassin de Brive	48	109 707
41	CA de Blois « agglomération »	47	108 446
11	CA Carcassonne Agglo	73	108 147
83	CA Dracénoise	19	107 815
972	CA du Pays Nord Martinique	18	106 413
971	CA Cap Excellence	3	105 184
38	CA Porte de l'Isère	22	104 905
06	CA du Pays de Grasse	23	103 907
42	CA Roannais Agglomération	40	103 896
30	CA Alès Agglomération	50	102 284
38	CA du Pays Voironnais	34	100 960
18	CA Bourges Plus	16	100 886
53	CA de Laval	20	100 227
<b>Total</b>		<b>2 039</b>	<b>14 291 865</b>

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

<sup>(1)</sup> Population totale en vigueur en 2016 (millésimée 2013).

# 2-9 Les principaux groupements de communes à fiscalité propre

## LES 31 COMMUNAUTÉS DE COMMUNES DE PLUS DE 50 000 HABITANTS AU 1<sup>er</sup> JANVIER 2016

N° du département	Dénomination	Régime fiscal	Nb total de communes	Population totale <sup>(1)</sup>
59	CC de Flandre Intérieure	FPU	50	103 153
38	CC du Pays du Grésivaudan	FPU	46	103 043
59	CC Pévèle-Carembault	FPU	38	94 516
01	CC du Pays de Gex	FA	27	87 883
56	CC Auray Quiberon Terre Atlantique	FPU	24	86 741
973	CC de l'Ouest Guyanais	FPU	8	84 063
59	CC Cœur d'Ostrevent	FPU	21	73 872
17	CC de la Haute Saintonge	FA	129	69 913
84	CC des Pays de Rhône et Ouvèze	FPU	7	69 220
01	CC de la Plaine de l'Ain	FPU	33	67 433
35	CC du Pays de Redon	FPU	30	67 218
59	CC du Caudrésis et du Catésis	FPU	46	66 537
44	CC du Pays d'Ancenis	FPU	25	65 427
33	CC du Bassin d'Arcachon Nord Atlantique	FA	8	63 050
40	CC Marenne Adour Côte Sud	FPU	23	62 668
54	CC de l'Agglomération de Longwy	FA	21	60 697
91	CC du Val d'Essonne	FPU	21	59 567
44	CC d'Erdre et Gesvres	FPU	12	59 079
01	CC Haut - Bugey	FPU	36	59 078
83	CC du Golfe de Saint-Tropez	FA	12	57 193
60	CC du Pays de Valois	FA	62	55 560
64	CC de Lacq-Orthez	FPU	61	55 029
66	CC des Albères et de la Côte Vermeille	FPU	15	54 975
38	CC Bièvre Isère	FPU	55	54 942
17	CC des Vals de Saintonge	FPU	111	54 734
59	CC des Hauts de Flandre	FPU	40	54 452
57	CC du Pays Orne Moselle	FA	13	54 234
38	CC du Pays Roussillonnais	FPU	22	52 539
81	CC Tarn et Dadou	FPU	29	52 433
57	CC Rives de Moselle	FPU	20	51 970
976	CC du Nord de Mayotte	FPU	4	50 013
<b>Total</b>			<b>1 049</b>	<b>2 051 232</b>

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

<sup>(1)</sup> Population totale en vigueur en 2016 (millésimée 2013).

# LES FINANCES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

<b>Présentation - Définitions</b>	32
<b>3-1</b> Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation	34
<b>3-2</b> Les comptes des administrations publiques locales	35
<b>3-3</b> La formation brute de capital fixe des administrations publiques	36
<b>3-4</b> Les prélèvements obligatoires	37
<b>3-5</b> Les capacités ou besoins de financement des administrations publiques	38

# Les finances des administrations publiques locales

## PRÉSENTATION

Le volume total des dépenses des administrations publiques locales (APUL) s'élève en 2014 à 251,5 Md€, soit une baisse de 0,7 Md€ par rapport à 2013. Elles se répartissent entre 132,5 Md€ de dépenses de fonctionnement, 68,8 Md€ de transferts versés, et 48,0 Md€ en investissement (principalement de la formation brute de capital fixe), auxquels il faut ajouter 2,1 Md€ d'intérêts versés.

Le poids des dépenses des APUL dans les dépenses des administrations publiques diminue de 0,4 point pour s'établir à 20,5 %.

Si les dépenses de fonctionnement et les prestations et autres transferts des APUL continuent d'augmenter, comme c'était le cas les années précédentes (respectivement +3,0 % et +1,8 % par rapport à 2013), leurs dépenses d'investissement se réduisent. Après une augmentation de la formation brute de capital fixe (FBCF) sur les trois dernières années, celle-ci diminue de 9,6 % en 2014 pour atteindre 45,5 Md€. S'il est classique que les investissements croissent peu voire diminuent les années d'élections municipales, la baisse en 2014 est notable. La FBCF des APUL représente 57,9 % de l'investissement public. Si l'on raisonne hors dépenses de recherche et développement réalisées en interne, la part de la FBCF des APUL dans celle des administrations publiques s'établit à 69,7 %.

Les prélèvements obligatoires perçus par les APUL continuent à augmenter (+2,5 % par rapport à 2013) pour s'établir à 127,6 Md€. Ils représentent 6,0 % du PIB et 13,3 % de l'ensemble des prélèvements obligatoires.

Dans les termes de la comptabilité nationale, le besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques diminue pour la cinquième année consécutive : il atteint 3,9 % du PIB en 2014. Pour les APUL, il diminue également en 2014 après deux années de hausse. En effet, les APUL affichent un besoin de financement de 4,5 Md€ en 2014 contre 8,5 Md€ en 2013, 3,5 Md€ en 2012 et 0,7 Md€ en 2011. Ce besoin de financement représente 0,2 % du PIB en 2014.

## ■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

*Les données figurant dans ce chapitre sont établies selon les concepts de la comptabilité nationale par l'INSEE.*

*Les données détaillées sont disponibles sur le site de l'INSEE : [www.insee.fr](http://www.insee.fr) thème « comptes nationaux - finances publiques », rubrique « finances publiques », ainsi que dans le thème « économie ».*

## DÉFINITIONS

► **Les administrations publiques (APU)** représentent l'ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Le secteur des administrations publiques comprend les administrations publiques centrales (État, Organismes divers d'administration centrale), les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

► **Les administrations publiques locales (APUL)** comprennent les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale.

► **Les collectivités locales** au sens de la comptabilité nationale correspondent aux collectivités territoriales (communes, départements, régions), aux groupements à fiscalité propre (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération, syndicats d'agglomération nouvelle et communautés de communes) et à certaines activités des syndicats de communes.

En comptabilité nationale, les comptes des collectivités locales présentent des résultats différents de ceux diffusés à partir des comptes de gestion ou des comptes administratifs.

► **Les organismes divers d'administration locale (ODAL)** correspondent principalement aux établissements publics locaux (centres communaux ou intercommunaux d'action sociale [CCAS, CIAS], caisses des écoles, services départementaux d'incendie et de secours [SDIS], ...) aux établissements publics locaux d'enseignement (collèges, lycées d'enseignement général et professionnel), aux associations récréatives et culturelles financées majoritairement par les collectivités territoriales et aux chambres consulaires (commerce et industrie, agriculture et métiers).

► **Les Organismes divers d'administration centrale (ODAC)** sont des organismes auxquels l'État a confié une compétence fonctionnelle, spécialisée, au niveau national ; Pôle emploi, Météo-France ou encore l'Inserm sont des ODAC. Ils possèdent des statuts juridiques variés - souvent des établissements publics à caractère administratif (EPA), en général dotés de la personnalité juridique. Il existe plus de 700 organismes de ce type.

► **Valeur ajoutée** : solde du compte de production. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire. La valeur ajoutée des services non marchands est égale à la différence entre le coût total de production de ces services et la valeur des consommations intermédiaires.

► **Formation brute de capital fixe (FBCF)**

La FBCF ou formation brute de capital fixe est l'agrégat qui mesure en comptabilité nationale l'investissement (acquisitions moins cessions) en capital fixe des différents agents économiques résidents.

► **Les prélèvements obligatoires** sont les impôts et cotisations sociales effectives reçues par les administrations publiques et les institutions européennes. Les prélèvements obligatoires sont nets des montants dus non recouvrables.

► **Les prélèvements obligatoires revenant aux APUL** comportent :

- les impôts directement perçus par les APUL à savoir l'ensemble des impôts traditionnels directs et indirects, à l'exception de certains impôts considérés comme un service à l'instar de la taxe pour l'enlèvement des ordures ménagères ;
- les transferts de recettes fiscales en provenance de l'État correspondant aux compensations de dégrèvements et exonérations au titre des taxes directes locales. Les compensations intégrées aux dotations de l'État (compensation de la part salaire de la taxe professionnelle) ne font pas partie des prélèvements obligatoires.

► **Capacité ou besoin de financement**

La capacité de financement est le solde du compte de capital. Ce solde est égal à l'épargne brute augmentée des transferts nets en capital et diminuée des dépenses faites à des fins d'accumulation : FBCF, variations de stocks, acquisitions nettes d'objets de valeur et d'actifs non financiers non produits (terrains, actifs incorporels...). On parle de capacité de financement si le solde est positif, et de besoin de financement s'il est négatif.

► **Produit intérieur brut aux prix du marché/PIB**

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières :

- le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;
- le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;
- le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

# 3-1 Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation

## LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES DANS LES COMPTES DE LA NATION

(en milliards d'euros)

		2010	2011	2012	2013	2014
Valeur ajoutée	Valeur ajoutée brute des APUL	104,9	108,5	111,9	115,3	118,4
	Produit intérieur brut de la Nation	1 998,5	2 059,3	2 086,9	2 116,6	2 132,4
Formation brute de capital fixe	FBCF des APUL	44,2	45,3	47,9	50,4	45,5
	FBCF de la Nation	441,1	461,6	469,1	467,9	462,5

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

## LES COMPTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2014

(en milliards d'euros)

	État	Organismes divers d'administration centrale	Administrations publiques locales	Administrations de sécurité sociale	Ensemble des administrations publiques*
Dépenses totales	463,3	84,8	251,5	575,3	1 226,7
Rémunérations des salariés	119,3	17,4	77,8	63,7	278,2
Prestations sociales en espèce et en nature	88,5	6,2	24,6	438,5	557,8
Formation brute de capital fixe	8,4	16,3	45,5	8,4	78,6
Production des branches marchandes et ventes résiduelles	5,0	5,3	34,5	14,2	59,0
Valeur ajoutée brute	132,5	33,5	118,4	75,8	360,2

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

\* Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés, ainsi la somme des dépenses des sous secteurs est supérieure à celle des APU dans leur ensemble.

## LES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES PARMIS LES DÉPENSES PUBLIQUES

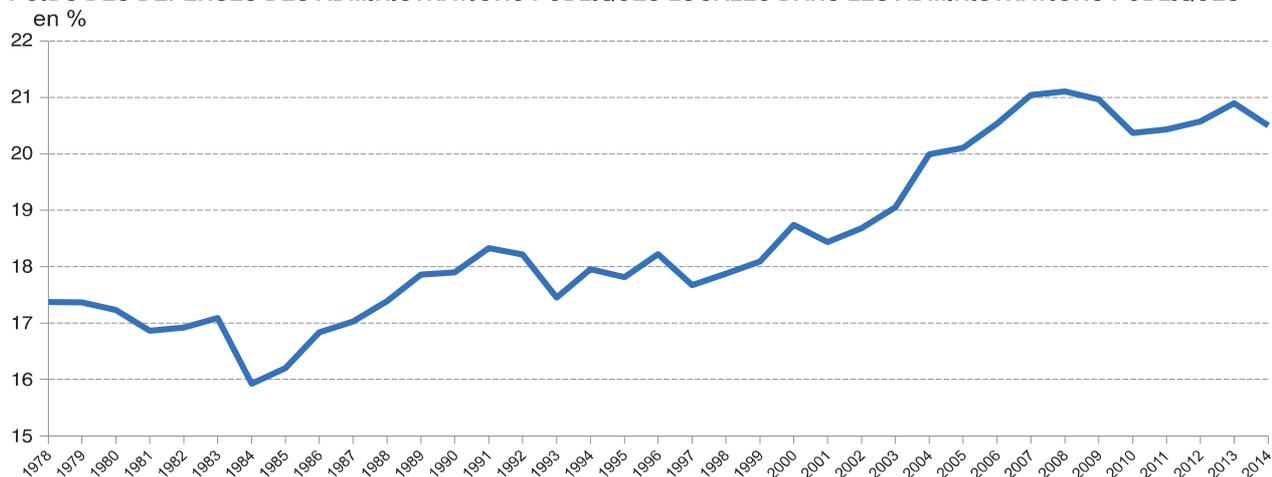
(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014
État	482,5	445,3	451,1	455,8	463,3
Organismes divers d'administration centrale	75,7	75,9	78,9	82,0	84,8
Administrations publiques locales	229,8	235,3	244,0	252,2	251,5
dont collectivités locales	210,1	215,5	223,1	231,0	229,6
Administrations de sécurité sociale	515,6	532,4	550,2	562,3	575,3
<b>Ensemble des administrations publiques*</b>	<b>1 128,0</b>	<b>1 151,5</b>	<b>1 186,0</b>	<b>1 207,1</b>	<b>1 226,7</b>

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

\* Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés, ainsi la somme des dépenses des sous secteurs est supérieure à celle des APU dans leur ensemble.

## POIDS DES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES



Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

# Les comptes des administrations publiques locales 3-2

## LES COMPTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014
<b>DÉPENSES*</b>					
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	<b>117,4</b>	<b>120,2</b>	<b>124,3</b>	<b>128,7</b>	<b>132,5</b>
Consommations intermédiaires (P2)	46,2	47,5	49,3	51,2	51,9
Rémunération des salariés (D1)	68,9	70,3	72,6	74,9	77,8
Autres <sup>(1)</sup>	2,3	2,4	2,5	2,6	2,9
<b>Intérêts versés (D41)</b>	<b>2,7</b>	<b>3,4</b>	<b>3,4</b>	<b>2,7</b>	<b>2,1</b>
<b>Prestations et autres transferts</b>	<b>62,9</b>	<b>63,4</b>	<b>65,5</b>	<b>67,6</b>	<b>68,8</b>
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D62)	12,7	13,3	13,6	14,7	15,3
Transferts sociaux en nature de biens et services marchands (D632)	8,5	8,7	9,0	8,9	9,3
Subventions versées (D3)	13,5	13,7	13,9	14,1	14,0
Transferts courants (D7)	22,0	21,3	22,1	22,8	23,0
Transferts en capital à payer (D9p hors D995p)	6,2	6,4	6,9	7,1	7,1
<b>Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers</b>	<b>46,8</b>	<b>48,4</b>	<b>50,8</b>	<b>53,2</b>	<b>48,0</b>
Formation brute de capital fixe (P51g)	44,2	45,3	47,9	50,4	45,5
Autres acquisitions moins cessions d'actifs non financiers (P52, P53, NP)	2,6	3,1	3,0	2,9	2,5
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>229,8</b>	<b>235,3</b>	<b>244,0</b>	<b>252,2</b>	<b>251,5</b>
<b>TOTAL DES DÉPENSES HORS ÉLÉMENTS IMPUTÉS **</b>	<b>228,6</b>	<b>234,1</b>	<b>242,7</b>	<b>251,0</b>	<b>250,2</b>
<b>RECETTES*</b>					
<b>Recettes de production</b>	<b>37,9</b>	<b>39,1</b>	<b>40,2</b>	<b>41,1</b>	<b>42,0</b>
Production des branches marchandes et ventes résiduelles (P11)	30,9	32,2	33,1	33,9	34,5
Autres <sup>(2)</sup>	7,0	6,9	7,1	7,2	7,5
<b>Revenus de la propriété (D4)</b>	<b>2,6</b>	<b>2,7</b>	<b>2,7</b>	<b>2,7</b>	<b>2,7</b>
<b>Impôts et cotisations sociales</b>	<b>90,0</b>	<b>119,9</b>	<b>124,3</b>	<b>125,3</b>	<b>128,4</b>
Impôts sur la production et les importations (D2)	67,9	93,6	97,8	98,5	101,8
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (D5)	15,6	16,2	17,1	17,8	18,0
Transferts de recettes fiscales (D733)	5,8	9,3	8,6	8,2	7,7
Cotisations sociales nettes (D61)	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8
<b>Autres transferts</b>	<b>97,6</b>	<b>73,0</b>	<b>73,3</b>	<b>74,7</b>	<b>73,9</b>
Transferts courants (D7 hors D733)	87,1	63,3	63,4	64,3	63,5
Transferts en capital (D9r hors D91r, D995r)	10,5	9,7	9,9	10,3	10,4
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>228,1</b>	<b>234,7</b>	<b>240,5</b>	<b>243,7</b>	<b>247,0</b>
<b>TOTAL DES RECETTES HORS ÉLÉMENTS IMPUTÉS **</b>	<b>226,9</b>	<b>233,4</b>	<b>239,2</b>	<b>242,4</b>	<b>245,7</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement (B9NF)</b>	<b>-1,7</b>	<b>-0,7</b>	<b>-3,5</b>	<b>-8,5</b>	<b>-4,5</b>

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

Les intitulés sont suivis de la codification correspondante dans la nomenclature SEC2010.

\* Les intérêts (D41), les transferts courants entre administrations (D73 hors D733) et les transferts en capital (D9 hors D91 et D995) sont consolidés des transferts internes aux sous-secteurs.

\*\* L'enregistrement en comptabilité nationale des cotisations sociales imputées et de la production pour emploi final propre entraîne un double compte de certaines recettes et dépenses.

<sup>(1)</sup> autres impôts sur la production (D29), revenus de la propriété autres que les intérêts (D4 hors D41) et impôts courants sur le revenu et le patrimoine (D5).

<sup>(2)</sup> production pour emploi final propre (P12), paiements partiels des ménages (partie de P13) et autres subventions sur la production (D39).

# 3-3 La formation brute de capital fixe des administrations publiques

## FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014
Administrations publiques centrales	31,1	27,0	27,1	26,3	24,7
État	14,2	9,5	10,7	9,7	8,4
Organismes divers d'administration centrale	17,0	17,5	16,4	16,6	16,3
Administrations publiques locales	44,2	45,3	47,9	50,4	45,5
dont Collectivités locales	41,8	42,9	45,6	48,1	43,3
Administrations de sécurité sociale	7,6	9,3	9,5	8,2	8,4
<b>Total des administrations publiques</b>	<b>82,9</b>	<b>81,6</b>	<b>84,5</b>	<b>84,9</b>	<b>78,6</b>

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2010.

## ÉVOLUTION DE LA FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

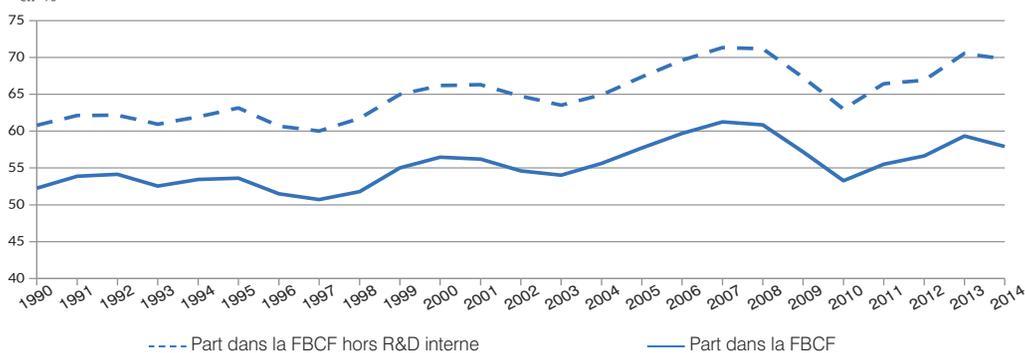
(en %)

	2010	2011	2012	2013	2014
Administrations publiques centrales	11,1	-13,1	0,3	-3,1	-5,9
État	16,3	-32,8	12,8	-9,5	-13,7
Organismes divers d'administration centrale	7,0	3,3	-6,5	1,1	-1,4
Administrations publiques locales	-6,3	2,5	5,7	5,2	-9,6
dont Collectivités locales	-6,4	2,6	6,1	5,5	-9,8
Administrations de sécurité sociale	4,8	21,5	3,1	-13,6	1,8
<b>Total des administrations publiques</b>	<b>0,6</b>	<b>-1,6</b>	<b>3,6</b>	<b>0,4</b>	<b>-7,3</b>

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2010.

## POIDS DES INVESTISSEMENTS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES DANS L'INVESTISSEMENT PUBLIC

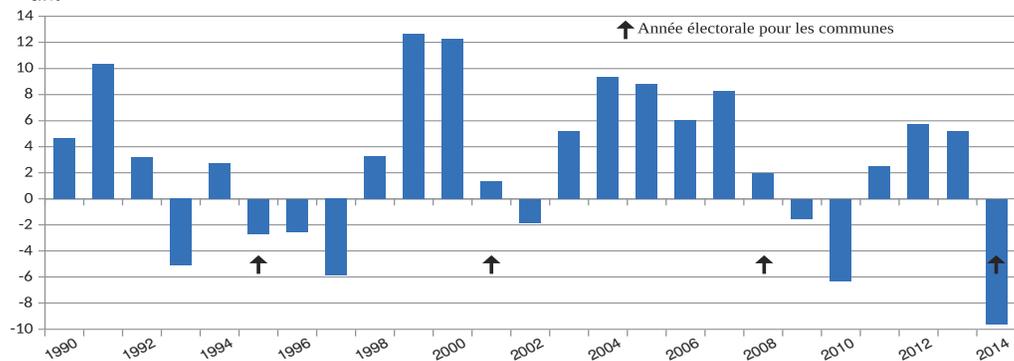
en %



Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

## TAXE DE CROISSANCE ANNUEL DE LA FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

en %



Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

# Les prélèvements obligatoires 3-4

## PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES

(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Ensemble des prélèvements obligatoires</b>	<b>825,1</b>	<b>876,7</b>	<b>914,7</b>	<b>946,7</b>	<b>957,7</b>
<b>Impôts</b>	<b>504,5</b>	<b>543,6</b>	<b>572,6</b>	<b>593,7</b>	<b>595,3</b>
dont perçus par :					
l'État	264,9	259,1	275,5	290,1	283,8
les organismes divers d'administration centrale	11,1	12,3	12,9	14,5	15,2
<b>les administrations publiques locales</b>	<b>89,3</b>	<b>119,2</b>	<b>123,6</b>	<b>124,5</b>	<b>127,6</b>
les administrations de sécurité sociale	137,2	151,0	158,4	162,6	166,7
les institutions de l'Union européenne	2,0	2,1	2,1	2,1	2,1
<b>Cotisations sociales</b>	<b>320,6</b>	<b>333,0</b>	<b>342,1</b>	<b>353,0</b>	<b>362,4</b>
dont perçues par :					
l'État	7,7	7,3	7,5	7,7	7,8
les administrations de sécurité sociale	312,9	325,7	334,7	345,3	354,6

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

Les impôts sont comptabilisés après transferts de recettes fiscales et sont nets des crédits d'impôts et des impôts dus non recouvrables. Les cotisations sociales sont nettes des cotisations dues non recouvrables.

## TAUX DE PRÉLÈVEMENT OBLIGATOIRE

(en % du PIB)

	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Ensemble des prélèvements obligatoires</b>	<b>41,3</b>	<b>42,6</b>	<b>43,8</b>	<b>44,7</b>	<b>44,9</b>
<b>Impôts</b>	<b>25,4</b>	<b>26,4</b>	<b>27,4</b>	<b>28,1</b>	<b>27,9</b>
dont perçus par :					
l'État	13,3	12,6	13,2	13,7	13,3
les organismes divers d'administration centrale	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
<b>les administrations publiques locales</b>	<b>4,5</b>	<b>5,8</b>	<b>5,9</b>	<b>5,9</b>	<b>6,0</b>
les administrations de sécurité sociale	6,9	7,3	7,6	7,7	7,8
les institutions de l'Union européenne	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Cotisations sociales</b>	<b>16,1</b>	<b>16,2</b>	<b>16,4</b>	<b>16,7</b>	<b>17,0</b>
dont perçues par :					
l'État	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
les administrations de sécurité sociale	15,7	15,8	16,0	16,3	16,6

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

Les impôts sont comptabilisés après transferts de recettes fiscales et sont nets des crédits d'impôts et des impôts dus non recouvrables. Les cotisations sociales sont nettes des cotisations dues non recouvrables.

## CAPACITÉS (+) OU BESOINS (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Ensemble des administrations publiques</b>	<b>-135,8</b>	<b>-105,0</b>	<b>-100,4</b>	<b>-86,4</b>	<b>-84,1</b>
Administrations publiques centrales	-110,9	-91,4	-84,2	-68,7	-71,8
État	-121,7	-91,2	-81,6	-69,8	-74,7
ODAC	10,9	-0,2	-2,6	1,0	2,9
Administrations publiques locales	-1,7	-0,7	-3,5	-8,5	-4,5
dont collectivités locales	-1,0	-0,7	-3,3	-8,5	-4,2
Administrations de sécurité sociale	-23,2	-12,9	-12,7	-9,1	-7,8

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

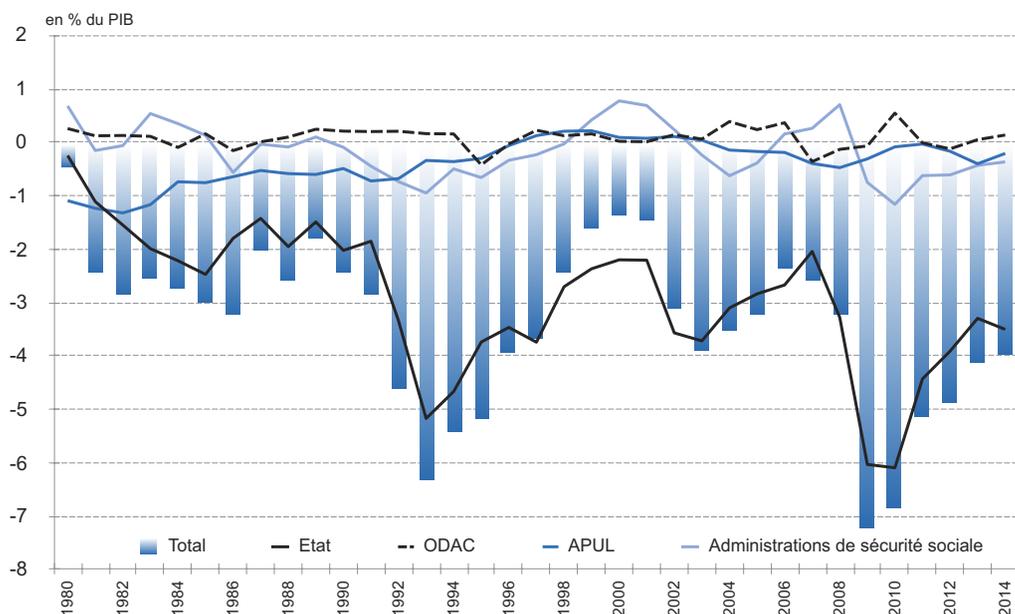
## CAPACITÉS (+) OU BESOINS (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(en % du PIB)

	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Ensemble des administrations publiques</b>	<b>-6,8</b>	<b>-5,1</b>	<b>-4,8</b>	<b>-4,1</b>	<b>-3,9</b>
Administrations publiques centrales	-5,5	-4,4	-4,0	-3,2	-3,4
État	-6,1	-4,4	-3,9	-3,3	-3,5
ODAC	+0,5	-0,0	-0,1	+0,0	+0,1
Administrations publiques locales	-0,1	-0,0	-0,2	-0,4	-0,2
dont collectivités locales	-0,1	-0,0	-0,2	-0,4	-0,2
Administrations de sécurité sociale	-1,2	-0,6	-0,6	-0,4	-0,4

Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

## CAPACITÉS (+) OU BESOINS (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES



Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2010.

# LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES

<b>Présentation - Définitions</b>	40
<b>4-1</b> Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre	42
<b>4-2</b> Les comptes des communes	43
<b>4-3</b> Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre	44
<b>4-4</b> Les comptes du secteur communal	45
<b>4-5</b> Les comptes des départements	46
<b>4-6</b> Les comptes des régions	47
<b>4-7</b> Les ratios financiers obligatoires du secteur communal	48
<b>4-8</b> Les ratios financiers obligatoires des départements et des régions	50

# Les finances des collectivités locales

## PRÉSENTATION

En 2014, le budget des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre atteint 233,4 milliards d'euros. Le secteur communal totalise près de 56 % de ces dépenses avec 130,6 milliards d'euros. Les budgets des départements et des régions s'élèvent respectivement à 73,5 et 29,3 milliards d'euros.

La croissance des dépenses de fonctionnement s'avérant, comme en 2013, plus rapide que celle des ressources, l'épargne brute de ces collectivités locales se dégrade par rapport à l'exercice précédent. Elle s'élève à 27,0 Md€ en 2014, en baisse de 8,4 % après le repli de 4,9 % en 2013 et celui de 4,8 % observé en 2012. Cette baisse de l'épargne brute concerne tous les niveaux de collectivités.

Les dépenses d'investissement (hors remboursement de dette) diminuent de 7,8 % à 54,1 Md€, revenant presque au niveau de 2011. En effet, elles avaient augmenté depuis 2010 pour atteindre 58,7 Md€ en 2013, largement portées par les dépenses d'équipement du secteur communal, conformément au cycle électoral. Les recettes d'investissement hors emprunts s'élèvent à 21,0 Md€ en 2014, en baisse de 1,5 % sur un an.

Les ressources propres des collectivités locales (épargne brute et recettes d'investissement hors emprunts) permettent de financer 88,6 % de leurs opérations d'investissement hors remboursements. Ce taux de couverture est en hausse de 2,2 points par rapport à 2013 mais cette progression provient d'une situation contrastée : +7,9 pour les communes et -8,6 points pour les régions. L'augmentation de la dette (+ 4,1 Md€) et les prélèvements nets sur leur trésorerie (à hauteur de 2,8 Md€) permettent aux collectivités de compléter le financement de leurs dépenses d'investissement. Fin 2014, le taux d'endettement, qui correspond au ratio « dette / recettes de fonctionnement », atteint 73,2 %. S'il progresse pour tous les niveaux de collectivités, son niveau est particulièrement élevé pour les régions : il atteint 97,1 % après avoir fait un saut de 8,4 points en une seule année.

Fin 2014, le stock de dette des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre, dont le rythme de croissance progresse un peu moins vite qu'en 2013, atteint 141,6 milliards d'euros.

La déclinaison, pour 2014, des principaux ratios financiers obligatoires prévus par le CGCT fournit des éléments de comparaison pour chaque collectivité locale (voir définitions des ratios financiers p. 41).

## ■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

*Rapport de l'Observatoire des finances locales, Les finances des collectivités locales en 2015, juillet 2015.*

*« Synthèse du rapport 2015 de l'Observatoire des finances locales », Bis n° 106, juillet 2015.*

*Publications relatives à l'exploitation des comptes administratifs.*

*Publications relatives à l'exploitation des budgets primitifs.*

*Mise en ligne des comptes individuels des collectivités par la direction générale des finances publiques (DGFIP).*

*Tous ces documents sont disponibles sur le site [www.collectivites-locales.gouv.fr](http://www.collectivites-locales.gouv.fr).*

## DÉFINITIONS

► **Épargne brute** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement.

► **Épargne de gestion courante** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement, hors intérêts de la dette. C'est aussi l'épargne brute à laquelle on ajoute les charges d'intérêt.

► **Épargne nette** : épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette, hors réaménagement de dette refinancé par emprunt, ou épargne brute diminuée des remboursements de la dette.

L'épargne nette mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut, après financement des remboursements de dette.

► **Fonds de roulement** : excédent global de clôture, ainsi on peut comprendre la variation du fonds de roulement comme la variation de la trésorerie.

► **Les ratios financiers obligatoires** : pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

*À noter* : Pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

► **Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)/population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.

► **Ratio 2 = Produit des impositions directes/population** : (recettes hors fiscalité reversée).

► **Ratio 2 bis = Produit des impositions directes/population** : Ce ratio tient compte des prélèvements pour reversements de fiscalité et de la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.

► **Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement (RRF)/population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

► **Ratio 4 = Dépenses d'équipement/population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours) 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte 455 (opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement).

► **Ratio 5 = Dette/population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette/épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

► **Ratio 6 = DGF/population** : recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.

► **Ratio 7 = Dépenses de personnel/DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité, c'est un coefficient de rigidité car c'est la part de la dépense incompressible quelle que soit la population de la collectivité.

► **Ratio 9 = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + Remboursement de dette)/ RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.

► **Ratio 10 = Dépenses d'équipement/RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Les dépenses liées à des travaux en régie sont ajoutées aux dépenses d'équipement brut.

► **Ratio 11 = Dette/RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.

## LES COMPTES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS À FISCALITÉ PROPRE

(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014*
<b>Dépenses totales</b>	<b>212,82</b>	<b>219,38</b>	<b>226,37</b>	<b>234,30</b>	<b>233,37</b>
<b>Recettes totales</b>	<b>215,10</b>	<b>221,81</b>	<b>227,41</b>	<b>230,36</b>	<b>230,65</b>
<b>Dépenses totales hors remboursements de dette</b>	<b>200,81</b>	<b>206,95</b>	<b>213,31</b>	<b>221,50</b>	<b>220,65</b>
<b>Recettes totales hors emprunts</b>	<b>199,04</b>	<b>205,93</b>	<b>209,48</b>	<b>213,53</b>	<b>214,47</b>
Dépenses réelles de fonctionnement	148,78	152,95	158,03	162,79	166,52
<b>Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)</b>	<b>144,87</b>	<b>148,69</b>	<b>153,53</b>	<b>158,24</b>	<b>161,86</b>
● dont achats et charges externes	28,54	29,16	30,01	30,95	30,71
● dont personnel	51,74	53,00	54,90	56,63	58,95
● dont transferts versés	59,96	61,71	63,69	65,40	67,03
<b>Recettes de fonctionnement (2)</b>	<b>178,88</b>	<b>185,50</b>	<b>189,02</b>	<b>192,24</b>	<b>193,49</b>
● dont impôts et taxes	108,63	110,74	113,47	116,15	119,17
– impôts locaux**	73,24	69,54	72,00	75,75	76,22
– autres impôts indirects et taxes	35,39	41,20	41,46	40,40	42,95
● dont concours de l'État	49,43	52,57	52,39	52,02	49,15
– dont DGF	40,86	40,97	41,17	41,35	39,92
– dont péréquation et compensations fiscales***	4,74	7,77	7,52	6,95	6,72
<b>Épargne de gestion (3) = (2) - (1)</b>	<b>34,00</b>	<b>36,82</b>	<b>35,48</b>	<b>34,00</b>	<b>31,63</b>
● intérêts de dette (4)	3,91	4,27	4,49	4,55	4,66
<b>Épargne brute (5) = (3) - (4)</b>	<b>30,10</b>	<b>32,55</b>	<b>30,99</b>	<b>29,46</b>	<b>26,97</b>
Épargne nette = (5) - remboursements	18,09	20,12	17,92	16,65	14,26
Dépenses réelles d'investissement	64,04	66,43	68,35	71,52	66,85
<b>Dépenses d'investissement hors remboursements (6)</b>	<b>52,03</b>	<b>54,00</b>	<b>55,28</b>	<b>58,71</b>	<b>54,13</b>
● dont subventions d'équipement	12,60	12,79	13,17	13,72	13,51
● dont équipement	36,76	38,26	39,13	42,07	37,90
Recettes réelles d'investissement	36,22	36,31	38,39	38,12	37,16
<b>Recettes d'investissement hors emprunts (7)</b>	<b>20,16</b>	<b>20,43</b>	<b>20,46</b>	<b>21,28</b>	<b>20,97</b>
● dont dotations et subventions	15,18	14,89	15,28	15,76	16,16
<b>Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6)</b>	<b>-1,77</b>	<b>-1,02</b>	<b>-3,83</b>	<b>-7,97</b>	<b>-6,19</b>
<b>Variation fonds de roulement</b>	<b>+2,28</b>	<b>+2,43</b>	<b>+1,03</b>	<b>-3,94</b>	<b>-2,72</b>
<b>Évolution de la dette :</b>					
● remboursements de dette	12,01	12,43	13,07	12,80	12,71
● emprunts	16,06	15,88	17,93	16,83	16,18
● emprunts - remboursements de dette	4,05	3,45	4,86	4,03	3,47
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>124,35</i>	<i>127,58</i>	<i>132,81</i>	<i>137,49</i>	<i>141,55</i>
<b>Ratios :</b>					
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	19,0%	19,8%	18,8%	17,7%	16,3%
Épargne brute/recettes de fonctionnement	16,8%	17,5%	16,4%	15,3%	13,9%
Dette au 31/12/recettes de fonctionnement	69,5%	68,8%	70,3%	71,5%	73,2%
Annuité/recettes de fonctionnement	8,9%	9,0%	9,3%	9,0%	9,0%

Source : DGFIP.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

\* Premiers résultats DGFIP.

\*\* Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

\*\*\* Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

Attention : les données figurant ici ne correspondent pas à la somme des opérations « ensemble des collectivités territoriales » et « groupements à fiscalité propre » ; les reversements fiscaux des groupements vers les communes sont neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

Données non consolidées entre les différents niveaux de collectivités sauf reversements fiscaux.

# Les comptes des communes 4-2

## LES COMPTES DES COMMUNES

(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014*
<b>Dépenses totales</b>	<b>91,14</b>	<b>94,09</b>	<b>96,41</b>	<b>100,90</b>	<b>98,02</b>
<b>Recettes totales</b>	<b>92,41</b>	<b>94,95</b>	<b>97,18</b>	<b>98,56</b>	<b>97,15</b>
<b>Dépenses totales hors remboursements de dette</b>	<b>85,33</b>	<b>88,19</b>	<b>90,58</b>	<b>94,81</b>	<b>92,07</b>
<b>Recettes totales hors emprunts</b>	<b>86,00</b>	<b>88,46</b>	<b>89,92</b>	<b>91,24</b>	<b>90,87</b>
Dépenses réelles de fonctionnement	62,45	63,87	65,42	67,34	68,45
<b>Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)</b>	<b>60,41</b>	<b>61,67</b>	<b>63,15</b>	<b>65,04</b>	<b>66,16</b>
● dont achats et charges externes	15,89	16,23	16,72	17,30	16,96
● dont personnel	32,61	33,20	34,12	35,01	36,41
● dont transferts versés	9,30	9,59	9,68	9,92	10,09
<b>Recettes de fonctionnement (2)</b>	<b>74,51</b>	<b>77,02</b>	<b>78,34</b>	<b>79,28</b>	<b>79,31</b>
● dont impôts et taxes	44,33	46,04	46,91	48,32	48,73
– impôts locaux **	29,69	30,70	31,47	32,60	32,68
– fiscalité reversée	8,66	8,94	9,03	9,47	9,86
– autres impôts indirects et taxes	5,98	6,40	6,41	6,26	6,19
● dont concours de l'État***	19,47	19,50	19,28	18,94	18,18
– dont DGF	16,49	16,39	16,43	16,42	15,76
– dont péréquation et compensations fiscales***	2,59	2,71	2,65	2,33	2,23
<b>Épargne de gestion (3) = (2) - (1)</b>	<b>14,11</b>	<b>15,35</b>	<b>15,19</b>	<b>14,24</b>	<b>13,15</b>
● intérêts de dette (4)	2,04	2,19	2,27	2,30	2,29
<b>Épargne brute (5) = (3) - (4)</b>	<b>12,07</b>	<b>13,16</b>	<b>12,92</b>	<b>11,93</b>	<b>10,86</b>
Épargne nette = (5) - remboursements	6,25	7,26	7,08	5,85	4,91
Dépenses réelles d'investissement	28,70	30,22	30,99	33,56	29,57
<b>Dépenses d'investissement hors remboursements (6)</b>	<b>22,88</b>	<b>24,33</b>	<b>25,16</b>	<b>27,47</b>	<b>23,62</b>
● dont subventions d'équipement	1,31	1,31	1,51	1,46	1,52
● dont équipement	20,31	21,75	22,59	24,94	21,11
Recettes réelles d'investissement	17,90	17,93	18,84	19,28	17,83
<b>Recettes d'investissement hors emprunts (7)</b>	<b>11,49</b>	<b>11,44</b>	<b>11,58</b>	<b>11,97</b>	<b>11,56</b>
● dont dotations et subventions	8,03	7,88	8,27	8,50	8,76
<b>Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6)</b>	<b>+0,68</b>	<b>+0,27</b>	<b>-0,65</b>	<b>-3,57</b>	<b>-1,20</b>
<b>Variation fonds de roulement</b>	<b>+1,27</b>	<b>+0,86</b>	<b>+0,77</b>	<b>-2,34</b>	<b>-0,87</b>
<b>Évolution de la dette :</b>					
● remboursements de dette	5,82	5,90	5,84	6,09	5,95
● emprunts	6,41	6,49	7,26	7,31	6,27
● emprunts - remboursements de dette	0,59	0,59	1,42	1,23	0,33
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>59,29</i>	<i>59,93</i>	<i>61,44</i>	<i>62,91</i>	<i>63,41</i>
<b>Ratios :</b>					
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	18,9%	19,9%	19,4%	18,0%	16,6%
Épargne brute/recettes de fonctionnement	16,2%	17,1%	16,5%	15,1%	13,7%
Dette au 31/12/recettes de fonctionnement	79,6%	77,8%	78,4%	79,4%	79,9%
Annuité/recettes de fonctionnement	10,5%	10,5%	10,4%	10,6%	10,4%

Source : DGFIP.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

\* Premiers résultats DGFIP.

\*\* Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010. Ils ne comprennent pas les versements de fiscalité des EPCI vers leurs communes membres.

\*\*\* Les concours de l'État comprennent la dotation au fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France jusqu'en 2011. Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

# 4-3 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre

## LES COMPTES DES GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE

(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014*
<b>Dépenses totales</b>	<b>35,67</b>	<b>37,46</b>	<b>39,37</b>	<b>41,51</b>	<b>42,36</b>
<b>Recettes totales</b>	<b>36,02</b>	<b>38,23</b>	<b>40,04</b>	<b>40,85</b>	<b>41,34</b>
<b>Dépenses totales hors remboursements de dette</b>	<b>34,10</b>	<b>35,92</b>	<b>37,63</b>	<b>39,74</b>	<b>40,51</b>
<b>Recettes totales hors emprunts</b>	<b>33,91</b>	<b>35,57</b>	<b>36,66</b>	<b>38,26</b>	<b>39,03</b>
Dépenses réelles de fonctionnement	26,04	27,00	28,18	29,50	30,72
<b>Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)</b>	<b>25,48</b>	<b>26,36</b>	<b>27,50</b>	<b>28,80</b>	<b>30,02</b>
● dont achats et charges externes	5,39	5,51	5,77	6,00	6,15
● dont reversements fiscaux	8,84	8,97	8,94	9,35	9,83
● dont personnel	5,39	5,77	6,27	6,72	7,21
● dont transferts versés	4,87	5,05	5,39	5,52	5,58
<b>Recettes de fonctionnement (2)</b>	<b>30,81</b>	<b>32,08</b>	<b>33,23</b>	<b>34,70</b>	<b>35,31</b>
● dont impôts et taxes	20,21	20,07	21,07	22,22	22,87
– impôts locaux**	15,91	15,83	16,64	17,87	18,34
– autres impôts indirects et taxes	4,29	4,24	4,43	4,36	4,53
● dont concours de l'État	7,61	8,80	8,74	8,79	8,62
– dont DGF	6,78	6,92	7,06	7,23	7,10
– dont péréquation et compensations fiscales***	0,80	1,84	1,65	1,52	1,49
<b>Épargne de gestion (3) = (2) - (1)</b>	<b>5,34</b>	<b>5,71</b>	<b>5,72</b>	<b>5,90</b>	<b>5,28</b>
● intérêts de dette (4)	0,56	0,64	0,67	0,70	0,72
<b>Épargne brute (5) = (3) - (4)</b>	<b>4,77</b>	<b>5,07</b>	<b>5,05</b>	<b>5,20</b>	<b>4,58</b>
Épargne nette = (5) - remboursements	3,20	3,54	3,31	3,43	2,73
Dépenses réelles d'investissement	9,63	10,45	11,19	12,01	11,64
<b>Dépenses d'investissement hors remboursements (6)</b>	<b>8,06</b>	<b>8,92</b>	<b>9,45</b>	<b>10,24</b>	<b>9,78</b>
● dont subventions d'équipement	1,44	1,51	1,65	1,81	1,72
● dont équipement	5,87	6,57	6,94	7,48	7,12
Recettes réelles d'investissement	5,20	6,15	6,81	6,14	6,04
<b>Recettes d'investissement hors emprunts (7)</b>	<b>3,10</b>	<b>3,49</b>	<b>3,44</b>	<b>3,55</b>	<b>3,73</b>
● dont dotations et subventions	2,32	2,49	2,45	2,54	2,69
<b>Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6)</b>	<b>-0,19</b>	<b>-0,35</b>	<b>-0,97</b>	<b>-1,48</b>	<b>-1,47</b>
<b>Variation fonds de roulement</b>	<b>+0,35</b>	<b>+0,77</b>	<b>+0,66</b>	<b>-0,66</b>	<b>-1,02</b>
<b>Évolution de la dette :</b>					
● remboursements de dette	1,57	1,54	1,74	1,77	1,85
● emprunts	2,10	2,66	3,37	2,59	2,31
● emprunts - remboursements de dette	0,54	1,12	1,63	0,82	0,45
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>18,19</i>	<i>19,28</i>	<i>21,20</i>	<i>22,06</i>	<i>22,63</i>
<b>Ratios :</b>					
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	17,3%	17,8%	17,2%	17,0%	15,0%
Épargne brute/recettes de fonctionnement	15,5%	15,8%	15,2%	15,0%	13,0%
Dette au 31/12/recettes de fonctionnement	59,0%	60,1%	63,8%	63,6%	64,1%
Annuité/recettes de fonctionnement	6,9%	6,8%	7,3%	7,1%	7,2%

Source : DGFIP

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

\* Premiers résultats DGFIP.

\*\* Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

\*\*\* Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

## LES COMPTES DES COMMUNES ET DE LEURS GROUPEMENTS À FISCALITÉ PROPRE

(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014*
<b>Dépenses totales</b>	<b>117,98</b>	<b>122,58</b>	<b>126,85</b>	<b>133,06</b>	<b>130,55</b>
<b>Recettes totales</b>	<b>119,59</b>	<b>124,21</b>	<b>128,28</b>	<b>130,06</b>	<b>128,66</b>
<b>Dépenses totales hors remboursements de dette</b>	<b>110,59</b>	<b>115,15</b>	<b>119,26</b>	<b>125,20</b>	<b>122,75</b>
<b>Recettes totales hors emprunts</b>	<b>111,08</b>	<b>115,06</b>	<b>117,64</b>	<b>120,15</b>	<b>120,08</b>
Dépenses réelles de fonctionnement	79,65	81,90	84,66	87,50	89,35
<b>Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)</b>	<b>77,05</b>	<b>79,07</b>	<b>81,71</b>	<b>84,49</b>	<b>86,35</b>
● dont achats et charges externes	21,28	21,73	22,49	23,30	23,10
● dont personnel	37,99	38,97	40,39	41,74	43,61
● dont transferts versés	14,17	14,65	15,07	15,44	15,67
<b>Recettes de fonctionnement (2)</b>	<b>96,49</b>	<b>100,13</b>	<b>102,63</b>	<b>104,63</b>	<b>104,79</b>
● dont impôts et taxes	55,88	57,17	58,95	61,08	61,74
– impôts locaux**	45,60	46,53	48,11	50,46	51,02
– autres impôts indirects et taxes	10,27	10,64	10,84	10,62	10,72
● dont concours de l'État***	27,08	28,30	28,02	27,73	26,80
– dont DGF	23,27	23,31	23,49	23,65	22,85
– dont péréquation et compensations fiscales***	3,39	4,55	4,30	3,86	3,72
<b>Épargne de gestion (3) = (2) - (1)</b>	<b>19,44</b>	<b>21,06</b>	<b>20,91</b>	<b>20,14</b>	<b>18,43</b>
● intérêts de dette (4)	2,60	2,83	2,95	3,00	2,99
<b>Épargne brute (5) = (3) - (4)</b>	<b>16,84</b>	<b>18,23</b>	<b>17,97</b>	<b>17,13</b>	<b>15,44</b>
Épargne nette = (5) - remboursements	9,46	10,80	10,39	9,28	7,64
Dépenses réelles d'investissement	38,33	40,68	42,19	45,56	41,20
<b>Dépenses d'investissement hors remboursements (6)</b>	<b>30,94</b>	<b>33,25</b>	<b>34,61</b>	<b>37,71</b>	<b>33,40</b>
● dont subventions d'équipement	2,76	2,81	3,16	3,27	3,25
● dont équipement	26,18	28,33	29,53	32,42	28,23
Recettes réelles d'investissement	23,10	24,08	25,65	25,43	23,87
<b>Recettes d'investissement hors emprunts (7)</b>	<b>14,59</b>	<b>14,93</b>	<b>15,02</b>	<b>15,52</b>	<b>15,29</b>
● dont dotations et subventions	10,35	10,37	10,72	11,04	11,45
<b>Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6)</b>	<b>+0,49</b>	<b>-0,08</b>	<b>-1,62</b>	<b>-5,05</b>	<b>-2,67</b>
<b>Variation fonds de roulement</b>	<b>+1,62</b>	<b>+1,63</b>	<b>+1,43</b>	<b>-3,00</b>	<b>-1,89</b>
<b>Évolution de la dette :</b>					
● remboursements de dette	7,38	7,43	7,58	7,86	7,80
● emprunts	8,51	9,15	10,63	9,90	8,58
● emprunts - remboursements de dette	1,13	1,71	3,05	2,05	0,78
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>77,47</i>	<i>79,21</i>	<i>82,64</i>	<i>84,97</i>	<i>86,04</i>
<b>Ratios :</b>					
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	20,2%	21,0%	20,4%	19,2%	17,6%
Épargne brute/recettes de fonctionnement	17,5%	18,2%	17,5%	16,4%	14,7%
Dette au 31/12/recettes de fonctionnement	80,3%	79,1%	80,5%	81,2%	82,1%
Annuité/recettes de fonctionnement	10,4%	10,3%	10,3%	10,4%	10,3%

Source : DGFIP.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

\* Premiers résultats DGFIP.

\*\* Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

\*\*\* Les concours de l'État comprennent la dotation au fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France jusqu'en 2011. Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DC RTP à compter de 2011.

Attention : les données figurant ici ne correspondent pas à la somme des opérations « communes » et « groupements à fiscalité propre » ; les reversements fiscaux des groupements vers les communes sont neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

# 4-5 Les comptes des départements

## LES COMPTES DES DÉPARTEMENTS

(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014*
<b>Dépenses totales</b>	<b>68,38</b>	<b>69,60</b>	<b>71,57</b>	<b>72,52</b>	<b>73,54</b>
<b>Recettes totales</b>	<b>68,81</b>	<b>70,37</b>	<b>71,26</b>	<b>71,87</b>	<b>73,24</b>
<b>Dépenses totales hors remboursements de dette</b>	<b>65,33</b>	<b>66,34</b>	<b>68,08</b>	<b>69,66</b>	<b>70,65</b>
<b>Recettes totales hors emprunts</b>	<b>63,99</b>	<b>66,47</b>	<b>67,06</b>	<b>68,03</b>	<b>69,29</b>
Dépenses réelles de fonctionnement	52,86	54,34	56,21	57,71	59,35
<b>Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)</b>	<b>52,06</b>	<b>53,47</b>	<b>55,26</b>	<b>56,78</b>	<b>58,29</b>
● dont achats et charges externes	5,63	5,64	5,64	5,66	5,57
● dont personnel	10,96	11,17	11,54	11,83	12,15
● dont transferts versés	34,63	35,76	37,13	38,31	39,69
<b>Recettes de fonctionnement (2)</b>	<b>60,61</b>	<b>63,20</b>	<b>63,89</b>	<b>64,74</b>	<b>66,13</b>
● dont impôts et taxes	40,38	41,43	42,22	42,49	43,80
– impôts locaux**	22,56	18,62	19,42	20,53	20,55
– autres impôts indirects et taxes	17,82	22,81	22,80	21,96	23,24
<i>dont droits de mutation</i>	7,07	8,61	7,97	7,16	7,84
<i>dont TICPE</i>	6,19	6,53	6,54	6,46	6,49
<i>dont TSCA</i>	3,21	6,25	6,63	6,68	6,74
● dont concours de l'État	13,73	15,00	15,03	14,94	14,40
– dont DGF	12,15	12,21	12,24	12,24	11,79
– dont péréquation et compensations fiscales***	1,16	2,36	2,36	2,26	2,18
<b>Épargne de gestion (3)=(2)-(1)</b>	<b>8,55</b>	<b>9,73</b>	<b>8,62</b>	<b>7,96</b>	<b>7,84</b>
● intérêts de dette (4)	0,80	0,87	0,95	0,93	1,06
<b>Épargne brute (5)=(3)-(4)</b>	<b>7,75</b>	<b>8,86</b>	<b>7,68</b>	<b>7,03</b>	<b>6,78</b>
Épargne nette = (5)-remboursements	4,70	5,60	4,19	4,17	3,89
Dépenses réelles d'investissement	15,52	15,26	15,35	14,81	14,19
<b>Dépenses d'investissement hors remboursements (6)</b>	<b>12,47</b>	<b>12,00</b>	<b>11,87</b>	<b>11,95</b>	<b>11,30</b>
● dont subventions d'équipement	4,74	4,64	4,64	4,63	4,25
● dont équipement	7,44	6,97	6,76	6,87	6,72
Recettes réelles d'investissement	8,20	7,17	7,38	7,13	7,10
<b>Recettes d'investissement hors emprunts (7)</b>	<b>3,39</b>	<b>3,27</b>	<b>3,17</b>	<b>3,29</b>	<b>3,16</b>
● dont dotations et subventions	2,88	2,63	2,56	2,62	2,61
<b>Besoin ou capacité de financement=(5)+(7)-(6)</b>	<b>-1,34</b>	<b>+0,13</b>	<b>-1,02</b>	<b>-1,63</b>	<b>-1,36</b>
<b>Variation fonds de roulement</b>	<b>+0,43</b>	<b>+0,77</b>	<b>-0,30</b>	<b>-0,66</b>	<b>-0,31</b>
Dépenses totales pour les collèges	4,30	4,28	4,19	4,09	4,23
Dépenses de fonctionnement d'aide sociale	33,68	34,89	35,98	37,10	38,44
<b>Évolution de la dette :</b>					
● remboursements de dette	3,04	3,26	3,48	2,86	2,89
● emprunts	4,82	3,90	4,21	3,84	3,95
● emprunts - remboursements de dette	1,77	0,64	0,72	0,98	1,05
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>30,02</i>	<i>30,39</i>	<i>31,05</i>	<i>32,23</i>	<i>33,58</i>
<b>Ratios :</b>					
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	14,1%	15,4%	13,5%	12,3%	11,9%
Épargne brute/recettes de fonctionnement	12,8%	14,0%	12,0%	10,9%	10,3%
Dette au 31/12/recettes de fonctionnement	49,5%	48,1%	48,6%	49,8%	50,8%
Annuité/recettes de fonctionnement	6,3%	6,5%	6,9%	5,9%	6,0%

Sources : DGFIP, DGCL.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

\* Premiers résultats DGFIP.

\*\* Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

\*\*\* Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DC RTP à compter de 2011.

## LES COMPTES DES RÉGIONS

(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014*
<b>Dépenses totales</b>	<b>26,46</b>	<b>27,21</b>	<b>27,96</b>	<b>28,72</b>	<b>29,28</b>
<b>Recettes totales</b>	<b>26,69</b>	<b>27,23</b>	<b>27,87</b>	<b>28,44</b>	<b>28,75</b>
<b>Dépenses totales hors remboursements de dette</b>	<b>24,88</b>	<b>25,46</b>	<b>25,96</b>	<b>26,63</b>	<b>27,26</b>
<b>Recettes totales hors emprunts</b>	<b>23,96</b>	<b>24,40</b>	<b>24,78</b>	<b>25,34</b>	<b>25,10</b>
Dépenses réelles de fonctionnement	16,27	16,71	17,16	17,58	17,83
<b>Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)</b>	<b>15,76</b>	<b>16,15</b>	<b>16,56</b>	<b>16,97</b>	<b>17,21</b>
● dont achats et charges externes	1,63	1,79	1,88	2,00	2,04
● dont personnel	2,78	2,86	2,97	3,06	3,19
● dont transferts versés	11,16	11,31	11,49	11,65	11,67
<b>Recettes de fonctionnement (2)</b>	<b>21,78</b>	<b>22,17</b>	<b>22,50</b>	<b>22,87</b>	<b>22,57</b>
● dont impôts et taxes	12,38	12,15	12,30	12,58	13,63
– impôts locaux**	5,08	4,39	4,48	4,76	4,64
– autres impôts indirects et taxes	7,30	7,76	7,83	7,82	8,99
dont cartes grises	1,92	2,08	2,11	2,04	2,11
dont TICPE	3,88	4,12	4,14	4,18	4,66
● dont concours de l'État	8,62	9,28	9,34	9,35	7,95
– dont DGF	5,45	5,45	5,45	5,46	5,27
– dont péréquation et compensations fiscales***	0,20	0,86	0,86	0,84	0,82
<b>Épargne de gestion (3)=(2)- (1)</b>	<b>6,01</b>	<b>6,03</b>	<b>5,94</b>	<b>5,90</b>	<b>5,36</b>
● intérêts de dette (4)	0,50	0,57	0,60	0,61	0,61
<b>Épargne brute (5)=(3)- (4)</b>	<b>5,51</b>	<b>5,46</b>	<b>5,35</b>	<b>5,29</b>	<b>4,74</b>
Épargne nette = (5)-remboursements	3,93	3,72	3,35	3,21	2,73
Dépenses réelles d'investissement	10,19	10,49	10,80	11,14	11,45
<b>Dépenses d'investissement hors remboursements (6)</b>	<b>8,61</b>	<b>8,75</b>	<b>8,80</b>	<b>9,06</b>	<b>9,43</b>
● dont subventions d'équipement	5,10	5,34	5,37	5,81	6,01
● dont équipement	3,14	2,96	2,83	2,78	2,95
Recettes réelles d'investissement	4,92	5,06	5,36	5,57	6,18
<b>Recettes d'investissement hors emprunts (7)</b>	<b>2,18</b>	<b>2,23</b>	<b>2,27</b>	<b>2,47</b>	<b>2,53</b>
● dont dotations et subventions	1,95	1,89	2,00	2,11	2,10
<b>Besoin ou capacité de financement=(5)+(7)- (6)</b>	<b>-0,92</b>	<b>-1,07</b>	<b>-1,18</b>	<b>-1,29</b>	<b>-2,16</b>
<b>Variation fonds de roulement</b>	<b>+0,24</b>	<b>+0,03</b>	<b>-0,10</b>	<b>-0,28</b>	<b>-0,52</b>
Dépenses totales pour l'enseignement	6,33	6,10	6,05	6,07	6,22
Dépenses totales de formation professionnelle et apprentissage	5,05	5,15	5,21	5,37	5,34
Dépenses totales pour le transport ferroviaire régional de voyageurs	3,19	3,39	3,52	3,86	4,15
<b>Évolution de la dette :</b>					
● remboursements de dette	1,58	1,74	2,00	2,09	2,02
● emprunts	2,73	2,83	3,09	3,10	3,65
● emprunts - remboursements de dette	1,15	1,09	1,09	1,01	1,63
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>16,85</i>	<i>17,97</i>	<i>19,11</i>	<i>20,29</i>	<i>21,92</i>
<b>Ratios :</b>					
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	27,6%	27,2%	26,4%	25,8%	23,7%
Épargne brute/recettes de fonctionnement	25,3%	24,6%	23,8%	23,2%	21,0%
Dette au 31/12/recettes de fonctionnement	77,4%	81,1%	84,9%	88,7%	97,1%
Annuité/recettes de fonctionnement	9,6%	10,4%	11,5%	11,8%	11,7%

Sources : DGFIP, DGCL.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

\* Premiers résultats DGFIP.

\*\* Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

\*\*\* Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

# 4-7 Les ratios financiers obligatoires du secteur communal

## PRINCIPAUX RATIOS FINANCIERS DES COMMUNES PAR STRATE DE POPULATION EN 2013

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropole hors Paris	970	485	632	1 150	355	928	237	52,5%	92,1%	30,9%	80,6%
France métropole y c. Paris	1 006	502	640	1 188	362	953	248	51,7%	92,3%	30,5%	80,2%
Outre-Mer	1 130	311	397	1 232	318	828	244	61,7%	98,4%	25,8%	67,2%
<b>France entière</b>	<b>1 010</b>	<b>496</b>	<b>632</b>	<b>1 190</b>	<b>361</b>	<b>949</b>	<b>248</b>	<b>52,0%</b>	<b>92,5%</b>	<b>30,3%</b>	<b>79,8%</b>
Communes en métropole											
Moins de 3 500 hab.	630	341	385	809	342	648	196	41,4%	86,5%	42,3%	80,1%
De 3 500 à moins de 10 000 hab.	923	476	636	1 114	371	907	213	52,2%	90,3%	33,3%	81,3%
Moins de 10 000 hab.	730	387	471	913	352	736	202	46,0%	88,0%	38,5%	80,6%
Plus de 10 000 hab. hors Paris	1 244	598	816	1 422	359	1 147	278	56,8%	95,1%	25,2%	80,7%

Source : DGFIP, comptes de gestion ; calcul DGCL.  
Hors gestion active de la dette.

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Communes en métropole											
Moins de 200 hab.	654	299	268	893	446	521	245	27,1%	81,4%	49,9%	58,4%
De 200 à moins de 500 hab.	561	296	287	740	332	523	195	33,9%	84,5%	44,9%	70,7%
De 500 à moins de 2 000 hab.	603	331	373	771	327	639	190	41,5%	87,0%	42,4%	82,8%
De 2 000 à moins de 3 500 hab.	720	394	488	907	357	764	199	47,0%	87,5%	39,4%	84,2%
De 3 500 à moins de 5 000 hab.	846	450	579	1 035	371	866	207	49,8%	89,4%	35,9%	83,7%
De 5 000 à moins de 10 000 hab.	963	490	666	1 156	371	928	217	53,2%	90,7%	32,1%	80,3%
De 10 000 à moins de 20 000 hab.	1 128	549	771	1 316	366	970	249	56,5%	92,5%	27,8%	73,7%
De 20 000 à moins de 50 000 hab.	1 275	614	838	1 453	364	1 099	284	57,7%	94,3%	25,0%	75,6%
De 50 000 à moins de 100 000 hab.	1 387	646	881	1 569	388	1 493	309	57,0%	97,9%	24,7%	95,2%
Plus de 100 000 hab. hors Paris	1 213	588	785	1 380	324	1 132	275	55,6%	96,2%	23,5%	82,0%

Source : DGFIP, comptes de gestion ; calcul DGCL.  
Hors gestion active de la dette.

## RATIOS FINANCIERS DES GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE EN 2013

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Métropoles et communautés urbaines	584	393	252	755	254	870	226	35,8%	86,4%	33,6%	115,3%
Communautés d'agglomération	342	333	118	429	116	397	148	32,3%	86,6%	27,1%	92,7%
Syndicats d'agglomération nouvelle <sup>(1)</sup>	703	564	563	1 086	379	2 710	178	42,8%	87,9%	35,0%	249,7%
Communautés de communes à FPU	255	258	108	320	97	167	78	34,3%	84,4%	30,4%	52,1%
Communautés de communes à FA	225	133	124	269	76	158	30	30,2%	89,9%	28,4%	58,7%
<b>France entière</b>	<b>330</b>	<b>287</b>	<b>135</b>	<b>416</b>	<b>123</b>	<b>362</b>	<b>119</b>	<b>33,4%</b>	<b>86,4%</b>	<b>29,5%</b>	<b>87,1%</b>

Source : DGFIP, comptes de gestion ; calcul DGCL.

<sup>(1)</sup> Les valeurs élevées pour les SAN doivent être interprétées avec précaution étant donné le faible nombre de ces structures et leurs spécificités.  
Hors gestion active de la dette.

# Les ratios financiers obligatoires du secteur communal 4-7

## PRINCIPAUX RATIOS FINANCIERS DES COMMUNES PAR STRATE DE POPULATION EN 2014

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropole hors Paris	980	485	638	1 145	300	925	227	53,7%	93,4%	26,2%	80,8%
France métropole y c. Paris	1 019	501	644	1 186	306	957	237	52,8%	93,5%	25,8%	80,7%
Outre-Mer	1 171	325	415	1 243	290	840	235	62,9%	99,6%	23,3%	67,5%
<b>France entière</b>	<b>1 024</b>	<b>495</b>	<b>637</b>	<b>1 188</b>	<b>306</b>	<b>953</b>	<b>237</b>	<b>53,2%</b>	<b>93,7%</b>	<b>25,7%</b>	<b>80,3%</b>
Communes en métropole											
Moins de 3 500 hab.	636	339	390	805	297	636	189	42,4%	87,9%	36,9%	79,0%
De 3 500 à moins de 10 000 hab.	935	477	642	1 112	305	889	203	53,4%	91,5%	27,5%	79,9%
Moins de 10 000 hab.	738	386	477	910	300	722	194	47,2%	89,4%	33,0%	79,4%
Plus de 10 000 hab. hors Paris	1 257	598	822	1 416	299	1 157	265	58,0%	96,3%	21,1%	81,8%

Source : DGFIP, comptes de gestion ; calcul DGCL.  
Hors gestion active de la dette.

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Communes en métropole											
Moins de 200 hab.	664	299	277	893	414	526	240	27,4%	82,6%	46,4%	58,9%
De 200 à moins de 500 hab.	566	295	292	736	291	515	189	34,6%	86,0%	39,5%	70,0%
De 500 à moins de 2 000 hab.	608	329	378	768	283	627	183	42,6%	88,3%	36,8%	81,7%
De 2 000 à moins de 3 500 hab.	727	391	494	901	308	744	190	48,1%	89,1%	34,2%	82,5%
De 3 500 à moins de 5 000 hab.	859	451	590	1 033	307	847	197	51,1%	90,8%	29,7%	82,0%
De 5 000 à moins de 10 000 hab.	974	491	669	1 152	304	910	207	54,5%	91,8%	26,4%	79,0%
De 10 000 à moins de 20 000 hab.	1 141	550	777	1 312	295	957	238	57,7%	93,8%	22,5%	72,9%
De 20 000 à moins de 50 000 hab.	1 284	608	846	1 445	308	1 109	267	59,1%	95,8%	21,3%	76,8%
De 50 000 à moins de 100 000 hab.	1 402	647	883	1 559	310	1 486	295	58,2%	98,5%	19,9%	95,3%
Plus de 100 000 hab. hors Paris	1 228	595	791	1 375	284	1 176	265	56,8%	97,3%	20,6%	85,6%

Source : DGFIP, comptes de gestion ; calcul DGCL.  
Hors gestion active de la dette.

## RATIOS FINANCIERS DES GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE EN 2014

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Métropoles et communautés urbaines	588	395	254	748	213	879	216	36,3%	88,5%	28,4%	117,5%
Communautés d'agglomération	347	328	114	420	101	396	142	32,9%	89,6%	24,1%	94,4%
Syndicats d'agglomération nouvelle <sup>(1)</sup>	695	553	405	914	344	2 577	165	44,0%	97,7%	37,6%	281,8%
Communautés de communes à FPU	261	264	112	320	90	167	73	35,7%	86,4%	28,2%	52,2%
Communautés de communes à FA	229	138	127	269	73	154	27	31,7%	91,1%	27,1%	57,0%
<b>France entière</b>	<b>336</b>	<b>291</b>	<b>134</b>	<b>412</b>	<b>109</b>	<b>363</b>	<b>114</b>	<b>34,2%</b>	<b>88,8%</b>	<b>26,4%</b>	<b>88,2%</b>

Source : DGFIP, comptes de gestion ; calcul DGCL.

<sup>(1)</sup> Les valeurs élevées pour les SAN doivent être interprétées avec précaution étant donné le faible nombre de ces structures et leurs spécificités.  
Hors gestion active de la dette.

# 4-8 Les ratios financiers obligatoires des départements et des régions

## RATIOS FINANCIERS DES DÉPARTEMENTS PAR STRATE DE POPULATION EN 2013

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropole (hors Paris)	851	304	318	958	103	505	185	20,7%	93,3%	10,8%	52,7%
France métropole (y c. Paris)	852	313	313	956	100	487	179	20,4%	93,5%	10,5%	50,9%
Outre-Mer	1 398	209	215	1 506	134	487	366	22,3%	95,9%	8,9%	32,3%
<b>France</b>	<b>870</b>	<b>310</b>	<b>310</b>	<b>974</b>	<b>101</b>	<b>487</b>	<b>185</b>	<b>20,5%</b>	<b>93,6%</b>	<b>10,4%</b>	<b>50,0%</b>
Métropole											
Moins de 250 000 hab.	993	290	318	1 131	150	624	278	25,4%	92,2%	13,3%	55,2%
De 250 000 à moins de 500 000 hab.	895	292	317	1 018	113	539	212	22,2%	93,1%	11,1%	52,9%
De 500 000 à moins de 1 000 000 hab.	793	282	300	899	93	484	178	20,4%	92,8%	10,3%	53,8%
Plus de 1 000 000 hab. hors Paris	856	322	330	955	101	494	170	19,9%	93,9%	10,6%	51,7%

Source : DGFIP ; comptes de gestion ; calculs DGCL.

Hors gestion active de la dette.

## RATIOS FINANCIERS DES RÉGIONS EN 2013

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Alsace	269	79	81	349	24	418	101	13,5%	85,4%	6,8%	119,9%
Aquitaine	224	59	73	323	55	168	81	18,7%	75,4%	17,0%	52,2%
Auvergne	287	54	77	377	62	372	106	16,3%	85,2%	16,5%	98,5%
Bourgogne	284	66	74	357	26	302	102	16,3%	87,2%	7,4%	84,6%
Bretagne	224	55	64	315	26	132	78	19,0%	74,4%	8,2%	41,8%
Centre	253	65	75	342	28	230	93	16,7%	79,6%	8,1%	67,1%
Champagne-Ardenne	304	61	73	368	32	300	98	15,4%	101,4%	8,7%	81,6%
Corse	1 424	48	53	1 704	267	1 014	108	13,2%	84,9%	15,7%	59,5%
Franche-Comté	278	56	74	360	57	159	99	20,0%	81,3%	15,8%	44,1%
Languedoc-Roussillon	244	49	72	330	76	351	86	17,7%	78,6%	23,0%	106,4%
Limousin	388	48	71	469	29	320	155	18,6%	87,1%	6,2%	68,3%
Lorraine	283	53	64	344	29	377	92	18,6%	87,9%	8,5%	109,8%
Midi-Pyrénées	238	61	84	329	36	89	86	18,6%	78,8%	10,8%	26,9%
Nord-Pas-de-Calais	298	57	81	375	42	480	89	19,5%	86,7%	11,1%	128,2%
Basse-Normandie	267	53	79	365	46	216	80	17,7%	81,8%	12,5%	59,1%
Haute-Normandie	258	65	89	370	40	127	80	22,4%	72,2%	10,8%	34,4%
Pays de la Loire	210	65	69	293	64	312	73	16,2%	81,2%	21,7%	106,3%
Picardie	305	58	72	378	33	276	113	17,3%	86,2%	8,8%	73,0%
Poitou-Charentes	244	56	63	301	27	181	78	23,2%	86,3%	9,0%	60,2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	265	61	75	335	29	365	82	17,4%	89,7%	8,6%	109,0%
Rhône-Alpes	257	77	77	315	27	261	91	14,3%	87,3%	8,4%	83,0%
<b>Métropole sauf Île-de-France</b>	<b>267</b>	<b>61</b>	<b>74</b>	<b>347</b>	<b>40</b>	<b>282</b>	<b>89</b>	<b>17,5%</b>	<b>83,7%</b>	<b>11,5%</b>	<b>81,2%</b>
Île-de-France	225	125	67	295	33	396	62	14,7%	93,7%	11,2%	134,2%
<b>Métropole</b>	<b>259</b>	<b>73</b>	<b>73</b>	<b>338</b>	<b>39</b>	<b>303</b>	<b>84</b>	<b>17,0%</b>	<b>85,3%</b>	<b>11,5%</b>	<b>89,8%</b>
Guadeloupe	569	28	40	703	231	541	37	20,4%	88,3%	32,8%	76,9%
Guyane	455	23	34	525	137	515	24	21,6%	93,8%	26,0%	98,2%
Martinique	533	32	43	637	234	416	55	26,9%	85,5%	36,8%	65,3%
Réunion	444	30	35	625	212	372	34	28,5%	94,0%	33,9%	59,5%
<b>ROM</b>	<b>492</b>	<b>29</b>	<b>37</b>	<b>632</b>	<b>211</b>	<b>436</b>	<b>38</b>	<b>25,3%</b>	<b>90,8%</b>	<b>33,4%</b>	<b>69,0%</b>
<b>France</b>	<b>266</b>	<b>72</b>	<b>72</b>	<b>346</b>	<b>44</b>	<b>307</b>	<b>83</b>	<b>17,4%</b>	<b>85,6%</b>	<b>12,6%</b>	<b>88,7%</b>

Source : DGFIP ; comptes de gestion ; calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte.

Hors gestion active de la dette.

## RATIOS FINANCIERS DES DÉPARTEMENTS PAR STRATE DE POPULATION EN 2014

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropole (hors Paris)	870	305	333	973	100	525	177	20,7%	94,0%	10,3%	53,9%
France métropole (y c. Paris)	871	313	324	972	98	506	171	20,4%	94,0%	10,0%	52,0%
Outre-Mer	1 456	181	204	1 542	115	465	359	22,4%	97,3%	7,5%	30,1%
<b>France</b>	<b>889</b>	<b>308</b>	<b>321</b>	<b>990</b>	<b>98</b>	<b>505</b>	<b>177</b>	<b>20,5%</b>	<b>94,1%</b>	<b>9,9%</b>	<b>51,0%</b>
Métropole											
Moins de 250 000 hab.	1 020	290	344	1 176	153	606	277	25,6%	91,5%	13,0%	51,6%
De 250 000 à moins de 500 000 hab.	924	296	340	1 045	114	567	206	22,2%	93,4%	10,9%	54,3%
De 500 000 à moins de 1 000 000 hab.	815	287	317	918	93	486	171	20,5%	93,6%	10,2%	52,9%
Plus de 1 000 000 hab. hors Paris	871	321	339	964	95	527	162	19,8%	94,7%	9,9%	54,7%

Source : DGFiP ; comptes de gestion ; calculs DGCL.

Hors gestion active de la dette.

## RATIOS FINANCIERS DES RÉGIONS EN 2014

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Alsace	263	70	69	333	25	429	97	14,1%	88,1%	7,4%	128,7%
Aquitaine	220	58	73	319	53	205	77	19,7%	72,1%	16,7%	64,2%
Auvergne	289	55	80	383	43	364	105	17,0%	85,7%	11,3%	94,9%
Bourgogne	286	66	76	365	30	290	98	16,8%	85,5%	8,3%	79,5%
Bretagne	224	55	64	303	32	197	74	19,4%	78,1%	10,4%	64,8%
Centre	261	67	78	349	32	230	90	16,8%	80,4%	9,1%	65,8%
Champagne-Ardenne	311	61	74	368	36	322	97	15,6%	89,5%	9,9%	87,5%
Corse	1 330	45	50	1 670	209	1 064	85	14,3%	80,7%	12,5%	63,7%
Franche-Comté	284	55	78	365	36	151	98	20,5%	81,2%	9,8%	41,5%
Languedoc-Roussillon	239	48	72	324	70	392	81	18,4%	79,0%	21,5%	121,0%
Limousin	407	48	73	466	42	323	149	18,5%	92,6%	9,1%	69,3%
Lorraine	279	53	65	343	31	407	90	19,5%	87,8%	9,1%	118,5%
Midi-Pyrénées	233	64	87	332	44	97	82	19,4%	71,6%	13,3%	29,1%
Nord-Pas-de-Calais	304	55	82	373	56	493	86	19,5%	88,9%	14,9%	131,9%
Basse-Normandie	270	54	82	366	41	208	79	18,0%	78,7%	11,1%	56,7%
Haute-Normandie	261	64	92	370	34	118	77	22,0%	72,8%	9,2%	31,9%
Pays de la Loire	210	63	66	284	57	344	69	16,8%	88,2%	20,1%	121,3%
Picardie	315	58	75	375	30	287	110	17,4%	88,1%	8,0%	76,4%
Poitou-Charentes	252	56	61	288	26	207	75	23,6%	93,4%	8,9%	71,9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	293	61	76	329	28	429	79	16,5%	105,6%	8,6%	130,4%
Rhône-Alpes	261	76	77	317	26	276	88	14,8%	90,1%	8,2%	87,0%
<b>Métropole sauf Île-de-France</b>	<b>271</b>	<b>61</b>	<b>75</b>	<b>345</b>	<b>40</b>	<b>305</b>	<b>86</b>	<b>17,8%</b>	<b>85,8%</b>	<b>11,6%</b>	<b>88,4%</b>
Île-de-France	225	116	53	273	33	424	59	15,1%	98,5%	12,1%	155,2%
<b>Métropole</b>	<b>262</b>	<b>71</b>	<b>71</b>	<b>331</b>	<b>39</b>	<b>327</b>	<b>81</b>	<b>17,4%</b>	<b>87,7%</b>	<b>11,7%</b>	<b>98,6%</b>
Guadeloupe	484	33	48	666	277	532	35	24,3%	80,9%	41,5%	79,9%
Guyane	449	22	45	503	149	461	22	22,7%	96,3%	29,7%	91,6%
Martinique	505	32	46	638	291	592	52	29,7%	82,5%	45,6%	92,8%
Réunion	469	30	37	660	405	419	32	29,4%	79,7%	61,4%	63,5%
<b>ROM</b>	<b>477</b>	<b>30</b>	<b>42</b>	<b>637</b>	<b>321</b>	<b>486</b>	<b>35</b>	<b>27,5%</b>	<b>82,2%</b>	<b>50,3%</b>	<b>76,3%</b>
<b>France</b>	<b>268</b>	<b>70</b>	<b>70</b>	<b>340</b>	<b>47</b>	<b>331</b>	<b>79</b>	<b>17,9%</b>	<b>87,5%</b>	<b>13,7%</b>	<b>97,5%</b>

Source : DGFiP ; comptes de gestion ; calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte.

Hors gestion active de la dette.



# LA FISCALITÉ LOCALE

<b>Présentation - Définitions</b>	54
<b>5-1</b> Vue d'ensemble de la fiscalité locale en 2014	57
<b>5-2</b> La fiscalité des trois taxes ménages : produits et taux moyens	58
<b>5-3</b> La fiscalité des trois taxes ménages : évolution du produit, effet base et effet taux	59
<b>5-4</b> La fiscalité des impôts économiques	60
<b>5-5</b> Taxe et redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères	61
<b>5-6</b> Les contributions de l'État à la fiscalité directe locale	62

## PRÉSENTATION

En 2014, le produit de la fiscalité locale s'élevait à 128,5 Md€, contre 125,6 Md€ en 2013. Cette progression (+2,3 %) provenait surtout de l'évolution dynamique des « contributions indirectes » (+4,2 %, à 52,6 Md€), due à la progression des montants de DMTO et de TICPE. Au sein des « contributions directes », les taxes ménages avaient progressé de 2,2 %, tandis que les impôts économiques avaient diminué de 1,3 %, en raison de la baisse de la CVAE (-2,5 %), contrecoup de la hausse exceptionnelle de 2013 (+7,5 %).

En 2015, les contributions directes augmentent de 3,3 Md€. Ce résultat est dû, pour plus des deux tiers, à la croissance du produit des trois « taxes ménages » qui passe de 50,9 Md€ à 53,1 Md€ et, pour moins d'un tiers, à la hausse des « impôts économiques », de 25,1 Md€ à 26,1 Md€, portée essentiellement par la reprise de croissance de la CVAE (+0,7 Md€).

La répartition des contributions directes entre « taxes ménages » et impôts économiques diffère d'un niveau de collectivité à l'autre. Pour le secteur communal, les recettes de ces contributions atteignent 53,1 Md€ (40,23 Md€ pour les « taxes ménages » et 12,92 Md€ pour les impôts économiques), soit une croissance de +2,3 Md€ entre 2014 et 2015, liée principalement à celle de la taxe d'habitation dans ce secteur (+1,1 Md€). Quant aux départements, les contributions directes se montent à 21,2 Md€, en hausse de 0,8 Md€ ; cette progression s'explique, pour plus de la moitié, par la hausse des recettes du foncier bâti (+0,4 Md€). Les régions, après une année 2014 de recul des contributions directes, renouent en 2015 avec la croissance de leurs recettes (+0,2 Md€) pour afficher un montant total de 4,8 Md€ ; cette croissance correspond à celle de la CVAE.

Dans le secteur communal, le taux de la cotisation foncière des entreprises est de 25,95 %, et les taux de la taxe d'habitation et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (non compris la taxe additionnelle) sont respectivement égaux à 24,19 % et 49,15 %. La taxe foncière sur les propriétés bâties, toutes collectivités confondues, affiche un taux de 35,66 %. Conformément au cycle électoral, les taux d'imposition dans le secteur communal ont augmenté plus fortement en 2015 qu'en 2014 ; la progression de 2015 reste cependant plus modérée que ce qui a été observé par le passé pendant les années postélectorales.

Toute évolution du produit fiscal voté se décompose en une part imputable à l'évolution des bases (effet base) et une autre imputable à l'évolution des taux (effet taux). Entre 2014 et 2015, toutes collectivités confondues (hors syndicats à contributions fiscalisées), l'évolution du produit voté des trois taxes « ménages » due à l'augmentation des taux est de 1,16 %, et celle due à l'augmentation des bases est de 3,29 %.

Pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), le nombre de communes avec une part incitative de la TEOM s'élève à 356 communes en 2015, contre 122 communes en 2014. Cette participation (0,01 Md€) a un impact faible sur le montant de la TEOM qui atteint 6,6 Md€ en 2015, en progression de 3,1 %.

Les contributions de l'État peuvent prendre deux formes : les dégrèvements et les allocations compensatrices. En 2014, ces contributions, d'environ 11,9 Md€, représentaient 15,3 % des recettes des collectivités locales au titre des taxes ménages et des impôts économiques.

## ■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

- « La fiscalité directe locale en 2014 », Bis n° 105, avril 2015 ;

- « Guide statistique de la fiscalité directe locale : 2013-2014 », 29<sup>e</sup> édition, janvier 2016 ;

- Sur l'effet base et l'effet taux, voir la note méthodologique de l'annexe 4 du guide statistique de la fiscalité locale 2010, octobre 2011.

Tous ces documents sont en ligne sur le site [www.collectivites-locales.gouv.fr](http://www.collectivites-locales.gouv.fr).

## DÉFINITIONS...

### TAXES « MÉNAGES »

► **Taxe d'habitation (TH)** : impôt direct perçu au profit des communes, des départements et des EPCI à fiscalité additionnelle ou mixte jusqu'en 2010, au profit du seul secteur communal y compris les EPCI à FPU à partir de 2011. Elle est due par l'occupant – au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition – d'un immeuble affecté à l'habitation, que ce soit à titre de résidence secondaire ou de résidence principale, et quelle que soit sa qualité : propriétaire ou locataire. La base brute de cette taxe est égale à la valeur locative cadastrale de l'immeuble occupé.

► **Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB)** : impôt direct perçu au profit de toutes les collectivités territoriales (instauration seulement en 2009 pour le département de Paris) et des EPCI à fiscalité additionnelle ou mixte. À partir de 2011, cet impôt n'est plus perçu par les régions mais peut être perçu par les EPCI à FPU. Cette taxe est due par le propriétaire d'immeuble au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition. La taxe est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée d'un abattement forfaitaire de 50 %.

► **Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB)** : impôt direct perçu au profit de toutes les collectivités territoriales (hors le département de Paris) et tous les EPCI à fiscalité additionnelle ou mixte jusqu'en 2010, et, à partir de 2011, au profit du seul secteur communal y compris les EPCI à FPU. Elle est due par le propriétaire du terrain au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition. La taxe est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée d'un abattement forfaitaire de 20 %.

► **Taxe foncière additionnelle sur les propriétés non bâties (TAFNB)** : impôt direct, créé en 2011, perçu au profit du seul secteur communal y compris les EPCI à FPU. Elle résulte du transfert de produit de TFNB des régions et départements vers le secteur communal. Son taux est définitivement fixé en 2011 à partir des taux 2010 votés par les départements et les régions. Seules les bases évoluent.

### IMPÔTS ÉCONOMIQUES

► **Taxe professionnelle (TP)** : impôt direct perçu au profit de toutes les collectivités territoriales sauf les communes rattachées à un EPCI à TPU ou mixte, les départements 75, 2A et 2B et la collectivité territoriale de Corse jusqu'en 2009. Elle était due par toute personne physique ou morale qui exerçait à titre habituel une activité professionnelle non salariée et non exonérée. La base d'imposition de la taxe professionnelle était constituée de la valeur cadastrale des locaux, de la valeur locative des équipements et biens mobiliers et d'une fraction des recettes des professions libérales employant moins de 5 salariés. La taxe professionnelle a été supprimée en 2010.

► **Compensation relais de la taxe professionnelle (CRTP)** : versement transitoire de l'année 2010 qui s'est substitué à la taxe professionnelle.

► **Contribution économique territoriale (CET)** : nouvel impôt créé en 2010 qui concerne toutes les entreprises. Il est composé de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

► **Cotisation foncière des entreprises (CFE)** : impôt destiné à partir de 2011 aux communes et aux groupements à fiscalité propre. Elle est assise sur les valeurs locatives des propriétés bâties et non bâties des entreprises.

► **Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)** : impôt dont le produit est partagé à partir de 2011 entre toutes les collectivités : 26,5 % pour le secteur communal, 48,5 % pour les départements et 25 % pour les régions.

► **Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)** : impôts qui taxent les grandes entreprises des réseaux d'énergie, de télécommunications et de transports. Leur produit est perçu par l'État en 2010, puis à compter de 2011 réparti entre les différentes collectivités selon les catégories d'installation.

► **Taxe sur les surfaces commerciales<sup>1</sup> (TASCOM)** : impôt perçu au profit des collectivités du secteur communal à compter de 2011. Elle est due par tous les commerces exploitant une surface de vente au détail dépassant 400 m<sup>2</sup> de surface de vente. Elle peut faire l'objet d'une modulation de coefficients à partir de 2012.

### AUTRES TAXES

► **Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)** : impôt direct facultatif, additionnel à la taxe foncière sur les propriétés bâties. Elle est due par tout propriétaire d'une propriété imposable à la taxe foncière sur les propriétés bâties dans une zone où les déchets sont collectés. Adossée à l'impôt sur le foncier bâti, la TEOM n'a pas de lien direct avec le coût réel du service ou le service rendu à l'utilisateur. À partir de 2014, certaines collectivités locales ont mis en œuvre une part incitative à la TEOM. Elle a pour but d'encourager la réduction et le tri des déchets des ménages en permettant de compléter l'assiette de la TEOM par une partie calculée en fonction du volume, du poids, du nombre d'enlèvements ou, le cas échéant, à titre transitoire pendant cinq ans, du nombre de personnes composant le foyer.

► **Redevance d'enlèvement des ordures ménagères ou redevance générale (REOM)** : redevance facultative. Les collectivités peuvent substituer à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), la redevance. Elle est calculée en fonction de l'importance du service rendu pour l'enlèvement des ordures ménagères et le redevable est l'utilisateur du service. Son instauration entraîne la suppression de la TEOM et de la redevance sur les campings. Ce mode de paiement a le mérite d'être proportionnel au service rendu et d'inciter les habitants à diminuer la quantité de déchets qu'ils produisent.

<sup>1</sup> Jusqu'en 2010, cette taxe était perçue au profit de l'État.

## ...DÉFINITIONS

### COMPENSATIONS ET DÉGRÈVEMENTS

► **Compensations** : allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser des pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidés par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend donc de décisions nationales. Les dotations de compensation dont bénéficient les collectivités locales, suite à la réforme de la fiscalité locale, ne sont pas comptabilisées dans les compensations.

► **Dégrèvements législatifs** : prise en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. L'État verse l'intégralité du produit correspondant au coût des dégrèvements aux collectivités locales.

► **Contributions brutes de l'État** : somme des compensations et des dégrèvements législatifs.

► **Participation au coût du dégrèvement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée (PVA)** : c'est une atténuation de la prise en charge du dégrèvement par l'État. En effet, à partir de 2007, les collectivités locales ont dû assurer une partie du coût du dégrèvement causée par l'augmentation des taux votés. Ce dégrèvement concernait les redevables de la taxe professionnelle, ils pouvaient en effet bénéficier d'un plafonnement de leur cotisation à 3,5 % de la valeur ajoutée.

► **Part des recettes fiscales prises en charge par l'État** : pour une taxe donnée, c'est le rapport de la somme des compensations et dégrèvements accordés au titre de cette taxe sur la somme des recettes fiscales des collectivités locales perçues au titre de cette taxe.

### VALEURS LOCATIVES ET TAUX D'IMPOSITION

► **Valeurs locatives cadastrales des propriétés bâties et non bâties** : elles constituent l'essentiel des bases brutes des taxes d'habitation et foncières (y compris la CFE), elles intervenaient également pour 16 % dans la composition des bases brutes de la taxe professionnelle. À la date de la révision foncière (pour les propriétés bâties : 1970, pour les propriétés non bâties : 1961 en métropole et 1975 dans les DOM), elles correspondaient au loyer annuel théorique que devait produire chaque propriété aux conditions du marché. Pour tenir compte de l'inflation et de l'évolution générale des loyers, elles ont fait l'objet d'une actualisation par département en 1980 et après 1980, de revalorisations annuelles nationales.

► **Taux moyen** : taux de prélèvement moyen calculé comme le rapport entre richesse prélevée et richesse imposable. Il est sensible à la variation des bases imposables. Son évolution retrace simplement la variation de la proportion de la matière imposable taxée.

► **Taux d'imposition moyen pour une taxe et un type de collectivité** : rapport de la somme des produits pour une taxe donnée par les collectivités d'un type donné sur la somme des bases correspondantes. Ce rapport est donné à titre indicatif, pour permettre aux collectivités de se situer par rapport à la moyenne nationale.

► **Taux d'imposition moyen pour une taxe « ménage » donnée et l'ensemble des collectivités** : rapport de la somme des produits pour une taxe donnée par l'ensemble des collectivités sur la somme des bases communales correspondant à cette taxe.

► **Effet base** : Évolution du produit liée à l'évolution des bases, c'est-à-dire évolution calculée à taux constants. Il est égal au rapport de la somme des produits des bases de l'année  $n$  par les taux de l'année  $n-1$  sur la somme des produits des bases de l'année  $n-1$  par les taux de l'année  $n-1$ .

► **Effet taux** : Évolution du produit liée à l'évolution des taux, c'est-à-dire évolution calculée à base constante. Il est égal au rapport de la somme des produits des bases de l'année  $n$  par les taux de l'année  $n$  sur la somme des produits des bases de l'année  $n$  par les taux de l'année  $n-1$ .

# Vue d'ensemble de la fiscalité locale en 2014

# 5-1

## IMPÔTS DIRECTS ET TAXES PERÇUS PAR LES COLLECTIVITÉS LOCALES EN 2014\* - FRANCE

(en milliards d'euros)

	Communes, groupements (y c. syndicats)	Départements	Régions	Total
<b>Contributions directes**</b>	<b>50,83</b>	<b>20,47</b>	<b>4,63</b>	<b>75,93</b>
<b>Produits des 3 taxes « ménages » (y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti)</b>	<b>38,39</b>	<b>12,49</b>	<b>-</b>	<b>50,88</b>
Taxe d'habitation	20,56	-	-	20,56
Taxe sur le foncier bâti	16,82	12,49	-	29,31
Taxe sur le foncier non bâti	1,01	-	-	1,01
<b>Produits des impôts économiques</b>	<b>12,44</b>	<b>7,98</b>	<b>4,63</b>	<b>25,05</b>
Cotisation foncière des entreprises	6,97	-	-	6,97
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises***	4,22	7,72	3,98	15,92
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)	0,53	0,26	0,65	1,45
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	0,71	-	-	0,71
<b>Autres contributions</b>	<b>20,45</b>	<b>22,70</b>	<b>9,40</b>	<b>52,55</b>
Taxes liées à l'urbanisme	0,84	0,37	0,20	1,40
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	6,36	-	-	6,36
Droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	2,02	7,86	-	9,88
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)****	-	6,49	4,89	11,39
Versement destiné aux transports en commun	7,22	-	-	7,22
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	-	6,74	-	6,74
Taxe sur les cartes grises	-	-	2,08	2,08
Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE)	1,50	0,71	-	2,21
Impôts et taxes d'outre-mer	0,86	0,24	0,51	1,61
Contribution au développement de l'apprentissage	-	-	1,43	1,43
Taxe sur les pylônes électriques	0,21	-	-	0,21
Taxes de séjour	0,25	0,01	-	0,26
Taxes sur les remontées mécaniques	0,04	0,02	-	0,05
Redevance des mines	0,01	0,01	-	0,02
Taxe sur les permis de conduire	-	-	0,003	0,003
Autres	1,16	0,25	0,29	1,70
<b>Total taxes</b>	<b>71,28</b>	<b>43,17</b>	<b>14,03</b>	<b>128,48</b>

\* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

\*\* Au sens des comptes 7311 des nomenclatures comptables des communes, départements et régions.

\*\*\* CVAE due + CVAE dégrèevée.

\*\*\*\* Y compris la TICPE Grenelle, et celle perçue à partir de 2014 pour le développement de l'apprentissage.

Sources : DGFIP (REI pour les contributions directes et comptes de gestion pour les autres contributions) et PLF 2016 ; calculs DGCL.

# 5-2 La fiscalité des trois taxes ménages : produits et taux moyens

## PRODUITS DES TROIS TAXES « MÉNAGES » DE 2011 À 2015 - FRANCE

(en millions d'euros)

		2011 <sup>(1)</sup>	2012	2013	2014 <sup>(2)</sup>	2015 <sup>(3)</sup>
<b>Secteur Communal</b> (y compris les syndicats à contributions fiscalisées)	<b>ensemble des 3 taxes</b>	<b>34 842</b>	<b>36 283</b>	<b>37 606</b>	<b>38 389</b>	<b>40 225</b>
	taxe d'habitation	18 733	19 525	20 248	20 556	21 679
	taxe sur le foncier bâti	15 148	15 776	16 356	16 820	17 507
	taxe sur le foncier non bâti*	961	982	1 002	1 014	1 040
<b>Communes</b>	<b>ensemble des 3 taxes</b>	<b>27 941</b>	<b>29 010</b>	<b>29 903</b>	<b>30 359</b>	<b>31 708</b>
	taxe d'habitation	12 886	13 403	13 785	13 864	14 616
	taxe sur le foncier bâti	14 277	14 813	15 313	15 684	16 263
	taxe sur le foncier non bâti*	778	793	805	811	830
<b>Groupements à fiscalité propre</b>	<b>ensemble des 3 taxes</b>	<b>6 700</b>	<b>7 067</b>	<b>7 486</b>	<b>7 811</b>	<b>8 303</b>
	taxe d'habitation	5 753	6 024	6 360	6 588	6 960
	taxe sur le foncier bâti	769	859	934	1 025	1 138
	taxe sur le foncier non bâti*	177	184	192	198	205
<b>Départements</b>	<b>taxe sur le foncier bâti</b>	<b>10 953</b>	<b>11 581</b>	<b>12 194</b>	<b>12 492</b>	<b>12 922</b>
<b>Ensemble des collectivités</b> (y compris les syndicats à contributions fiscalisées)	<b>ensemble des 3 taxes</b>	<b>45 796</b>	<b>47 864</b>	<b>49 800</b>	<b>50 882</b>	<b>53 147</b>
	taxe d'habitation	18 733	19 525	20 248	20 556	21 679
	taxe sur le foncier bâti	26 102	27 357	28 549	29 312	30 429
	taxe sur le foncier non bâti*	961	982	1 002	1 014	1 040

<sup>(1)</sup> 2011 : année de mise en place de la réforme de la fiscalité locale pour les collectivités locales.

<sup>(2)</sup> 2014 : année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

<sup>(3)</sup> 2015 : la taxe sur le foncier bâti des départements inclut celle de la métropole de Lyon (244,2 M€).

\* Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

## TAUX D'IMPOSITION MOYENS DES TROIS TAXES « MÉNAGES » DE 2011 À 2015 - FRANCE

(en %)

		2011 <sup>(1)</sup>	2012	2013	2014 <sup>(2)</sup>	2015 <sup>(3)</sup>
<b>Secteur Communal</b> (y compris les syndicats à contributions fiscalisées)	taxe d'habitation	23,76	23,84	23,88	23,95	24,19
	taxe sur le foncier bâti	19,89	20,04	20,11	20,20	20,52
	taxe sur le foncier non bâti*	48,55	48,79	48,93	48,53	49,15
	<b>Communes</b>	taxe d'habitation	16,35	16,36	16,26	16,15
	taxe sur le foncier bâti	18,74	18,82	18,82	18,84	19,06
	taxe sur le foncier non bâti*	41,53	41,65	41,68	41,27	41,75
<b>Groupements à fiscalité propre</b>	taxe d'habitation	8,57	8,59	8,51	8,44	8,54
	taxe sur le foncier bâti	2,84	2,79	2,68	2,66	2,72
	taxe sur le foncier non bâti*	7,07	7,17	7,17	7,19	7,32
<b>Départements</b>	taxe sur le foncier bâti	14,62	14,92	15,20	15,21	15,34
<b>Ensemble des collectivités</b> (y compris les syndicats à contributions fiscalisées)	taxe d'habitation	23,76	23,84	23,88	23,95	24,19
	taxe sur le foncier bâti	34,27	34,75	35,09	35,21	35,66
	taxe sur le foncier non bâti*	48,55	48,79	48,93	48,53	49,15

<sup>(1)</sup> 2011 : année de mise en place de la réforme de la fiscalité locale pour les collectivités locales.

<sup>(2)</sup> 2014 : année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

<sup>(3)</sup> 2015 : le taux moyen du foncier bâti départemental a été calculé en incluant les bases et les produits de la métropole de Lyon.

\* Non compris la taxe additionnelle au foncier non bâti.

Remarque : Pour chaque type de collectivité, les taux moyens sont calculés en divisant la somme de leurs produits théoriques (bases\*taux) par la somme de leurs bases. Pour l'ensemble des collectivités, ils sont calculés en rapportant l'ensemble des produits aux bases communales. Le taux d'imposition pour les communes et groupements est inférieur à la somme du taux des communes et du taux des groupements, car la base de ces derniers est en moyenne plus restreinte que celle des communes.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

# La fiscalité des trois taxes ménages : évolution du produit, effet base et effet taux **5-3**

## ÉVOLUTION DES PRODUITS DES TROIS TAXES « MÉNAGES » ENTRE 2014

ET 2015 - FRANCE

(EN %)

Type de collectivité	Taxe d'habitation	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Ensemble des 3 taxes ménages
<b>Évolution du produit</b>				
<b>Ensemble des collectivités*</b>	<b>5,49</b>	<b>3,84</b>	<b>2,64</b>	<b>4,49</b>
<b>Départements**</b>	-	<b>3,44</b>	-	<b>3,44</b>
<b>Ensemble du secteur communal*</b>	<b>5,49</b>	<b>4,14</b>	<b>2,64</b>	<b>4,83</b>
<b>Ensemble des communes***</b>	<b>5,41</b>	<b>3,68</b>	<b>2,49</b>	<b>4,44</b>
Communes isolées	4,41	3,90	15,22	4,21
Communes membres d'un EPCI à FA*****	5,37	3,61	1,53	4,42
Communes membres d'un EPCI à FPU*****	5,54	3,67	2,69	4,46
<b>Ensemble des EPCI à FP****</b>	<b>5,59</b>	<b>11,35</b>	<b>3,75</b>	<b>6,33</b>
EPCI à FA*****	8,25	6,18	4,49	7,13
EPCI à FPU*****	5,36	14,93	2,87	6,20

Type de collectivité	Effet base			
<b>Ensemble des collectivités*</b>	<b>4,40</b>	<b>2,56</b>	<b>1,84</b>	<b>3,29</b>
<b>Départements**</b>	-	<b>2,68</b>	-	<b>2,68</b>
<b>Ensemble du secteur communal*</b>	<b>4,40</b>	<b>2,46</b>	<b>1,84</b>	<b>3,49</b>
<b>Ensemble des communes***</b>	<b>4,38</b>	<b>2,44</b>	<b>1,93</b>	<b>3,31</b>
Communes isolées	3,18	1,92	10,51	2,64
Communes membres d'un EPCI à FA*****	4,61	2,76	1,09	3,64
Communes membres d'un EPCI à FPU*****	4,49	2,45	2,13	3,34
<b>Ensemble des EPCI à FP****</b>	<b>4,50</b>	<b>2,83</b>	<b>1,47</b>	<b>4,22</b>
EPCI à FA*****	4,77	2,83	1,12	3,71
EPCI à FPU*****	4,47	2,84	1,87	4,30

Type de collectivité	Effet taux			
<b>Ensemble des collectivités*</b>	<b>1,05</b>	<b>1,25</b>	<b>0,79</b>	<b>1,16</b>
<b>Départements**</b>	-	<b>0,74</b>	-	<b>0,74</b>
<b>Ensemble du secteur communal*</b>	<b>1,05</b>	<b>1,64</b>	<b>0,79</b>	<b>1,30</b>
<b>Ensemble des communes***</b>	<b>0,99</b>	<b>1,21</b>	<b>0,55</b>	<b>1,09</b>
Communes isolées	1,19	1,94	4,27	1,53
Communes membres d'un EPCI à FA*****	0,73	0,82	0,43	0,75
Communes membres d'un EPCI à FPU*****	1,00	1,19	0,55	1,09
<b>Ensemble des EPCI à FP****</b>	<b>1,05</b>	<b>8,28</b>	<b>2,25</b>	<b>2,02</b>
EPCI à FA*****	3,32	3,26	3,33	3,30
EPCI à FPU*****	0,84	11,76	0,98	1,82

\* Hors syndicats à contributions fiscalisées.

\*\* Y compris le foncier bâti de la Métropole de Lyon.

\*\*\* À fiscalité identique (36 129 communes).

\*\*\*\* Communes membres du même EPCI à FP (y compris Métropole de Lyon), à nature fiscale identique en 2014 et 2015 (35 082 communes appartenant à 2 066 EPCI).

\*\*\*\*\* FA : fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle avec ZAE, fiscalité additionnelle avec ZDE, fiscalité additionnelle avec ZAE et ZDE.

\*\*\*\*\* FPU : fiscalité professionnelle unique. L'importance de l'effet taux pour la taxe sur le foncier bâti des EPCI est liée à la mise en place de cette taxe dans les EPCI à FPU qui en étaient dépourvus l'année précédente (1 044 communes en 2015).

Remarque : en 2015, on recense 36 658 communes et 2 134 EPCI à FP en France (y compris métropole de Lyon).

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

# 5-4 La fiscalité des impôts économiques

## PRODUITS DES IMPÔTS ÉCONOMIQUES DE 2011 À 2015 - FRANCE

(en millions d'euros)

		2011 <sup>(1)</sup>	2012	2013	2014 <sup>(2)</sup>	2015 <sup>(3)</sup>
<b>Secteur communal</b>	<b>ensemble des impôts économiques</b>	<b>11 292</b>	<b>11 822</b>	<b>12 477</b>	<b>12 437</b>	<b>12 925</b>
	cotisation foncière des entreprises	6 327	6 662	6 935	6 974	7 234
(y compris les syndicats à contributions fiscalisées)	cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises*	3 890	4 024	4 325	4 218	4 406
	total des IFRER**	467	488	509	533	548
	taxe sur les surfaces commerciales	609	648	708	712	737
<b>Communes</b>	<b>ensemble des impôts économiques</b>	<b>2 792</b>	<b>2 811</b>	<b>2 705</b>	<b>2 307</b>	<b>2 384</b>
	cotisation foncière des entreprises	1 461	1 466	1 353	1 175	1 181
	cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises*	1 045	1 063	1 080	899	969
	total des IFRER**	155	148	143	128	129
	taxe sur les surfaces commerciales	132	134	129	105	104
<b>Groupements à fiscalité propre</b>	<b>ensemble des impôts économiques</b>	<b>8 466</b>	<b>8 981</b>	<b>9 750</b>	<b>10 112</b>	<b>10 526</b>
	cotisation foncière des entreprises	4 833	5 165	5 560	5 781	6 037
	cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises*	2 845	2 961	3 246	3 319	3 437
	total des IFRER**	312	340	366	404	419
	taxe sur les surfaces commerciales	477	514	579	608	633
<b>Départements</b>	<b>ensemble des impôts économiques</b>	<b>7 356</b>	<b>7 602</b>	<b>8 164</b>	<b>7 979</b>	<b>8 327</b>
	cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises*	7 130	7 363	7 916	7 720	8 064
	total des IFRER**	226	239	248	260	263
<b>Régions</b>	<b>ensemble des impôts économiques</b>	<b>4 317</b>	<b>4 438</b>	<b>4 736</b>	<b>4 634</b>	<b>4 814</b>
	cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises*	3 675	3 795	4 081	3 979	4 157
	total des IFRER**	643	643	655	655	657
<b>Ensemble des collectivités</b>	<b>ensemble des impôts économiques</b>	<b>22 966</b>	<b>23 862</b>	<b>25 377</b>	<b>25 050</b>	<b>26 066</b>
	cotisation foncière des entreprises	6 327	6 662	6 935	6 974	7 234
	cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises*	14 695	15 182	16 323	15 917	16 627
	total des IFRER**	1 336	1 370	1 412	1 447	1 467
	taxe sur les surfaces commerciales	609	648	708	712	737

\* CVAE due + CVAE dégrévée.

\*\* IFRER : impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux.

<sup>(1)</sup> 2011 : année de mise en place de la réforme de la fiscalité pour les collectivités locales.

<sup>(2)</sup> 2014 : année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

<sup>(3)</sup> 2015 : les impôts économiques de la métropole de Lyon (383,3 M€ pour la CVAE et 6,9 M€ pour les IFRER) sont ventilés entre le secteur communal et le niveau départemental en respectant leurs destinations ou leurs répartitions usuelles entre ces deux niveaux de collectivités (rapport OFL 2012, pages 158 et 159).

Source : DGFIR, REI ; calculs DGCL.

# Taxe et redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères **5-5**

## ÉVOLUTION DU PRODUIT DE LA TAXE ET DE LA REDEVANCE D'ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES DE 2011 À 2015 - FRANCE

(en millions d'euros)

	2011	2012	2013	2014*	2015
TEOM	5 896	6 088	6 254	6 356	6 553
dont part incitative de la TEOM*	-	-	-	2,9	8,1
REOM	601	629	656	698	n.d.
<b>TEOM + REOM</b>	<b>6 497</b>	<b>6 716</b>	<b>6 910</b>	<b>7 053</b>	<b>n.d.</b>

\* Instauration en 2014 de la part incitative à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

n.d. : non disponible.

Sources : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

### LA TEOM EN 2015

montants des bases, taux, produits

Base (M€)	70 544
Produit hors part incitative (M€)	6 545
Taux moyen (%)	9,28
Produit y compris part incitative (M€)	6 553
Taux moyen (%)	9,29

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

### ÉVOLUTION\* DE LA TEOM DE 2014 À 2015

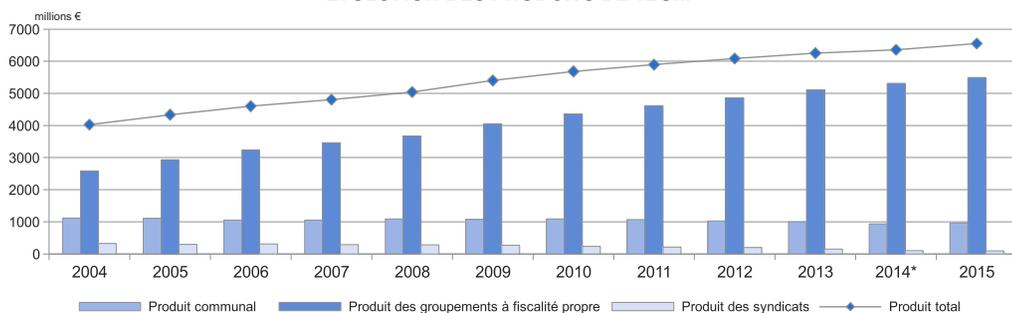
(en %)

Évolution du produit	Effet base	Effet taux
2,98	2,15	0,81

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

\* À champ constant : l'évolution est calculée pour les communes (23 820) qui prélèvent la TEOM, directement ou via un groupement en 2014 et en 2015, mais qui n'ont pas mis en place la part incitative à la TEOM. On recense 24 518 communes avec une TEOM en 2015.

### ÉVOLUTION DES PRODUITS DE TEOM



Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

### LES COMMUNES QUI PRÉLÈVENT LA TEOM OU LA REOM EN 2014\* (directement ou via un groupement)

FRANCE

Population des communes**	TEOM			REOM		
	Proportion de communes de la strate (en %)	Part dans la population de la strate (en %)	Produit par habitant (en euros)	Proportion de communes de la strate (en %)	Part dans la population de la strate (en %)	Produit par habitant (en euros)
moins de 200 hab.	59	61	83	38	36	92
de 200 à 500 hab.	65	65	82	31	31	84
de 500 à 2 000 hab.	68	69	89	28	28	82
de 2 000 à 3 500 hab.	74	74	101	22	22	84
de 3 500 à 5 000 hab.	80	80	109	16	15	90
de 5 000 à 10 000 hab.	84	85	108	11	11	93
de 10 000 à 20 000 hab.	90	90	114	6	6	106
de 20 000 à 50 000 hab.	95	95	111	2	1	105
de 50 000 à 100 000 hab.	94	95	126	1	1	97
de 100 000 à 300 000 hab.	97	98	121	3	2	96
plus de 300 000 hab.	100	100	177	-	-	-
<b>Ensemble</b>	<b>67</b>	<b>85</b>	<b>113</b>	<b>30</b>	<b>12</b>	<b>87</b>

\* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

\*\* population totale en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014 (millésimée 2011).

Remarque : l'ensemble des données ci-dessus a été ramené au niveau communal, que la taxe ou la redevance soit perçue au niveau communal ou au niveau intercommunal.

Sources : DGCL ; DGFiP.

# 5-6 Les contributions de l'État à la fiscalité directe locale

## COMPENSATIONS ET DÉGRÈVEMENTS LÉGISLATIFS AU TITRE DE LA FISCALITÉ DIRECTE LOCALE

(en millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014*
<b>Compensations**</b>					
Taxe d'habitation***	1 319	1 237	1 281	1 259	1 276
Taxe sur le foncier bâti	339	380	347	312	255
Taxe sur le foncier non bâti	382	192	191	190	181
Impôts économiques	1 076	641	531	549	362
<b>Total</b>	<b>3 117</b>	<b>2 450</b>	<b>2 350</b>	<b>2 310</b>	<b>2 074</b>
<b>Dégrèvements législatifs****</b>					
Taxe d'habitation	3 237	3 387	3 377	3 495	3 487
Taxes foncières	691	878	889	876	934
Impôts économiques	11 504	6 337	5 667	5 586	5 434
<b>Total</b>	<b>15 432</b>	<b>10 602</b>	<b>9 933</b>	<b>9 956</b>	<b>9 855</b>
<b>Contributions brutes de l'État</b>					
Taxe d'habitation	4 556	4 624	4 658	4 753	4 764
Taxes foncières	1 413	1 450	1 427	1 378	1 370
Impôts économiques	12 580	6 978	6 198	6 135	5 796
<b>Total</b>	<b>18 549</b>	<b>13 052</b>	<b>12 283</b>	<b>12 266</b>	<b>11 929</b>

## RECETTES\*\*\*\*\* AU TITRE DE LA FISCALITÉ DIRECTE LOCALE

(en millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014*
Taxe d'habitation	18 648	19 970	20 806	21 507	21 832
Taxes foncières	25 224	27 635	28 877	30 054	30 762
Impôts économiques	32 345	23 607	24 393	25 926	25 413
<b>Total</b>	<b>76 217</b>	<b>71 212</b>	<b>74 077</b>	<b>77 487</b>	<b>78 007</b>

## PART DES RECETTES\*\*\*\*\* PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT AU TITRE DE LA FISCALITÉ DIRECTE LOCALE

(en %)

	2010	2011	2012	2013	2014*
Taxe d'habitation	24,4	23,2	22,4	22,1	21,8
Taxes foncières	5,6	5,2	4,9	4,6	4,5
Impôts économiques*****	n.s.	29,6	25,4	23,7	22,8
<b>Total</b>	n.s.	19,4	17,6	15,8	15,3

\* Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

\*\* Y compris la CVAE exonérée compensée, non compris les dotations qui se substituent aux compensations de fiscalité directe locale supprimées à l'occasion de la réforme de 2011.

\*\*\* Suite à la réforme de la taxe sur les logements vacants en 2012, les collectivités qui percevaient la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) perçoivent désormais la taxe sur les logements vacants (TLV) ainsi qu'une compensation depuis 2013.

\*\*\*\* Y compris le dégrèvement barémique de la CVAE.

\*\*\*\*\* Recettes : produits perçus + compensations.

\*\*\*\*\* En 2010, les recettes contiennent pour l'essentiel la compensation relais de la taxe professionnelle versée de façon transitoire.

n.s. : non significatif.

Sources : DGFIP ; DGCL.

CHAPITRE

# 6

## LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT

<b>Présentation - Définitions</b>	64
<b>6-1</b> Vue d'ensemble des transferts financiers de l'État aux collectivités locales	66
<b>6-2</b> Les dotations et subventions de fonctionnement	67
<b>6-3</b> Les autres concours financiers de l'État	68

# Les concours financiers de l'État

## PRÉSENTATION

Les transferts financiers de l'Etat aux collectivités territoriales représentent 100,07 Md€ en 2016, un montant en baisse de 1,5 %. Ils se composent de trois ensembles : les concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales (51,96 Md€)<sup>(1)</sup>, les contreparties de divers dégrèvements d'impôts locaux et les subventions spécifiques versées par les ministères (13,48 Md€), ainsi que la fiscalité transférée et les ressources pour le financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage (34,63 Md€).

L'enveloppe des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales, au sens de l'article 14 de la loi de programmation pour les finances publiques, fait l'objet en 2016 d'une diminution de 2,66 Md€. Cet effort s'inscrit dans le cadre du plan d'économie de 50 Md€ prévu par la France entre 2015 et 2017 pour réduire son déficit budgétaire et se conformer à ses engagements européens. Les collectivités contribuent ainsi au redressement des finances publiques à hauteur de 451 M€ pour les régions, de 1148 M€ pour les départements, et de 2 071 M€ pour le bloc communal, dont 1 450 M€ pour les communes et 621 M€ pour les établissements publics de coopération intercommunale.

Les dotations et subventions de fonctionnement atteignent 33,8 Md€. Le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF), qui constitue la majeure partie de celles-ci, est de 33,2 Md€ (montant voté en loi de finances initiale pour 2016).

La DGF est répartie entre communes, groupements de communes, départements et régions. En 2016, les communes et groupements de communes perçoivent 57,68 % du total, soit 19,185 Md€. Les départements 29,15 % du total, soit 9,694 Md€ et les régions 13,17 % du total, soit 4,381 Md€.

Des écètements internes à la DGF permettent, comme les années précédentes, de faire progresser le niveau de certaines de ses composantes, notamment celles des dotations de péréquation. Elles augmentent notamment de 8,14 % pour le bloc communal, soit une progression de 297 M€ (dont 180 M€ pour la DSU et 117 M€ pour la DSR).

Les dotations et subventions d'équipement<sup>(2)</sup> représentent quant à elles 10,89 Md€, dont 6,05 Md€ attribués au fonds de compensation de la TVA (FCTVA).

Les transferts de compétences relatifs à l'acte II de la décentralisation ont été principalement compensés à l'aide d'un transfert de fiscalité aux collectivités locales. Les dotations finançant les transferts de compétences<sup>(3)</sup> s'élèvent à 3,1 Md€.

Enfin, le coût des divers dégrèvements législatifs s'élève à 11,24 Md€ en 2016.

<sup>(1)</sup> A l'enveloppe des concours financiers de l'Etat aux collectivités décrits dans le tableau 6.1, et correspondant au périmètre défini à l'article 14 de la loi de programmation pour les finances publiques 2014-2019 s'ajoutent les subventions pour travaux divers d'intérêt local, la rétrocession d'une part du produit des amendes de police et les soutiens du fonds emprunts structurés.

<sup>(2)</sup> Périmètre retenu : voir 6.3 « dotations et subventions d'équipement ».

<sup>(3)</sup> Le périmètre retenu inclut les dotations du 6.3 « financement des transferts de compétence », auxquelles s'ajoutent le FMDI et la TICPE Corse.

## ■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Consulter l'espace dédié aux dotations sur le site [www.collectivites-locales.gouv.fr](http://www.collectivites-locales.gouv.fr).

Les Collectivités locales en chiffres 2016 Chapitre 5.6 relatif aux contributions de l'État à la fiscalité directe locale.

## DÉFINITIONS

► **Les prélèvements sur recettes (PSR)** correspondent à la rétrocession d'un montant déterminé des recettes de l'État au profit des collectivités territoriales afin de couvrir les charges qui leur incombent ou de compenser des exonérations, des réductions ou des plafonnements d'impôts. Ces crédits ne transitent pas en tant que tels par le budget de l'État.

La DGF est, en masse, le principal PSR bénéficiant aux collectivités locales.

► **Les crédits budgétaires** relèvent principalement de la mission Relations avec les collectivités territoriales (DETR – cf. 6.3-, subventions spécifiques ...). Ils constituent soit des aides automatiques (par exemple la DGE des départements, qui correspond à un taux de concours sur les dépenses d'investissement réalisées par ces derniers) soit des aides décidées par les autorités de l'État.

► **Compensations** : allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser des pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidées par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend donc de décisions nationales.

► **Dégrèvements législatifs** : prise en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. L'État prend intégralement à sa charge le coût des dégrèvements et verse le produit correspondant aux collectivités locales.

► **Les transferts de compétences opérés depuis 1984** ont donné lieu à un transfert concomitant de ressources équivalentes au profit des collectivités territoriales concernées.

Ces ressources prennent soit la forme de fiscalité transférée comme c'est le cas avec les fractions de taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP devenue TICPE) ou de taxe spéciale sur les contrats d'assurance (TSCA) transférés aux départements et aux régions en compensation des transferts de compétences depuis 2005, soit la forme de dotations spécifiques, la dotation générale de décentralisation, la DGD formation professionnelle destinée à l'origine au financement des fonds régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle. Le périmètre de ces dotations peut évoluer avec le temps, ainsi 95 % de la DGD a été incluse dans la DGF en 2004. La DGD formation professionnelle a été remplacée en 2014 par un panier de ressources dynamique.

► **Dotation globale de fonctionnement (DGF)** : la dotation globale de fonctionnement, instituée par la loi du 3 janvier 1979, est un prélèvement sur recettes distribué aux collectivités locales.

► **La DGF des communes** est composée d'une dotation forfaitaire et des composantes liées à la péréquation.

La dotation forfaitaire comprenait jusqu'en 2014 la dotation de base liée au nombre d'habitants, la dotation proportionnelle à la superficie, le complément de garantie mis en place en 2005 à l'occasion de la réforme de la dotation forfaitaire, la dotation pour les communes situées au cœur d'un parc national ou d'un parc naturel marin et enfin les montants correspondant à la compensation de la suppression de la part « salaires » de la

taxe professionnelle et à la compensation des baisses de DCTP (dotation de compensation de la taxe professionnelle). À compter de 2015, ces composantes historiques sont fusionnées. La dotation forfaitaire des communes est désormais établie sur la base du montant calculé l'année précédente majoré de la part dynamique de la population.

Les dotations de péréquation sont au nombre de trois :

- la dotation de solidarité urbaine destinée aux communes urbaines défavorisées ;
- la dotation de solidarité rurale destinée aux communes rurales défavorisées ou confrontées à des charges de centralité ;
- la dotation nationale de péréquation destinée à réduire les inégalités de ressources fiscales.

► **La DGF des EPCI** est composée d'une dotation d'intercommunalité et d'une dotation de compensation.

La dotation d'intercommunalité est attribuée en fonction du nombre d'habitants, de la nature juridique du groupement, de son potentiel fiscal et de son intégration fiscale. Elle comprend une part péréquation (70 % du total) et une dotation de base (30 %).

La dotation de compensation correspond à la compensation de la suppression de la part « salaires » de la TP et à la compensation des baisses de DCTP (dotation de compensation de la taxe professionnelle).

► **La DGF des départements** est composée d'une dotation forfaitaire, d'une dotation de compensation, et de deux dotations de péréquation. Les dotations de péréquation sont la dotation de péréquation urbaine destinée aux départements urbains, et la dotation de fonctionnement minimale attribuée aux départements ruraux.

► **La DGF des régions**, créée en 2004 en regroupant certaines compensations fiscales, est composée d'une dotation forfaitaire et d'une dotation de péréquation.

► **La dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)** a été créée par l'article 179 de la loi de finances pour 2011. Elle résulte de la fusion de la dotation globale d'équipement des communes et de la dotation de développement rural (DDR).

► **La dotation globale d'équipement (DGE) des départements** a été créée par l'article 103 de la loi du 2 mars 1982.

► **La dotation de développement urbain** est devenue en 2015 la **dotation politique de la ville** conformément aux dispositions de la loi du 29 décembre 2014 de finances pour 2015. Cette dotation permet de financer des projets d'investissement ou des actions dans le domaine économique et social en lien avec les objectifs poursuivis par la politique de la ville.

► **Le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA)** assure aux collectivités locales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux, la compensation, à un taux forfaitaire, de la TVA dont elles s'acquittent pour leurs dépenses d'investissement.

# 6-1 Vue d'ensemble des transferts financiers de l'État aux collectivités locales

## LES TRANSFERTS FINANCIERS DE L'ÉTAT AUX COLLECTIVITÉS LOCALES (autorisations d'engagement en millions d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Prélèvements sur recettes (PSR)</b>					
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	41 390	41 505	40 121	36 607	33 222
Prélèvement sur les recettes au profit de la DGF	0				
Dotation spéciale instituteurs (DSI)	24	22	21	19	17
Dotation élu local	65	65	65	65	65
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) et départementale d'équipement des collèges (DDEC) et dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGES)	990	990	990	990	990
Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)	5 507	5 627	5 769	5 961	6 047
Reversement de taxe intérieure sur les produits pétroliers (TICPE) à la Corse	41	41	41	41	41
Fonds de solidarité en faveur des collectivités territoriales victimes de catastrophes naturelles <sup>(1)</sup>	0	10	10	5	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI)	500	500	500	500	500
Compensation des pertes de CET et de redevances des mines	59	52	25	25	25
Dotation unique des compensations spécifiques à la Taxe Professionnelle (DUCSTP)	447	370	292	193	163
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	1 848	1 831	1 751	1 826	1 637
Dotation pour transferts de compensation d'exonération de fiscalité directe locale	875	814	744	655	629
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants		4	4	4	4
Dotation de compensation de la réforme de la fiscalité à Mayotte			83	83	83
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires				7	7
Compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport					79
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)	3 368	3 429	3 324	3 324	3 324
Compensation DCRTP/GIR - Régularisation			23	0	0
Dotation de garantie des versements des fonds départementaux de taxe professionnelle	425	430	430	423	423
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés	40	3	1	0	0
<b>Total des prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>55 579</b>	<b>55 693</b>	<b>54 193</b>	<b>50 729</b>	<b>47 256</b>
<b>Mission Relations avec les collectivités territoriales (RCT)</b>					
Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)	616	616	616	815	815
Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements					800
Dotation globale d'équipement des départements (DGE)	224	219	219	219	216
Dotation générale de décentralisation (DGD)	1 525	1 527	1 544	1 614	1 615
Dotation politique de la ville (DPV, ex-DDU)	50	75	100	100	100
Dotation pour les titres sécurisés (DTS)	19	18	19	18	18
Dotation régisseur de police municipale	1	1	1	1	1
Dotation de solidarité en faveur de l'équipement des collectivités touchées par des événements climatiques ou géologiques <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	28
Fonds de soutien aux communes touchées par le redéploiement territorial des armées	0	10	0	0	0
Aide aux communes en difficulté	4	3	3	3	2
Dotations outre-mer	152	153	145	150	139
Travaux divers d'intérêt local (TDIL)	128	125	112	105	94
<b>Total mission RCT (hors crédits DGCL et FIPD) <sup>(3)</sup></b>	<b>2 718</b>	<b>2 746</b>	<b>2 758</b>	<b>3 025</b>	<b>3 828</b>
<b>Total concours financiers de l'Etat (hors TDIL) <sup>(4)</sup></b>	<b>58 169</b>	<b>58 315</b>	<b>56 840</b>	<b>53 648</b>	<b>50 990</b>
Subventions diverses des autres ministères <sup>(5)</sup>	1 975	1 607	2 598	2 366	2 242
Contrepartie de divers dégrèvements législatifs	10 285	9 805	9 745	10 612	11 241
Produit des amendes de police (part rétrocédée aux collectivités)	662	687	680	667	672
Fonds emprunts structurés (ETOX) <sup>(6)</sup>			50	100	200
<b>Total des transferts hors fiscalité transférée et formation professionnelle</b>	<b>71 219</b>	<b>70 539</b>	<b>70 025</b>	<b>67 498</b>	<b>65 439</b>
Fiscalité transférée (hors formation professionnelle)	27 451	27 475	31 140	31 268	31 745
DGD formation professionnelle <sup>(7)</sup>	1 702	1 451			
Panier de ressources au profit des régions dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle			901	915	955
Panier de ressources au profit des régions au titre de l'apprentissage	555	803	1 296	1 917	1 932
dont CAS FNDMA	555	555	1 119	1 491	1 491
<b>Total des transferts financiers de l'Etat aux collectivités territoriales</b>	<b>100 927</b>	<b>100 267</b>	<b>103 361</b>	<b>101 598</b>	<b>100 070</b>

Source : lois de finances initiales.

<sup>(1)</sup> Ce fonds a fusionné en 2016 avec l'ancien fonds calamités publiques, au sein de la dotation de solidarité en faveur de l'équipement des collectivités touchées par des événements climatiques ou géologiques, inscrite sur le programme 122 de la mission RCT

<sup>(2)</sup> Cette dotation est issue de la fusion du fonds calamités publiques inscrit sur le programme 122 et du fonds catastrophes naturelles financé par prélèvement sur recettes

<sup>(3)</sup> Le fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) est hébergé sur la mission RCT, mais ne constitue pas à proprement parler un concours financier de l'Etat aux collectivités locales

<sup>(4)</sup> Les TDIL appartiennent à la mission RCT mais ne sont pas compris dans l'enveloppe des concours financiers de l'Etat au sens de l'article 14 de la loi de programmation pour les finances publiques 2014-2019

<sup>(5)</sup> Le montant 2013 des subventions diverses des autres ministères dans un champ comparable à la LFI 2014 doit être majoré de 742 M€, qui correspondent aux contrats aidés qui sont financés par les collectivités et qui transitaient par l'Agence de services et de paiements.

<sup>(6)</sup> En crédits de paiement (CP)

<sup>(7)</sup> A compter de 2014, la DGD formation professionnelle a été remplacée par deux paniers de ressources dynamiques au profit des régions, l'un au titre de la formation professionnelle et composé d'une quote-part de TICPE et des frais de gestion de la TH, de la CVAE et de la CFE, l'autre au titre de l'apprentissage, composé du fonds régional de l'apprentissage qui comprend le CAS FNDMA, puis, à compter de 2015 une fraction de TICPE pour le financement de la prime à l'embauche, et, à compter de 2016, une fraction de TICPE pour les jeunes apprentis dans les TPE

# Les dotations et subventions de fonctionnement **6-2**

## DOTATIONS ET SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT

(montants votés en loi de finances initiale en millions d'euros)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Dotation globale de fonctionnement totale (hors abondements ponctuels)	41 265	41 390	41 505	40 121	36 607	33 222
Dotation spéciale instituteurs	26	24	22	21	19	17
Dotation élu local	65	65	65	65	65	65
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	500	500	500	500	500	500
<b>Total (y compris abondements ponctuels de la DGF)</b>	<b>41 971</b>	<b>41 979</b>	<b>42 092</b>	<b>40 707</b>	<b>37 191</b>	<b>33 804</b>

Source : lois de finances initiales.

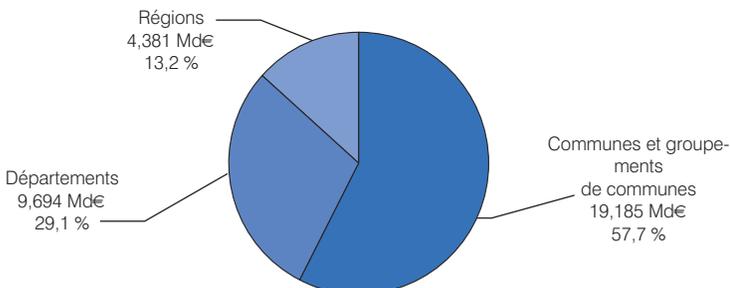
## RÉPARTITION DE LA DGF 2016

	DGF 2016 (en millions d'euros)	Évolution 2016-2015	
		en valeur	en %
<b>Communes et groupements de communes à fiscalité propre</b>	<b>19 185</b>	<b>-1 852</b>	<b>-8,80</b>
Dotation forfaitaire des communes <i>dont contribution au redressement des finances publiques</i>	8 478	-2 341	-21,64
		-1 450	
Dotation forfaitaire groupements touristiques	21	0	0,00
Dotation d'aménagement	10 687	490	4,80
Dotation d'intercommunalité <i>dont contribution au redressement des finances publiques</i>	1 569	-430	-21,50
		-621	
Dotation de compensation des EPCI	5 171	623	13,69
Dotation de solidarité urbaine	1 911	180	10,40
Dotation de solidarité rurale	1 242	117	10,40
Dotation nationale de péréquation	794	0	0,00
<b>Départements</b>	<b>9 694</b>	<b>-1 057</b>	<b>-9,83</b>
Dotation forfaitaire <i>dont contribution au redressement des finances publiques</i>	5 410	-1 076	-16,59
		-1 148	
Dotation de compensation	2 822	-1	-0,03
Dotation de péréquation urbaine	640	7	1,11
Dotation de fonctionnement minimale	823	13	1,61
<b>Régions</b>	<b>4 381</b>	<b>-444</b>	<b>-9,19</b>
Dotation forfaitaire <i>dont contribution au redressement des finances publiques</i>	4 188	-444	-9,58
		-451	
Dotation de péréquation	193	0	0,00%

Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

Note : l'écart entre le montant voté et le montant réparti s'explique par les prélèvements sur fiscalité et les préciputs opérés initialement sur la DGF.

## RÉPARTITION DE LA DGF ENTRE CATEGORIES DE COLLECTIVITÉS EN 2016



Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.

# 6-3 Les autres concours financiers de l'État

## DOTATIONS ET SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT

(montants votés en loi de finances initiale en millions d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016
Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)	616	616	616	815	815
Dotation exceptionnelle de soutien à l'investissement					800
Dotation globale d'équipement des départements	224	219	219	219	216
Fonds de compensation de la TVA	5 507	5 627	5 769	5 961	6 047
Produit des amendes forfaitaires de la circulation	662	687	680	667	672
Subventions de divers ministères (investissement + fonctionnement) <sup>(1)</sup>	1 975	1 607	2 598	2 366	2 242
Dotation politique de la ville (ex-DDU)	50	75	100	100	100
Fonds catastrophes naturelles <sup>(2)</sup>	0	10	10	5	0
Dotation de solidarité en faveur de l'équipement des collectivités touchées par des événements climatiques ou géologiques <sup>(3)</sup>					28
<b>Total</b>	<b>9 034</b>	<b>8 841</b>	<b>9 992</b>	<b>10 133</b>	<b>10 920</b>

Sources : lois de finances.

<sup>(1)</sup> Depuis 2006, la ventilation entre subventions de fonctionnement et subventions d'investissement n'est plus disponible.

<sup>(2)</sup> Ce fonds a fusionné en 2016 avec l'ancien fonds calamités publiques, au sein de la dotation de solidarité en faveur de l'équipement des collectivités touchées par des événements climatiques ou géologiques, inscrite sur le programme 122 de la mission RCT.

<sup>(3)</sup> Cette dotation est issue de la fusion du fonds calamités publiques inscrit sur le programme 122 et du fonds catastrophes naturelles financé par prélèvement sur recettes.

## FINANCEMENT DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES

(montants votés en loi de finances initiale en millions d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016
Dotation générale de décentralisation (hors Corse)	1 248	1 250	1 267	1 337	1 338
Dotation générale de décentralisation Corse	277	277	277	277	277
Dotation relative à la formation professionnelle	1 702	1 451	Remplacement par deux paniers de ressources dynamiques		
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) et départementale d'équipement des collèges (DDEC)	990	990	990	990	990
<b>Total</b>	<b>4 217</b>	<b>3 968</b>	<b>2 534</b>	<b>2 604</b>	<b>2 605</b>
<i>pour mémoire : fiscalité transférée <sup>(1)</sup></i>	<i>27 451</i>	<i>27 475</i>	<i>31 140</i>	<i>31 268</i>	<i>31 745</i>
<i>dont fiscalité transférée suite à la réforme de la taxe professionnelle</i>	<i>4 051</i>	<i>4 284</i>	<i>6 808</i>	<i>7 072</i>	<i>7 085</i>
<i>dont fiscalité transférée au titre de la formation professionnelle</i>			<i>1 019</i>	<i>1 317</i>	<i>1 396</i>

Sources : lois de finances.

<sup>(1)</sup> Depuis 2014, la fiscalité transférée au titre de la réforme de la fiscalité directe locale prend en compte le rebasage des taux de frais de gestion (TH, TFPB, TFPNB).

## COMPENSATIONS D'EXONÉRATIONS ET DE DÉGRÈVEMENTS LÉGISLATIFS

(montants votés en loi de finances initiale en millions d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016
Compensation des pertes de CET et de redevances des mines	59	52	25	25	25
Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle (DUCSTP)	447	370	292	193	163
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	1 848	1 831	1 751	1 826	1 637
Dotation pour transferts de compensation d'exonération de fiscalité directe locale	875	814	744	655	629
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants		4	4	4	4
Dotation de compensation de la réforme de la fiscalité à Mayotte			83	83	83
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires				7	7
Compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport					79
<b>Compensations d'exonérations</b>	<b>3 229</b>	<b>3 071</b>	<b>2 899</b>	<b>2 793</b>	<b>2 627</b>
<b>Contrepartie de divers dégrèvements législatifs</b>	<b>10 310</b>	<b>9 805</b>	<b>9 744</b>	<b>10 612</b>	<b>11 241</b>
<b>Total</b>	<b>13 539</b>	<b>12 876</b>	<b>12 643</b>	<b>13 405</b>	<b>13 868</b>

Sources : lois de finances.

CHAPITRE

# 7

## LES ÉLUS LOCAUX

**Présentation - Définitions**

70

**7-1** Les élus locaux

72

# Les élus locaux

## PRÉSENTATION

Le taux de féminisation des élus locaux progresse mais reste loin de la parité pour les fonctions de présidents ou de maires.

L'obligation de présenter une alternance stricte hommes/femmes aux élections régionales et aux élections municipales dans les communes de plus de 1 000 habitants se traduit respectivement par des taux de féminisation de 47,8 % et 48,1 %. Le taux de féminisation des conseillers départementaux est quant à lui de 50 %, traduisant mécaniquement l'obligation de présenter des binômes (hommes, femmes) sur les listes électorales.

Pour les fonctions de présidents et de maires, ce taux reste plus faible, même s'il progresse également. Ainsi, après les élections de 2010, il n'y avait que 7,7 % de femmes parmi les présidents de conseils régionaux ; cette proportion atteint maintenant 18 % après les élections de 2015. Le taux de féminisation des présidents de conseils départementaux passe de 6 % après les élections de 2011 à 8 % après celles de 2015.

Parmi les maires élus à la suite des dernières élections municipales de 2014, 16,1 % sont des femmes. Ce taux de féminisation a lui aussi légèrement progressé : il n'était que de 10,9 % après les élections de 2001 et de 13,9 % après les élections de 2008. Le taux de féminisation est le plus important dans les communes de moins de 500 habitants (17,9 %) pour baisser ensuite avec la taille de la commune ; il augmente à nouveau pour les communes de 100 000 habitants et plus (14,6 %, soit 6 femmes maires).

L'obligation d'alternance stricte hommes/femmes dans la présentation des listes électorales, qui s'appliquait auparavant aux communes de 3 500 habitants et plus aux élections de 2008, a été étendue aux communes de 1 000 habitants et plus pour les élections de 2014. Ainsi, après les élections de 2008, le taux de féminisation atteint 48 % pour les conseillers municipaux des communes de 1 000 habitants et plus, contre 35 % dans les communes de moins de 1 000 habitants.

Au lendemain de leur élection, près de la moitié des maires a plus de 60 ans. Plus de deux maires sur cinq sont retraités, les agriculteurs restant fortement représentés du fait du nombre des petites communes rurales. Par rapport à leur place dans la population, les cadres et professions intermédiaires sont surreprésentés parmi les élus, tandis que les employés et surtout les ouvriers sont sous-représentés.

Les élections municipales de mars 2014 ont débouché sur la reconduction de 60 % des maires, soit une proportion équivalente à celle des élections de mars 2008.

## ■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Ministère de l'Intérieur : [www.interieur.gouv.fr/sections/a\\_votre\\_service/elections/view](http://www.interieur.gouv.fr/sections/a_votre_service/elections/view)

Observatoire de la parité : [www.observatoire-parite.gouv.fr/parite-politique/travaux-de-l-observatoire/](http://www.observatoire-parite.gouv.fr/parite-politique/travaux-de-l-observatoire/)

## **DÉFINITIONS**

*Les données sont recueillies et traitées au ministère de l'Intérieur par le bureau des élections et des études politiques (direction de la modernisation et de l'action territoriale).*

► **Mandats** : il s'agit des mandats électifs tels qu'ils figurent dans le registre national des élus (RNE) au 1<sup>er</sup> février 2016.

► **Catégories socioprofessionnelles** : elles sont connues selon 65 postes pour la quasi-totalité des élus. Ces professions ont été reclassées selon la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) de l'Insee, agrégée en 8 postes. Il subsiste un nombre important de déclarations « autres professions » qui ne peuvent être reclassées. Par ailleurs, la ventilation de la population est disponible pour les plus de 15 ans, donc au-delà de la population éligible, et comprend de plus un grand nombre de personnes en formation (« autres sans activité professionnelle »).

# 7-1 Les élus locaux

## NOMBRE D'ÉLUS LOCAUX

Mandats	Effectifs	Taux de féminisation	Répartition par classe d'âge (en %)		
			moins de 40 ans	de 40 à 59 ans	60 ans et plus
<b>Conseillers régionaux et territoriaux</b>	<b>1 910</b>	47,8 %	19,4 %	59,2%	21,4%
<b>Conseillers départementaux</b>	<b>4 108</b>	50,0%	11,3%	57,1%	31,6%
<b>Conseillers communautaires</b>	<b>80 409</b>	33,3%	6,8%	48,7%	44,5%
<b>Conseillers municipaux</b>	<b>521 661</b>	40,3%	18,2%	52,6%	29,2%
Communes de moins de 1 000 habitants	307 463	34,8%	19,8%	52,0%	28,2%
Communes de 1 000 habitants et plus	214 198	48,1%	15,9%	53,5%	30,6%

Source : Ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques.

## TAUX DE FÉMINISATION DES PRÉSIDENTS DE CONSEILS ET DES MAIRES

	Taux de féminisation	
	Élection de 2010	Élection de 2015
<b>Présidents de conseils régionaux et territoriaux</b>	7,7 %	18,8 %
<b>Présidents de conseils départementaux</b>	6,1 %	8,2 %
<b>Présidents de conseils communautaires</b>	n.d.	8,0 %
<b>Maires selon la taille de la commune</b>	<b>Élection de 2008</b>	<b>Élection de 2014</b>
moins de 500 habitants	15,8 %	17,9 %
de 500 à moins de 1 000 habitants	13,1 %	15,4 %
de 1 000 à moins de 3 500 habitants	11,4 %	13,0 %
de 3 500 à moins de 10 000 habitants	10,2 %	13,1 %
de 10 000 à moins de 30 000 habitants	7,5 %	12,8 %
de 30 000 à moins de 100 000 habitants	11,7 %	11,0 %
100 000 habitants et plus	13,5 %	14,6 %
<b>Ensemble</b>	<b>13,9 %</b>	<b>16,1 %</b>

Source : Ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques.

n.d. non disponible.

## LA CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE DES ÉLUS LOCAUX

Catégorie socioprofessionnelle	Conseillers municipaux (élections de 2014)	Maires (élections de 2014)	Conseillers communautaires (élections de 2014)	Conseillers départementaux (élections de 2015)	Conseillers régionaux et territoriaux (élections de 2015)	Population de 15 ans et plus*
Agriculteurs exploitants	10,2 %	13,7 %	8,9 %	4,4 %	3,9 %	1,0 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	6,7 %	5,8 %	6,2 %	6,0 %	9,6 %	3,4 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	11,8 %	11,8 %	14,7 %	22,6 %	31,6 %	8,9 %
Professions intermédiaires	9,9 %	10,1 %	12,5 %	22,3 %	19,1 %	13,7 %
Employés	23,0 %	8,7 %	13,3 %	9,8 %	12,6 %	16,1 %
Ouvriers	7,5 %	3,0 %	3,1 %	0,3 %	1,3 %	12,2 %
Autres professions	3,1 %	2,2 %	2,9 %	4,9 %	5,3 %	44,7%
Retraités	24,2 %	42,5 %	35,6 %	22,3 %	11,4 %	
Autres sans activité professionnelle	3,6 %	2,2 %	2,8 %	7,5 %	5,2 %	
<b>Ensemble</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>

Source : Ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques.

\* Source : Insee, enquête Emploi 2014.

# LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

<b>Présentation - Définitions</b>	74
<b>8-1</b> La fonction publique territoriale au sein de la fonction publique	76
<b>8-2</b> Les effectifs des collectivités locales au 31 décembre 2014	77
<b>8-3</b> Les effectifs des collectivités locales par région	78
<b>8-4</b> Les collectivités locales par taille d'effectifs	79
<b>8-5</b> Les effectifs des collectivités selon le nombre d'habitants	80
<b>8-6</b> Les effectifs des collectivités par statut et catégorie hiérarchique	81
<b>8-7</b> Les effectifs des collectivités selon la filière	82
<b>8-8</b> Les effectifs des collectivités selon l'âge	83
<b>8-9</b> Les élections professionnelles dans la fonction publique territoriale	84

# La fonction publique territoriale

## PRÉSENTATION

Au 31 décembre 2014, on compte 1,98 million d'agents rémunérés sur emploi principal dans la fonction publique territoriale (FPT). Parmi eux, 1 468 000 agents sont titulaires, 364 200 sont contractuels, 86 800 agents bénéficient de contrats aidés et 62 400 relèvent d'autres statuts (assistants maternels et familiaux, apprentis, collaborateurs de cabinet). Par ailleurs, 48 600 agents occupent des postes dits secondaires dans les collectivités locales, soit des postes occupés par des agents ayant déjà une activité principale, dans la fonction publique ou dans le privé.

Entre fin 2013 et fin 2014, les effectifs de la FPT ont progressé de 1,5 % (y c. bénéficiaires de contrats aidés), après +2,0 % en 2013. Deux facteurs contribuent à l'augmentation d'ensemble. D'une part, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés a progressé de 19,5 % (+14 200 agents). D'autre part, les effectifs de la filière animation dans les communes et leurs groupements ont augmenté de 9,8 % (+10 100 agents), sous l'effet notamment de la généralisation des nouveaux rythmes scolaires. En dehors de ces deux effets, les effectifs de la fonction publique territoriale progressent seulement de 0,35 %. Les effectifs progressent dans tous les niveaux de collectivités. C'est dans les EPCI à fiscalité propre que la croissance est la plus soutenue (+4,0 %).

Les employeurs de la FPT sont nombreux : plus de 47 000, dont 11 % ne rémunèrent que des agents sur des emplois secondaires ou des contrats aidés. Ces employeurs englobent les collectivités territoriales stricto sensu (régions, départements et communes), leurs établissements associés ainsi que d'autres établissements publics locaux divers. Hors bénéficiaires de contrats aidés, les organismes communaux (les communes et leurs établissements associés) et les organismes intercommunaux concentrent plus des trois quarts des effectifs de la FPT et les organismes départementaux près de 20 %.

Les collectivités de plus de 350 agents (860 collectivités fin 2014) regroupent près de 60 % des effectifs (hors bénéficiaires de contrats aidés). À l'inverse, les collectivités qui emploient moins de 10 agents (plus de 32 600 fin 2014) ne totalisent que 5 % de l'ensemble des effectifs territoriaux.

Les trois quarts des agents de la FPT appartiennent à la catégorie C. Les agents de catégorie A représentent 9,5 % des effectifs territoriaux contre 28,9 % dans la fonction publique de l'État hors enseignants, et 31,0 % dans la fonction publique hospitalière (en 2013).

La filière technique et la filière administrative regroupent près de 70 % des effectifs territoriaux. Les autres filières emploient moins d'un agent sur trois. La répartition des emplois par filière varie fortement selon le niveau de collectivité : la filière technique est fortement présente dans les régions et la filière administrative l'est davantage dans les organismes départementaux.

Les fonctionnaires sont relativement plus âgés que les contractuels : près de 6 % des titulaires ont moins de 30 ans alors que cette proportion dépasse les 30 % chez les contractuels.

Dans la FPT, plus de trois agents sur cinq sont des femmes. Elles sont davantage présentes dans les organismes communaux et départementaux. Et la part des femmes dans les trois niveaux hiérarchiques est assez similaire.

Les dernières élections professionnelles dans la fonction publique ont eu lieu le 4 décembre 2014 (cf. 8.9), pour la première fois en même temps dans les trois versants.

**Les résultats relatifs à l'année 2014 présentés dans cette édition s'appuient sur des données provisoires mises à disposition par l'Insee en décembre 2015. Ils sont, par conséquent, susceptibles d'être révisés.**

## ■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Insee, *Informations Rapides* n° 303, décembre 2015, [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

*Rapport annuel sur l'état de la fonction publique. Édition 2015, en ligne sur le site de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), [www.fonction-publique.gouv.fr](http://www.fonction-publique.gouv.fr)*

« L'emploi dans la fonction publique territoriale en 2013 », *Bulletin d'informations statistiques* n° 107, décembre 2015, [www.collectivites-locales.gouv.fr](http://www.collectivites-locales.gouv.fr)

*Complément méthodologique suite à l'introduction du nouveau système d'information (SIASP) en ligne sur le site de la DGAFP, [www.fonction-publique.gouv.fr](http://www.fonction-publique.gouv.fr)*

## DÉFINITIONS

### Les trois versants de la fonction publique :

La fonction publique en France comprend trois composantes : fonction publique de l'État, territoriale et hospitalière. Dans le cadre d'un même statut général des fonctionnaires, chacune est régie par des dispositions particulières à caractère national.

Les emplois de la **fonction publique d'État (FPE)** se répartissent entre les administrations centrales de l'État et ses services déconcentrés.

La création de la **fonction publique territoriale (FPT)** (1984) a suivi les lois de décentralisation (1983) confiant aux collectivités locales la responsabilité de services d'intérêts locaux. La fonction publique territoriale regroupe l'ensemble des emplois des collectivités territoriales (la commune, le département, la région) et de leurs établissements publics.

La **fonction publique hospitalière (FPH)**, telle que définie par la loi du 9 janvier 1986, regroupe, à l'exception du personnel médical (médecins, biologistes, pharmaciens et orthodontistes), l'ensemble des emplois des établissements suivants :

- les établissements d'hospitalisation publics ;
- les maisons de retraite publiques ;
- les établissements publics ou à caractère public relevant des services départementaux de l'aide sociale à l'enfance ;
- les établissements publics pour mineurs ou adultes handicapés ou inadaptés ;
- les centres d'hébergement et de réadaptation sociale publics ou à caractère public.

### SIASP : système d'information sur les agents des services publics

Le système d'information sur les agents des services publics (SIASP) élaboré par l'Insee pour le suivi des trois versants de la fonction publique (territorial-FPT, de l'État-FPE et hospitalier-FPH) repose sur la mobilisation de sources administratives.

Il constitue l'équivalent pour le secteur public des déclarations annuelles de données sociales (DADS).

### Emploi principal et emploi secondaire :

Certains agents exercent deux (voire plusieurs) emplois dans la fonction publique. Il est fréquent, en particulier, qu'un agent d'une collectivité territoriale exerce une seconde activité dans une autre collectivité ou dans un autre versant de la fonction publique ou dans le secteur privé. L'un est l'emploi principal (en principe celui dont la rémunération est la plus élevée), l'autre, ou les autres, sont des emplois secondaires. Ce sont le plus souvent des agents contractuels qui sont concernés.

### EPA : établissements publics à caractère administratif

Le statut de recrutement des agents dans ces établissements est de droit public.

Sont notamment classés en EPA les universités, les établissements publics scientifiques et techniques, dont le personnel relève surtout de la FPE, les centres communaux d'action sociale, les organismes intercommunaux (FPT), les hôpitaux publics et les maisons de retraite publiques autonomes (FPH).

### Contrats aidés :

Un contrat aidé est un contrat de travail dérogeant au droit commun, pour lequel l'employeur bénéficie d'aides, qui peuvent prendre la forme de subventions à l'embauche, d'exonérations de certaines cotisations sociales ou d'aides à la formation. Le principe général est de diminuer, par des aides

directes ou indirectes, les coûts d'embauche et/ou de formation pour l'employeur. Ces emplois aidés sont, en général, accessibles prioritairement à des « publics cibles », telles les personnes « en difficulté sur le marché du travail » ou les jeunes. Dans le secteur non marchand, ils sont le plus souvent conclus par des associations, des collectivités territoriales ou des entreprises publiques.

### Les notions de cadre d'emplois et de filière :

La loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale définit ainsi le cadre d'emplois « Un cadre d'emplois regroupe les fonctionnaires soumis au même statut particulier, titulaires d'un grade leur donnant vocation à occuper un ensemble d'emplois. Chaque titulaire d'un grade a vocation à occuper certains des emplois correspondant à ce grade. Le cadre d'emplois peut regrouper plusieurs grades ».

La loi précise que les cadres d'emplois sont répartis en catégories hiérarchiques, désignées, en ordre décroissant, par les lettres A, B, C.

- A : fonctions de direction et de conception ;
- B : fonctions d'application et de maîtrise ;
- C : fonctions d'exécution.

La loi dispose que chaque cadre d'emplois est régi par un statut particulier, établi par décret en Conseil d'État.

Le statut particulier définit, pour chaque cadre d'emplois, la hiérarchie des grades, le nombre d'échelons dans chaque grade, les règles d'avancement d'échelon et de promotion au grade supérieur. Il présente un caractère national. Il est donc commun aux fonctionnaires des communes, des départements, des régions et de leurs établissements publics. Ce statut précise aussi les fonctions que peuvent exercer les fonctionnaires du cadre d'emplois.

Par commodité, ces cadres d'emplois sont regroupés en « filières », qui désignent le secteur d'activité commun à plusieurs d'entre eux (filière sportive, culturelle par exemple).

### Comité technique (CT) :

Un comité technique est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents, ainsi qu'auprès de chaque centre de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents. Les représentants titulaires et suppléants du personnel sont élus au scrutin de liste à un tour, à la proportionnelle avec attribution des restes à la plus forte moyenne. Les comités techniques sont consultés principalement sur des questions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services.

### Les centres de gestion :

Établissements publics à caractère administratif, les centres de gestion sont gérés par des élus des collectivités. Ils sont départementaux à l'exception de la région parisienne où deux centres interdépartementaux gèrent l'un la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne), l'autre la grande couronne (Val d'Oise, Essonne, Yvelines). Les centres de gestion ont pour mission la gestion du personnel territorial et regroupent obligatoirement les collectivités et leurs établissements employant moins de 350 agents et, de façon facultative, toute autre collectivité qui le souhaite.

# 8-1 La fonction publique territoriale au sein de la fonction publique

## EFFECTIFS DANS LES TROIS VERSANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE PAR STATUT AU 31 DÉCEMBRE

(en milliers)

	2012	2013	2014 <sup>(p)</sup>
<b>Total 3 versants FP</b>	<b>5 372,6</b>	<b>5 416,9</b>	<b>5 431,1</b>
<b>Total FPE</b>	<b>2 373,2</b>	<b>2 385,5</b>	<b>2 375,3</b>
dont fonctionnaires	1 538,9	1 529,4	n.d.
dont contractuels	351,8	370,4	n.d.
<b>Total FPT</b>	<b>1 862,4</b>	<b>1 878,7</b>	<b>1 894,7</b>
dont fonctionnaires	1 429,9	1 453,1	1 468,0
dont contractuels	369,7	362,8	364,2
<b>Total FPH</b>	<b>1 137,0</b>	<b>1 152,7</b>	<b>1 161,1</b>
dont titulaires	829,6	836,0	n.d.
dont contractuels	192,7	198,7	n.d.

<sup>(p)</sup> provisoire.

Sources : Insee, SIASP.

Champ : emplois principaux, tous statuts (y c. les assistants maternels et apprentis). Hors bénéficiaires de contrats aidés.

## ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DES TROIS VERSANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE

(en %)

	Évolution annuelle		
	moyenne entre fin 2002 et fin 2013	entre fin 2012 et fin 2013	entre fin 2013 et fin 2014 (p)
<b>Fonction publique de l'État</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,4</b>
<b>Fonction publique territoriale</b>	<b>2,6</b>	<b>0,9</b>	<b>0,8</b>
<b>Fonction publique hospitalière</b>	<b>1,6</b>	<b>1,4</b>	<b>0,7</b>
<b>Trois fonctions publiques</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,3</b>

<sup>(p)</sup> provisoire

Sources : Rapport annuel sur l'état de la fonction publique, édition 2015 pour les exercices 2012 et 2013.

Insee, Informations Rapides n° 303, décembre 2015 pour l'exercice 2014.

Champ : emplois principaux, tous statuts (y c. les assistants maternels et les apprentis). Hors bénéficiaires de contrats aidés.

FPE : France hors Mayotte.

FPT : France hors Mayotte.

FPH : France hors Mayotte, y c. internes et résidents, non-titulaires sur crédits de remplacement. Non compris les médecins libéraux.

# Les effectifs des collectivités locales **8-2** au 31 décembre 2014

## LES EFFECTIFS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

au 31 décembre	2012	2012/2013	2013	2013/2014	2014
<b>1 – Organismes communaux</b>	<b>1 155 846</b>	<b>0,4 %</b>	<b>1 160 602</b>	<b>0,6 %</b>	<b>1 168 114</b>
Communes de moins de 1 000 habitants	75 313		74 420		74 133
Communes de 1 000 à 1 999 habitants	61 360		61 185		61 380
Communes de 2 000 à 3 499 habitants	63 603		64 103		65 321
Communes de 3 500 à 4 999 habitants	52 959		52 434		52 160
Communes de 5 000 à 9 999 habitants	123 955		125 454		126 027
Communes de 10 000 à 19 999 habitants	134 160		134 030		134 905
Communes de 20 000 à 49 999 habitants	211 280		214 067		214 598
Communes de 50 000 à 79 999 habitants	88 634		87 899		88 523
Communes de 80 000 à 99 999 habitants	31 026		30 957		31 168
Communes de 100 000 habitants et plus	182 942		183 714		186 583
<b>Total des communes</b>	<b>1 025 232</b>	<b>0,3%</b>	<b>1 028 263</b>	<b>0,6%</b>	<b>1 034 798</b>
<b>Établissements communaux</b>	<b>130 614</b>	<b>1,3%</b>	<b>132 339</b>	<b>0,7%</b>	<b>133 316</b>
<b>2 – Organismes intercommunaux</b>	<b>257 847</b>	<b>3,4%</b>	<b>266 635</b>	<b>2,7%</b>	<b>273 884</b>
Communautés urbaines et métropoles	42 707	1,5%	43 339	-0,7%	43 027
Communautés d'agglomération	72 293	9,2%	78 949	6,6%	84 179
Communautés de communes	73 728	3,3%	76 157	4,4%	79 502
SAN***	2 294	-20,8%	1 816	-9,2%	1 649
<b>Total des EPCI* à fiscalité propre</b>	<b>191 022</b>	<b>4,8%</b>	<b>200 261</b>	<b>4,0%</b>	<b>208 357</b>
SIVOM	8 982	-4,8%	8 551	-2,0%	8 381
SIVU	25 290	-0,2%	25 251	-6,3%	23 667
Syndicats mixtes	30 401	0,1%	30 423	2,9%	31 299
Autres étab. publics intercommunaux	2 152	-0,1%	2 149	1,4%	2 180
<b>Total des groupements intercommunaux hors EPCI à fiscalité propre</b>	<b>66 820</b>	<b>-0,7%</b>	<b>66 362</b>	<b>-1,3%</b>	<b>65 509</b>
<b>3 – Organismes départementaux</b>	<b>360 356</b>	<b>0,5%</b>	<b>362 087</b>	<b>0,2%</b>	<b>362 819</b>
Départements	294 543	0,3%	295 336	0,0%	295 337
Établissements publics départementaux	65 813	1,4%	66 751	1,1%	67 482
<b>4 – Régions</b>	<b>81 682</b>	<b>-0,6%</b>	<b>81 189</b>	<b>0,4%</b>	<b>81 477</b>
<b>5 – Autres**</b>	<b>6 688</b>	<b>23,1%</b>	<b>8 233</b>	<b>1,6%</b>	<b>8 363</b>
<b>Total des emplois principaux hors bénéficiaires de contrats aidés (1)</b>	<b>1 862 419</b>	<b>0,9%</b>	<b>1 878 746</b>	<b>0,8%</b>	<b>1 894 657</b>
Bénéficiaires de contrats aidés (2)	50 429	44,0%	72 609	19,5%	86 804
<b>Total des emplois principaux (1) + (2)</b>	<b>1 912 848</b>	<b>2,0%</b>	<b>1 951 355</b>	<b>1,5%</b>	<b>1 981 461</b>
Emplois secondaires (3)	43 885	11,8%	49 080	-1,0%	48 585
<b>Total des emplois (1) + (2) + (3)</b>	<b>1 956 733</b>	<b>2,2%</b>	<b>2 000 435</b>	<b>1,5%</b>	<b>2 030 046</b>

\* Établissement public de coopération intercommunale.

\*\* OPHLM, caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

\*\*\* Transformation d'un SAN en communauté d'agglomération en 2013.

Strates construites avec les populations municipales millésimées 2012 et 2013.

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Tous statuts, y c. les assistants maternels et les apprentis.

## RÉPARTITION DES EFFECTIFS TERRITORIAUX PAR RÉGION SELON LE TYPE DE COLLECTIVITÉ

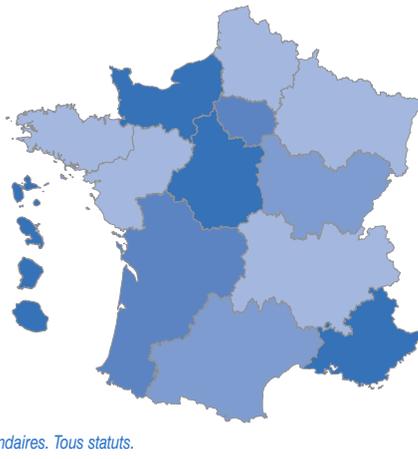
au 31 décembre	Effectifs			Structure en %		Répartition en % pour 2014					
	2013	2014	Évolution en %	Poids des titulaires	Poids de la catégorie C	Conseils généraux et régionaux	Communes et établissements communaux	Organismes inter-communaux	SDIS*	Autres**	Ensemble des collectivités
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	132 153	133 419	+1,0	74,1	75,5	22,5	51,0	22,4	2,9	1,1	100,0
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	184 503	186 894	+1,3	76,7	79,0	19,7	57,5	17,7	3,1	1,9	100,0
Auvergne-Rhône-Alpes	215 993	219 731	+1,7	74,6	75,2	19,2	61,4	15,2	3,1	1,1	100,0
Bourgogne-Franche-Comté	74 149	74 793	+0,9	75,7	76,1	25,2	53,1	17,4	2,9	1,4	100,0
Bretagne	92 632	94 680	+2,2	74,4	76,0	19,5	58,6	17,3	2,4	2,1	100,0
Centre-Val de Loire	69 264	69 915	+0,9	78,2	77,3	21,5	61,0	13,9	3,0	0,6	100,0
Corse	11 920	12 442	+4,4	81,7	81,5	33,8	47,3	12,9	4,9	1,0	100,0
Île-de-France	371 421	376 478	+1,4	72,4	72,4	15,4	75,4	6,5	1,5	1,2	100,0
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	187 132	189 836	+1,4	75,8	78,7	20,5	57,4	18,9	2,4	0,8	100,0
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	174 208	176 582	+1,4	70,8	78,7	21,5	59,2	15,3	3,3	0,8	100,0
Normandie	96 505	97 766	+1,3	74,0	78,1	21,0	56,0	19,4	2,6	1,0	100,0
Pays de la Loire	95 054	96 421	+1,4	79,5	75,9	18,3	61,5	16,4	2,8	1,1	100,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	165 450	167 971	+1,5	80,7	77,6	16,9	65,3	13,2	3,9	0,8	100,0
<b>Métropole</b>	<b>1 870 384</b>	<b>1 896 928</b>	<b>+1,4</b>	<b>75,1</b>	<b>76,3</b>	<b>19,4</b>	<b>62,0</b>	<b>14,8</b>	<b>2,7</b>	<b>1,2</b>	<b>100,0</b>
Guadeloupe	15 765	16 177	+2,6	81,6	87,1	19,7	69,8	7,4	2,7	0,5	100,0
Guyane	8 799	9 191	+4,5	59,9	83,8	32,7	58,2	3,4	3,0	2,7	100,0
Martinique	16 820	17 260	+2,6	64,3	78,8	23,6	66,3	6,8	2,1	1,2	100,0
La Réunion	39 587	41 905	+5,9	33,8	86,8	20,7	70,1	5,7	2,8	0,7	100,0
<b>Régions d'outre-mer</b>	<b>80 971</b>	<b>84 533</b>	<b>+4,4</b>	<b>52,0</b>	<b>84,9</b>	<b>22,4</b>	<b>68,0</b>	<b>6,0</b>	<b>2,7</b>	<b>1,0</b>	<b>100,0</b>
<b>France</b>	<b>1 951 355</b>	<b>1 981 461</b>	<b>+1,5</b>	<b>74,1</b>	<b>76,7</b>	<b>19,5</b>	<b>62,2</b>	<b>14,4</b>	<b>2,7</b>	<b>1,2</b>	<b>100,0</b>

\* SDIS : services départementaux d'incendie et de secours.

\*\* OPHLM, caisses de crédit municipal, régies, CNFPT, centres de gestion et autres EPA locaux.

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts, y c. les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et les apprentis.

TAUX D'ADMINISTRATION  
RÉGIONAL  
EN 2014

En EQTP pour 1 000 habitants

- De 21 à moins de 24
- De 24 à moins de 28
- De 28 à moins de 31
- De 31 à 41

Moyenne France : 27

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux et secondaires. Tous statuts.

EQTP : équivalents temps plein.

# Les collectivités locales par taille d'effectifs 8-4

## RÉPARTITION DES COLLECTIVITÉS LOCALES SELON LES EFFECTIFS EMPLOYÉS AU 31 DÉCEMBRE 2014

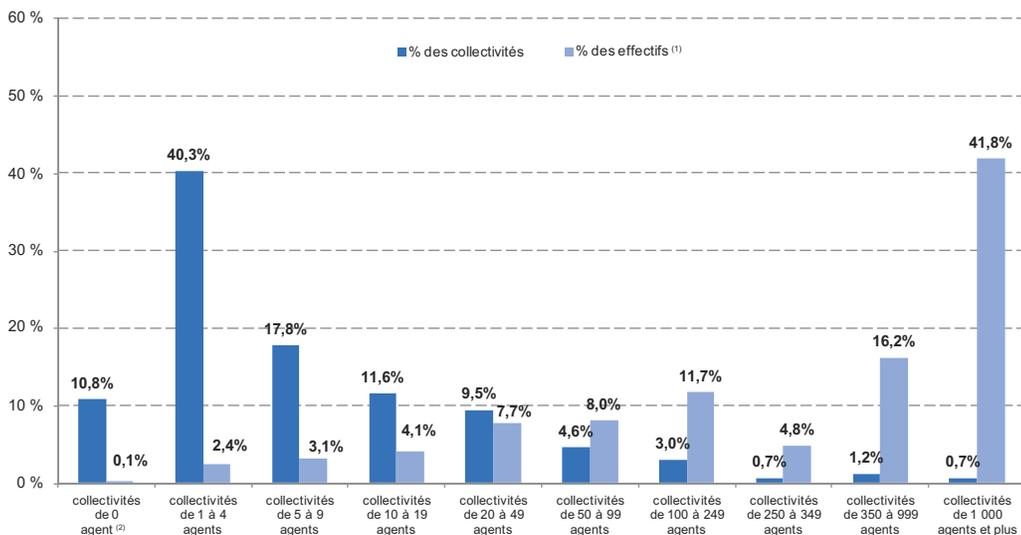
Taille de la collectivité en nombre d'agents sur emplois principaux hors bénéficiaires de contrats aidés	Nombre de collectivités*	Emplois principaux hors bénéficiaires de contrats aidés		Bénéficiaires de contrats aidés	Effectifs sur emplois secondaires
		Effectifs	En %		
Aucun agent	5 099	-	-	1 853	5 740
de 1 à 4 agents	19 070	41 636	2,2	6 373	6 774
de 5 à 9 agents	8 437	55 789	2,9	6 387	2 613
de 10 à 19 agents	5 476	73 639	3,9	7 469	2 063
de 20 à 49 agents	4 474	140 275	7,4	11 545	3 518
de 50 à 99 agents	2 158	149 723	7,9	9 562	3 495
de 100 à 249 agents	1 442	219 903	11,6	12 764	4 533
de 250 à 349 agents	308	90 987	4,8	3 975	1 867
de 350 à 999 agents	550	311 362	16,4	9 965	5 938
1 000 agents et plus	310	811 356	42,8	16 911	12 044
<b>Total</b>	<b>47 324</b>	<b>1 894 670</b>	<b>100,0</b>	<b>86 804</b>	<b>48 585</b>

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Tous statuts, y c. les assistants maternels et les apprentis.

\* Collectivités locales employant au moins un agent sur emploi principal, contrat aidé ou emploi secondaire.

## RÉPARTITION DES COLLECTIVITÉS EMPLOYEURS ET DES EFFECTIFS<sup>(1)</sup> PAR TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ EN 2014



Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte.

<sup>(1)</sup> Les effectifs comptabilisés sont les emplois principaux, les bénéficiaires de contrats aidés et les emplois secondaires. En revanche, la taille de la collectivité locale est appréciée par le nombre d'emplois principaux, hors bénéficiaires de contrats aidés.

<sup>(2)</sup> Ces collectivités n'ont aucun agent rémunéré sur emploi principal. Elles emploient soit des agents sur emplois secondaires, soit des bénéficiaires de contrats aidés.

# 8-5 Les effectifs des collectivités selon le nombre d'habitants

## COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS COMMUNAUX AYANT DES EFFECTIFS SUR EMPLOIS PRINCIPAUX AU 31 DÉCEMBRE 2014

Strate démographique de la commune*	Nombre de collectivités		Effectifs physiques moyens par collectivité		Taux d'administration en etp (pour 1 000 habitants)	
	Communes	Établissements communaux**	Communes	Établissements communaux**	Communes	Établissements communaux**
Communes de moins de 200 hab.	4 309	9	2	5	7,6	0,1
Communes de 200 à 499 hab.	9 278	63	3	10	6,5	0,2
Communes de 500 à 1 999 hab.	11 568	582	10	25	8,5	1,1
Communes de 2 000 à 3 499 hab.	2 191	469	33	27	10,9	1,8
Communes de 3 500 à 4 999 hab.	919	375	61	22	13,0	1,8
Communes de 5 000 à 9 999 hab.	1 121	725	120	25	15,5	1,9
Communes de 10 000 à 19 999 hab.	505	463	281	45	18,2	2,5
Communes de 20 000 à 49 999 hab.	327	357	678	74	20,2	2,3
Communes de 50 000 à 99 999 hab.	81	97	1 525	159	21,3	2,5
Communes de 100 000 à 299 999 hab.	36	50	2 711	288	16,0	2,3
Communes de 300 000 hab. et plus	5	26	18 409	462	18,8	2,4
<b>Ensemble des organismes communaux</b>	<b>30 340</b>	<b>3 216</b>	<b>36</b>	<b>44</b>	<b>15,0</b>	<b>1,9</b>

\* Populations municipales millésimées 2013.

\*\* Centres communaux d'action sociale (CCAS), Caisses des écoles (CDE).

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux.

Tous statuts y c. les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et les apprentis.

## DÉPARTEMENTS ET ÉTABLISSEMENTS DÉPARTEMENTAUX AU 31 DÉCEMBRE 2014

Strate démographique du département*	Nombre de collectivités		Effectifs moyens par collectivité		Taux d'administration en etp (pour 1 000 habitants)	
	Conseils généraux	Établissements départementaux**	Conseils généraux	Établissements départementaux**	Conseils généraux	Établissements départementaux**
Moins de 300 000 habitants	25	50	1 365	104	6,6	1,0
De 300 000 à 499 999 habitants	24	49	2 109	208	5,3	1,1
De 500 000 à 799 999 habitants	24	49	2 776	343	4,4	1,1
De 800 000 habitants et plus	26	46	5 596	774	4,1	1,0
<b>Ensemble des départements hors Mayotte et Paris</b>	<b>99</b>	<b>194</b>	<b>2 998</b>	<b>350</b>	<b>4,5</b>	<b>1,0</b>

\* Populations municipales millésimées 2013.

\*\* Établissements publics administratifs, services départementaux d'incendie (SDIS), centres de gestion et CNFPT.

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte et Paris. Emplois principaux.

Tous statuts y c. les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et les apprentis.

# Les effectifs des collectivités par statut et catégorie hiérarchique 8-6

## RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR STATUT ET CATÉGORIE SELON LE NIVEAU DE COLLECTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2014

(effectifs en milliers, taux en %)

		Organismes communaux	Organismes intercommunaux	Organismes départementaux	Organismes régionaux	Autres*	Total
<b>Fonctionnaires</b>							
A	Effectifs	57,7	25,8	43,1	7,3	1,1	134,8
	Taux de féminisation	64,0	53,3	66,9	59,7	44,0	62,5
B	Effectifs	102,8	34,1	72,4	4,5	0,7	214,4
	Taux de féminisation	61,7	56,3	72,2	64,4	54,6	64,4
C	Effectifs	737,7	146,8	171,5	59,8	2,2	1 118,0
	Taux de féminisation	61,2	47,2	46,5	57,4	54,0	56,9
n.d.	Effectifs	0,4	0,0	0,3	0,0	0,0	0,8
	Taux de féminisation	71,7	63,6	69,0	66,7	100,0	70,2
<b>Total</b>	<b>Effectifs</b>	<b>898,6</b>	<b>206,6</b>	<b>287,3</b>	<b>71,6</b>	<b>4,0</b>	<b>1 468,0</b>
	<b>Taux de féminisation</b>	<b>61,4</b>	<b>49,5</b>	<b>56,1</b>	<b>58,0</b>	<b>51,4</b>	<b>58,5</b>
<b>Contractuels et collaborateurs de cabinet</b>							
A	Effectifs	20,3	11,2	8,5	2,5	1,6	44,2
	Taux de féminisation	59,2	52,3	62,1	51,8	49,3	57,2
B	Effectifs	32,2	13,2	9,9	0,5	1,2	57,0
	Taux de féminisation	59,4	51,9	72,6	51,7	50,7	59,7
C	Effectifs	189,6	38,6	18,7	6,1	1,4	254,3
	Taux de féminisation	73,5	64,0	64,3	62,5	57,7	71,0
n.d.	Effectifs	8,0	1,5	0,9	0,3	0,2	11,0
	Taux de féminisation	70,6	53,1	69,8	49,3	41,5	67,0
<b>Total</b>	<b>Effectifs</b>	<b>250,2</b>	<b>64,5</b>	<b>38,0</b>	<b>9,4</b>	<b>4,4</b>	<b>366,5</b>
	<b>Taux de féminisation</b>	<b>70,4</b>	<b>59,3</b>	<b>66,1</b>	<b>58,6</b>	<b>51,9</b>	<b>67,5</b>
<b>Assistants maternels et familiaux</b>							
<b>Effectifs</b>		<b>12,6</b>	<b>1,4</b>	<b>36,1</b>	-	-	<b>50,0</b>
<b>Taux de féminisation</b>		<b>99,7</b>	<b>99,6</b>	<b>92,7</b>	-	-	<b>94,6</b>
<b>Bénéficiaires de contrats aidés</b>							
<b>Effectifs</b>		<b>64,5</b>	<b>12,4</b>	<b>8,4</b>	<b>1,3</b>	<b>0,2</b>	<b>86,8</b>
<b>Taux de féminisation</b>		<b>51,6</b>	<b>49,5</b>	<b>53,8</b>	<b>47,4</b>	<b>62,5</b>	<b>51,4</b>
<b>Apprentis</b>							
<b>Effectifs</b>		<b>6,8</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>10,1</b>
<b>Taux de féminisation</b>		<b>48,0</b>	<b>50,4</b>	<b>52,5</b>	<b>44,3</b>	<b>32,0</b>	<b>48,7</b>
<b>Total</b>							
A	Effectifs	78,0	36,9	51,6	9,8	2,7	179,0
	Taux de féminisation	62,8	53,0	66,1	57,6	47,2	61,2
B	Effectifs	135,0	47,3	82,3	5,0	1,8	271,4
	Taux de féminisation	61,2	55,1	72,3	63,0	52,2	63,4
C	Effectifs	1 011,2	200,5	236,1	67,7	3,8	1 519,3
	Taux de féminisation	63,3	51,0	55,3	57,5	55,6	60,1
n.d.	Effectifs	8,5	1,6	1,2	0,3	0,2	11,8
	Taux de féminisation	70,7	53,3	69,6	50,0	41,8	67,2
<b>Total</b>	<b>Effectifs</b>	<b>1 232,6</b>	<b>286,3</b>	<b>371,2</b>	<b>82,8</b>	<b>8,5</b>	<b>1 981,5</b>
	<b>Taux de féminisation</b>	<b>63,1</b>	<b>51,9</b>	<b>60,6</b>	<b>57,9</b>	<b>51,9</b>	<b>60,7</b>

\* OPHLM, Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

Note de lecture : Dans les organismes communaux, sur 898,6 milliers d'agents fonctionnaires 57,7 mille appartiennent à la catégorie A. Parmi eux on dénombre 64,0 % de femmes.

n.d. : catégorie hiérarchique non déterminée.

Source : Insee, SIASP

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux.

# 8-7 Les effectifs des collectivités selon la filière

## RÉPARTITION ET ÉVOLUTION DES EFFECTIFS PAR FILIÈRE ENTRE FIN 2013 ET FIN 2014

	Organismes communaux	Organismes intercommunaux	Organismes départementaux	Organismes régionaux	Autres*	Total	Évolution 2013/2014
Administrative	247 324	65 214	93 272	17 161	2 877	425 848	0,5
Animation	95 920	15 926	1 090	13	569	113 518	9,8
Culturelle	51 580	19 219	7 426	384	2 705	81 314	1,8
Incendie et secours	208	67	39 695	ns	-	39 972	1,5
Médico-sociale	55 995	7 763	20 465	20	106	84 349	0,4
Médico-technique	903	196	1 583	ns	ns	2 686	-0,2
Police municipale	21 302	683	14	-	-	21 999	0,5
Sociale	121 743	17 567	37 329	85	62	176 786	1,1
Sportive	13 246	5 697	497	14	23	19 477	-0,7
Technique	527 562	136 564	119 695	62 811	1 784	848 416	0,0
Autres cas **	11 433	1 959	3 913	330	222	17 857	-2,0
<b>Total</b>	<b>1 147 216</b>	<b>270 855</b>	<b>324 979</b>	<b>80 822</b>	<b>8 350</b>	<b>1 832 222</b>	<b>0,9</b>

\* OPHLM, caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

\*\* Emplois de cabinet et autres agents non classables dans une filière.

ns : non significatif

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux, hors bénéficiaires de contrats aidés, assistants maternels et apprentis.

Note : Les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et familiaux et les apprentis font l'objet d'un classement spécifique au sein de la nomenclature des emplois territoriaux. Ils ne sont pas pris en compte dans cette répartition.

## POIDS DES FONCTIONNAIRES PAR FILIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2014

(en %)

	Organismes communaux	Organismes intercommunaux	Organismes départementaux	Organismes régionaux	Autres*	Total
Administrative	84,5	78,3	87,4	80,5	48,7	83,8
Animation	51,1	58,4	57,7	61,5	51,7	52,2
Culturelle	67,0	70,9	70,7	86,2	49,9	67,8
Incendie et secours	29,3	16,4	99,6	-	-	99,1
Police municipale	96,9	95,3	78,6	-	-	96,8
Sociale	77,3	65,0	85,5	25,9	46,8	77,8
Sportive	76,7	65,4	80,7	92,9	56,5	73,5
Technique	83,4	81,5	89,3	91,3	48,7	84,4
Médico-sociale	71,4	69,5	82,9	25,0	18,5	74,0
Médico-technique	40,2	43,4	88,4	100,0	-	68,8
Autres cas**	7,8	4,6	63,3	6,4	0,5	18,9
<b>Total</b>	<b>78,2</b>	<b>76,2</b>	<b>88,3</b>	<b>88,4</b>	<b>47,6</b>	<b>80,0</b>

\* OPHLM, caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

\*\* Emplois de cabinet et autres agents non classables dans une filière.

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux, hors bénéficiaires de contrats aidés, assistants maternels et apprentis.

Note : Les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et familiaux et les apprentis font l'objet d'un classement spécifique au sein de la nomenclature des emplois territoriaux. Ils ne sont pas pris en compte dans cette répartition.

# Les effectifs des collectivités locales selon l'âge **8-8**

## RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR ÂGE AU 31 DÉCEMBRE 2014

	Organismes communaux			Organismes intercommunaux			Organismes départementaux			Organismes régionaux			Autres*			Total		
	Fonctionnaires		Total	Fonctionnaires		Total	Fonctionnaires		Total	Fonctionnaires		Total	Fonctionnaires		Total	Fonctionnaires		Total
	Contractuels			Contractuels			Contractuels			Contractuels			Contractuels			Contractuels		
Moins de 25 ans	1,0	17,3	<b>4,6</b>	1,1	12,5	<b>3,8</b>	0,7	11,1	<b>1,9</b>	0,3	5,8	<b>0,9</b>	1,9	8,1	<b>5,2</b>	<b>1,0</b>	<b>15,4</b>	<b>3,8</b>
De 25 à 29 ans	4,8	14,5	<b>6,9</b>	5,8	16,4	<b>8,3</b>	4,5	18,6	<b>6,1</b>	2,3	12,2	<b>3,4</b>	5,8	14,1	<b>10,2</b>	<b>4,8</b>	<b>15,2</b>	<b>6,8</b>
De 30 à 39 ans	18,7	21,7	<b>19,4</b>	24,3	26,5	<b>24,8</b>	22,5	24,2	<b>22,7</b>	13,6	23,1	<b>14,7</b>	21,4	29,2	<b>25,5</b>	<b>20,0</b>	<b>23,0</b>	<b>20,6</b>
De 40 à 49 ans	33,7	22,7	<b>31,3</b>	34,3	23,5	<b>31,7</b>	33,2	22,4	<b>31,9</b>	37,9	30,7	<b>37,1</b>	31,8	24,7	<b>28,1</b>	<b>33,9</b>	<b>23,0</b>	<b>31,7</b>
De 50 à 54 ans	19,3	10,1	<b>17,3</b>	16,5	9,4	<b>14,8</b>	17,9	9,2	<b>16,9</b>	21,9	13,0	<b>20,9</b>	15,6	10,2	<b>12,8</b>	<b>18,8</b>	<b>10,0</b>	<b>17,0</b>
De 55 à 59 ans	16,6	8,3	<b>14,8</b>	13,6	7,6	<b>12,2</b>	15,7	8,2	<b>14,9</b>	17,6	9,7	<b>16,7</b>	14,7	7,8	<b>11,1</b>	<b>16,0</b>	<b>8,2</b>	<b>14,5</b>
60 ans et plus	5,8	5,4	<b>5,7</b>	4,4	4,0	<b>4,3</b>	5,4	6,3	<b>5,5</b>	6,4	5,4	<b>6,3</b>	8,7	5,8	<b>7,2</b>	<b>5,5</b>	<b>5,3</b>	<b>5,5</b>
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

\* OPHLM, caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

Source : Insee, SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux, hors bénéficiaires de contrats aidés, assistants maternels et apprentis.

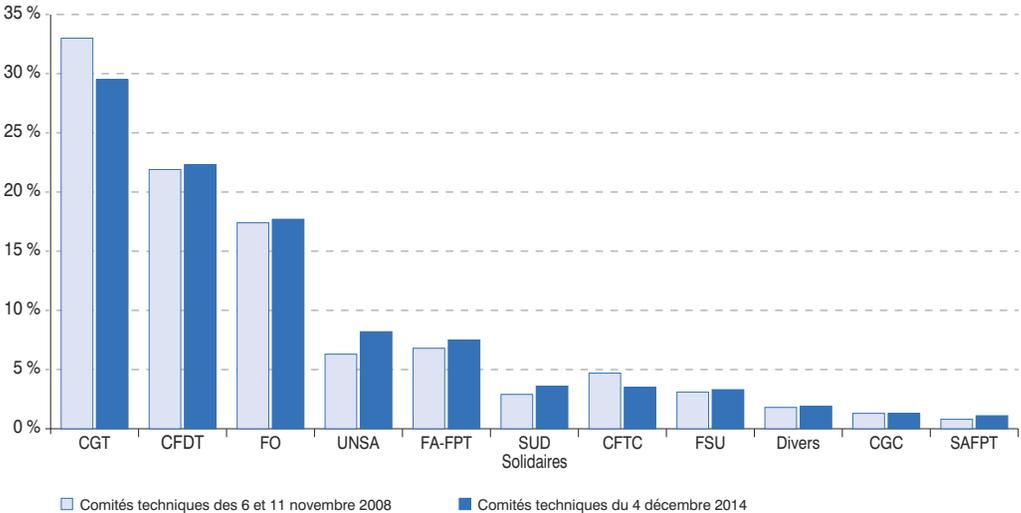
## RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DANS LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

	Comités techniques 6 et 11 novembre 2008		Comités techniques 4 décembre 2014	
	Suffrages exprimés	%	Suffrages exprimés	%
Inscrits*	1 695 934		1 892 961	
Votants	1 001 485	59,1	1 039 382	54,9
Suffrages exprimés	949 571		988 630	
CFDT	207 949	21,9	220 777	22,3
CFTC	44 705	4,7	34 787	3,5
CGC	11 902	1,3	12 689	1,3
CGT	313 032	33,0	291 964	29,5
FA-FPT	65 016	6,8	73 858	7,5
FO	165 470	17,4	175 129	17,7
FSU	29 860	3,1	32 788	3,3
SAFPT	7 441	0,8	11 040	1,1
SUD Solidaires	27 762	2,9	35 697	3,6
UNSA	59 381	6,3	80 723	8,2
Divers	17 054	1,8	19 178	1,9

Source : DGCL.

\* En 2014, les électeurs relevant des administrations parisiennes (76 000) sont comptabilisés dans les inscrits. Ils ne le sont pas en 2008.

## RÉSULTATS AUX ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DANS LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE



Source : DGCL.

CHAPITRE

# 9

## ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

<b>Présentation - Définitions</b>	86
<b>9-1</b> Le contexte européen	88
<b>9-2</b> Le contexte régional	90
<b>9-3</b> Le contexte départemental	92

# Éléments de contexte

## PRÉSENTATION

En 2014, le PIB par habitant de la France est supérieur de 7 % à la moyenne européenne, correction faite des différences de niveaux de prix. La France occupe le 11<sup>ème</sup> rang en Europe, entre le Royaume-Uni et l'Italie tandis que les pays nouvellement adhérents se situent à des niveaux sensiblement en-deçà de la moyenne des 28 pays membres de l'Union européenne.

Alors que la France représente 13 % de la population de l'Europe à 28, elle compte plus de 30 % des structures territoriales existantes du niveau de la commune.

La France se caractérise par un haut niveau de la dépense publique exprimé en pourcentage de son produit intérieur brut (PIB). Avec plus de 57 %, elle se situe nettement au-dessus de la moyenne européenne (48,2 %) à un niveau proche de celui de la Finlande et du Danemark. Ceci est dû au niveau de dépense des administrations de sécurité sociale (27 % du PIB) : hormis celles-ci, la dépense publique devient inférieure à la moyenne européenne.

Les dépenses des administrations locales représentent en France 11,8 % du PIB en 2014. Ce taux est inférieur à la moyenne européenne (15,9 % y compris dépenses des Etats fédérés) et à celui d'autres grands pays, notamment ceux d'organisation fédérale : la proportion par rapport au PIB des dépenses des administrations locales et des entités fédérées s'élève ainsi à 14,7 % en Italie pour atteindre jusqu'à 20,8 % en Allemagne et 21,7 % en Espagne.

## ■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Les données détaillées et les métadonnées sont disponibles sur le site d'Eurostat <http://ec.europa.eu/eurostat/data/browse-statistics-by-theme> thème « Économie et finances », rubriques « Comptes nationaux (PIB compris) » et « Statistiques sur les finances publiques », thème « Population et conditions sociales », rubrique « Population ».

Pour la liste des régions statistiques européennes, voir : <http://ec.europa.eu/eurostat/web/nuts/overview>

Les comptes des administrations publiques sont établis selon les méthodes du Système européen des comptes nationaux (SEC 2010).

## DÉFINITIONS

### ► Le PIB (produit intérieur brut)

Le PIB (produit intérieur brut) et le PIB par habitant sont des indicateurs de la production d'un pays ou d'une région en termes d'activité économique totale. Il reflète la valeur totale de tous les biens et services produits, diminué de la valeur des biens et services utilisés dans la consommation intermédiaire pour leur production. En exprimant le PIB en SPA (standards de pouvoir d'achat), on élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PIB en volume entre les pays. Le PIB n'équivaut pas au revenu dont disposent en définitive les ménages d'une région.

L'indice de volume du PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) est exprimé par rapport à la moyenne de l'Union européenne (EU-28) fixée à 100. Il est à noter que l'indice, calculé à partir des chiffres en SPA et exprimé par rapport à EU28 = 100, est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

### ► Le SPA (standard de pouvoir d'achat)

Le SPA (standard de pouvoir d'achat) est une monnaie artificielle faisant apparaître les écarts entre les niveaux de prix nationaux. Cette unité permet des comparaisons en volume significatives des indicateurs économiques entre les pays. Les agrégats exprimés en SPA sont calculés en divisant les agrégats à prix courants et en monnaie nationale par les parités de pouvoir d'achat (PPA) respectives.

### ► Nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS)

La NUTS 2013, entrée en vigueur au 1er janvier 2015, fournit une ventilation uniforme et cohérente des unités territoriales pour la production des statistiques régionales de l'UE. La NUTS, qui privilégie les découpages institutionnels et les unités régionales à caractère général, est une classification à trois niveaux.

Sans tenir compte des communes, la structure administrative des États membres repose en général sur deux niveaux principaux (Länder et Kreise en Allemagne, régions et départements en France, Comunidades autonomas et provincias en Espagne, regioni et province in Italie, etc.).

À un niveau plus détaillé, on trouve les districts et les communes. Il s'agit des "unités administratives locales" (UAL). Deux niveaux d'unités administratives locales ont été définis. Le niveau UAL supérieur, est défini pour la majorité des pays, mais pas pour tous. Le deuxième niveau UAL (autrefois NUTS niveau 5) consiste en environ 115 000 communes ou unités équivalentes dans les 28 États Membres de l'UE (situation 2013).

### ► Les administrations publiques

Le secteur des administrations publiques comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Le PIB utilisé comme dénominateur est le produit intérieur brut aux prix courants du marché.

### ► Dépenses totales des administrations publiques

Les dépenses des administrations publiques sont définies dans le SEC2010 § 8.100 et chapitre 20 en référence à une liste de catégories : consommation intermédiaire, formation brute de capital, rémunération des salariés, autres impôts sur la production, subventions à payer, revenus de la propriété, impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature, transferts sociaux en nature correspondant aux dépenses consacrées à l'achat de produits fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands, autres transferts courants, ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension, transferts de capital à payer et acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits.

### ► Formation brute de capital fixe des administrations publiques

La formation brute de capital fixe des administrations publiques (SEC2010 code P51g) est constituée par les acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents au cours de la période de référence, plus certains ajouts à la valeur d'actifs non produits découlant de l'activité de production des unités productives ou institutionnelles. Les actifs fixes sont des actifs produits utilisés dans des processus de production pendant plus d'un an.

### ► Dette publique - Dette brute consolidée des administrations publiques

La dette publique est définie (dans le Traité de Maastricht) comme la dette brute consolidée des administrations publiques en valeur nominale, c'est-à-dire le passif exigible des administrations publiques dans les comptes suivants : les numéraires et dépôts, les titres autres qu'action et les crédits. Les données de base sont exprimées en monnaie nationale, convertie en euro en utilisant les taux de change de fin d'année fournis par la Banque Centrale Européenne (BCE).

# 9-1 Le contexte européen

## DONNÉES ÉCONOMIQUES, TERRITORIALES ET DÉMOGRAPHIQUES

	PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) (EU-28 = 100)		Découpages territoriaux			Population en millions d'habitants (au 1 <sup>er</sup> janvier)
	2013	2014	NUTS 2 régions 2014	NUTS 3 départements 2014	UAL 2 communes au 01/01/2013	2015
Allemagne	122	124	38	412	11 275	81,2
Autriche	131	130	9	35	2 354	8,6
Belgique	120	119	11	44	589	11,3
Bulgarie	46	47	6	28	5 278	7,2
Chypre	84	82	1	1	614	0,8
Croatie	60	59	2	21	556	4,2
Danemark	126	125	5	11	2 331	5,7
Espagne	91	91	19	59	8 117	46,4
Estonie	74	74	1	5	226	1,3
Finlande	113	110	5	19	320	5,5
<b>France</b>	<b>109</b>	<b>107</b>	<b>27</b>	<b>101</b>	<b>36 681</b>	<b>66,4</b>
Grèce	72	72	13	51	326 <sup>(1)</sup>	10,8
Hongrie	66	68	7	20	3 176	9,8
Irlande	131	134	2	8	3 441	4,6
Italie	98	96	21	110	8 092	60,8
Lettonie	62	64	1	6	119	2,0
Lituanie	73	74	1	10	540	2,9
Luxembourg	264	266	1	1	106	0,6
Malte	86	86	1	2	68	0,4
Pays-Bas	133	131	12	40	408	16,9
Pologne	67	68	16	66	2 479	38,0
Portugal	77	78	7	30	4 260	10,4
République tchèque	82	84	8	14	6 253	10,5
Roumanie	54	55	8	42	3 181	19,9
Royaume-Uni	108	109	37	139	10 375	64,8
Slovaquie	76	77	4	8	2 927	5,4
Slovénie	81	82	2	12	211	2,1
Suède	125	123	8	21	290	9,7
<b>Union européenne (à 28)</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>272</b>	<b>1 315</b>	<b>114 593</b>	<b>508,2</b>

Source : Eurostat.

<sup>(1)</sup> Le premier janvier 2011, la réforme Kallikratis des subdivisions territoriales a fortement réduit le nombre des communes.

# Le contexte européen 9-1

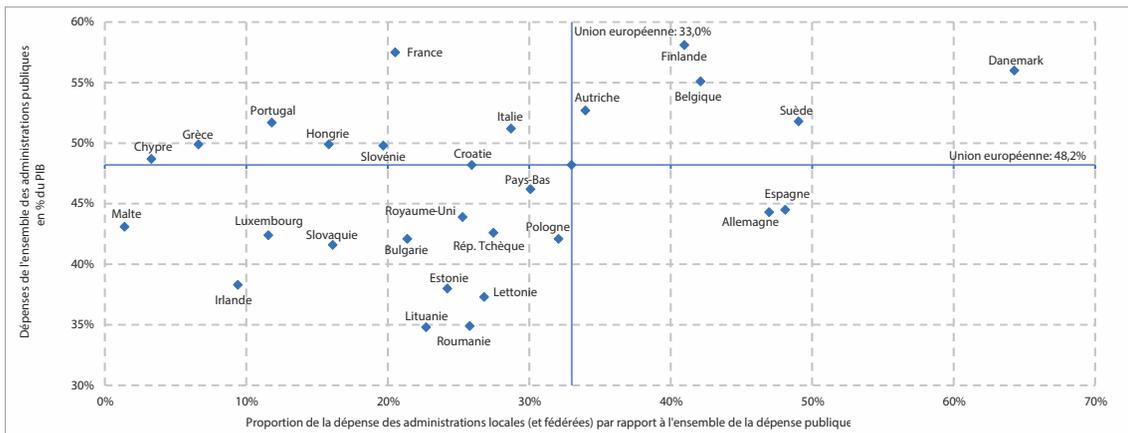
## DONNÉES DES FINANCES PUBLIQUES (2014)

(en % du PIB)

	Dépenses des administrations publiques					Formation brute de capital fixe des administrations publiques	Dettes publiques des administrations publiques
	Administrations publiques	Administration centrale	Administrations d'États fédérés	Administrations locales	Administrations de sécurité sociale		
Allemagne	44,3	12,9	12,9	7,9	19,0	2,2	74,9
Autriche	52,7	35,5	9,3	8,6	17,4	3,0	84,2
Belgique	55,1	30,6	16,1	7,4	22,3	2,4	106,7
Bulgarie	42,1	30,9	-	9,0	15,1	5,2	27,0
Chypre	48,7	39,2	-	1,6	9,0	1,8	108,2
Croatie	48,2	32,9	-	12,5	17,5	3,7	85,1
Danemark	56,0	42,0	-	36,0	2,7	3,9	45,1
Espagne	44,5	21,6	15,8	5,9	15,4	2,1	99,3
Estonie	38,0	32,6	-	9,2	5,2	5,0	10,4
Finlande	58,1	28,6	-	23,8	20,0	4,1	59,3
<b>France</b>	<b>57,5</b>	<b>23,2</b>	<b>-</b>	<b>11,8</b>	<b>27,0</b>	<b>3,7</b>	<b>95,6</b>
Grèce	49,9	38,4	-	3,3	17,8	3,9	178,6
Hongrie	49,9	36,5	-	7,9	15,8	5,5	76,2
Irlande	38,3	36,4	-	3,6	-	2,0	107,5
Italie	51,2	29,6	-	14,7	20,3	2,2	132,3
Lettonie	37,3	22,4	-	10,0	9,1	4,4	40,6
Lituanie	34,8	22,9	-	7,9	12,8	3,5	40,7
Luxembourg	42,4	30,8	-	4,9	18,0	3,5	23,0
Malte	43,1	42,9	-	0,6	-	3,8	68,3
Pays-Bas	46,2	26,5	-	13,9	18,6	3,5	68,2
Pologne	42,1	22,5	-	13,5	16,7	4,5	50,4
Portugal	51,7	39,5	-	6,1	13,2	2,0	130,2
République tchèque	42,6	30,5	-	11,7	5,7	4,2	42,7
Roumanie	34,9	25,0	-	9,0	11,3	4,3	39,9
Royaume-Uni	43,9	40,5	-	11,1	-	2,7	88,2
Slovaquie	41,6	26,1	-	6,7	14,6	3,6	53,5
Slovénie	49,8	32,6	-	9,8	18,5	5,2	80,8
Suède	51,8	30,8	-	25,4	6,6	4,5	44,9
<b>Union européenne (à 28)</b>	<b>48,2</b>	<b>26,7</b>	<b>4,6</b>	<b>11,3</b>	<b>15,6</b>	<b>2,9</b>	<b>86,8</b>

- : non applicable.

Source : Eurostat.



# 9-2 Le contexte régional

## CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES

	Population <sup>(1)</sup>	Taux de croissance de la population entre 2011 et 2016 (en %)	Superficie (en km <sup>2</sup> )	Densité (en hab./km <sup>2</sup> )	Nombre de communes au 01/01/2016	Part (en %) de la population vivant	
						dans des communes de plus de 10 000 habitants <sup>(1)</sup>	vivant dans les grandes aires urbaines <sup>(2)</sup>
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	5 552 388	0,6	57 433	97	5 152	36,2	69,0
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	5 844 177	3,1	84 036	70	4 466	33,0	66,1
Auvergne-Rhône-Alpes	7 757 595	4,0	69 711	111	4 133	40,7	80,3
Bourgogne-Franche-Comté	2 819 783	0,6	47 784	59	3 777	26,6	60,6
Bretagne	3 258 707	3,5	27 208	120	1 250	31,6	63,4
Centre-Val de Loire	2 570 548	1,5	39 151	66	1 811	35,8	68,2
Corse	320 208	5,7	8 680	37	360	37,8	61,2
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	5 683 878	4,9	72 724	78	4 516	38,8	68,3
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	5 987 883	1,0	31 814	188	3 818	42,5	80,4
Normandie	3 328 364	1,1	29 907	111	2 885	32,6	65,4
Pays de la Loire	3 660 852	4,3	32 082	114	1 357	41,8	67,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 953 675	1,4	31 400	158	953	71,1	87,7
<b>Métropole sauf Ile-de-France</b>	<b>51 738 058</b>	<b>2,5</b>	<b>531 929</b>	<b>97</b>	<b>34 478</b>	<b>40,2</b>	<b>72,2</b>
Ile-de-France	11 959 807	2,6	12 012	996	1 278	83,9	99,8
<b>Métropole</b>	<b>63 697 865</b>	<b>2,5</b>	<b>543 941</b>	<b>117</b>	<b>35 756</b>	<b>48,4</b>	<b>77,4</b>
Guadeloupe	402 119	0,1	1 628	247	32	77,2	91,6
Guyane	244 118	11,3	83 534	3	22	79,9	50,4
Martinique	385 551	-3,1	1 128	342	34	74,0	78,0
Réunion	835 103	3,3	2 504	334	24	94,7	79,1
Mayotte	212 645	14,0	374	568	17	65,7	88,6
<b>Outre-mer</b>	<b>2 079 536</b>	<b>3,3</b>	<b>89 168</b>	<b>23</b>	<b>129</b>	<b>82,8</b>	<b>78,9</b>
<b>France</b>	<b>65 777 401</b>	<b>2,5</b>	<b>633 109</b>	<b>104</b>	<b>35 885</b>	<b>49,5</b>	<b>77,4</b>

Source : Insee.

<sup>(1)</sup> Population municipale entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016 (millésimée 2013).

<sup>(2)</sup> Les grandes aires urbaines comprennent les communes appartenant à un grand pôle urbain (10 000 emplois et plus) et celles appartenant à la couronne d'un grand pôle urbain.

## CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET ÉCONOMIQUES

	Part de la population de moins de 20 ans <sup>(1)</sup> (en %)	Part de la population de 60 et plus <sup>(1)</sup> (en %)	Taux d'activité des 15-64 ans <sup>(2)</sup> (en %)	Taux de chômage 2015 <sup>(3)</sup> (en %)	PIB 2013 <sup>(4)</sup> (en millions d'euros)	PIB 2013 <sup>(4)</sup> (en €/hab.)	PIB 2013 <sup>(4)</sup> (en € par emploi)
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	23,7	23,8	72,3	10,4	148 287	26 707	70 004
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	22,1	28,2	72,5	9,9	158 075	27 008	67 852
Auvergne-Rhône-Alpes	24,7	23,8	74,0	9,1	241 025	30 979	73 654
Bourgogne-Franche-Comté	23,3	26,9	73,0	9,5	71 805	25 486	66 620
Bretagne	24,1	26,2	72,2	9,1	86 934	26 630	66 446
Centre-Val de Loire	23,9	26,6	73,8	9,9	68 874	26 755	69 198
Corse	20,6	27,6	69,4	11,0	8 573	26 670	70 441
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	22,9	26,9	71,4	12,4	152 446	26 744	69 357
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	26,4	21,6	69,8	12,8	150 908	25 224	69 246
Normandie	24,6	25,0	72,2	10,4	89 673	26 940	70 130
Pays de la Loire	25,5	24,4	74,2	9,1	105 261	28 639	69 283
Provence-Alpes-Côte d'Azur	22,9	27,1	71,0	11,8	152 130	30 688	75 364
<b>Métropole sauf Ile-de-France</b>	<b>24,0</b>	<b>25,3</b>	<b>72,3</b>	<b>n.d.</b>	<b>1 433 991</b>	<b>27 679</b>	<b>70 234</b>
Île-de-France	25,9	18,7	75,9	9,1	642 258	53 617	105 287
<b>Métropole</b>	<b>24,4</b>	<b>24,1</b>	<b>73,0</b>	<b>10,2</b>	<b>2 076 249</b>	<b>32 550</b>	<b>78 297</b>
Guadeloupe	27,9	21,1	68,7	23,7	8 140	20 163	64 882
Guyane	42,8	7,4	61,0	22,3	4 123	16 645	77 812
Martinique	25,1	23,2	70,3	19,4	8 649	22 571	66 490
Réunion	32,1	13,8	68,5	26,8	17 468	20 738	65 878
Mayotte	54,5	4,2	n.d.	23,6	1 937	8 790	48 180
<b>Outre-mer</b>	<b>33,6</b>	<b>15,2</b>	<b>68,0</b>	<b>n.d.</b>	<b>40 317</b>	<b>19 223</b>	<b>65 675</b>
<b>France</b>	<b>24,7</b>	<b>23,8</b>	<b>72,8</b>	<b>10,4</b>	<b>2 116 565</b>	<b>32 126</b>	<b>78 012</b>

Source : Insee.

<sup>(1)</sup> Insee - Estimations de population au 1er janvier 2013 (données provisoires).

<sup>(2)</sup> Recensement de population 2012, exploitation principale.

<sup>(3)</sup> Taux de chômage localisés au 3<sup>e</sup> trimestre 2015 (données CVS et provisoires), sauf pour Guadeloupe, Martinique, Guyane et la Réunion (enquête Emploi en continu 2014) et Mayotte (enquête Emploi, 2<sup>e</sup> trimestre 2014).

<sup>(4)</sup> Données 2013 semi-définitives.

n.d. : donnée non disponible.

# 9-3a Le contexte départemental

## CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES, DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES

Départements	Population <sup>(1)</sup>	Superficie (en km <sup>2</sup> )	Densité (en hab./km <sup>2</sup> )	Nombre de communes		Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants <sup>(1)</sup> (en %)
				Total	Rurales (hors unités urbaines Insee)	
01 Ain	619 497	5 762	108	410	305	16,1
02 Aisne	540 067	7 369	73	805	726	29,7
03 Allier	343 431	7 340	47	318	279	31,8
04 Alpes-de-Haute-Provence	161 916	6 925	23	199	178	24,0
05 Hautes-Alpes	139 279	5 549	25	168	150	37,7
06 Alpes-Maritimes	1 080 771	4 299	251	163	93	79,7
07 Ardèche	320 379	5 529	58	339	258	15,4
08 Ardennes	280 907	5 229	54	457	413	23,9
09 Ariège	152 684	4 890	31	332	299	10,3
10 Aube	306 581	6 004	51	431	396	35,4
11 Aude	364 877	6 139	59	436	395	36,3
12 Aveyron	277 740	8 735	32	286	264	25,0
13 Bouches-du-Rhône	1 993 177	5 087	392	119	13	79,8
14 Calvados	689 945	5 548	124	621	496	28,0
15 Cantal	147 035	5 726	26	255	244	18,1
16 Charente	353 482	5 956	59	394	360	17,2
17 Charente-Maritime	633 417	6 864	92	469	401	22,6
18 Cher	311 650	7 235	43	290	268	33,5
19 Corrèze	240 781	5 857	41	285	258	25,4
2A Corse-du-Sud	149 234	4 014	37	124	115	52,8
2B Haute-Corse	170 974	4 666	37	236	211	24,7
21 Côte-d'Or	529 761	8 763	60	705	659	39,7
22 Côtes-d'Armor	597 085	6 878	87	362	271	19,3
23 Creuse	120 872	5 565	22	259	254	10,9
24 Dordogne	416 909	9 060	46	545	477	13,9
25 Doubs	533 320	5 234	102	585	511	34,7
26 Drôme	494 712	6 530	76	367	306	35,3
27 Eure	595 043	6 040	99	617	508	21,2
28 Eure-et-Loir	432 967	5 880	74	391	331	30,6
29 Finistère	903 921	6 733	134	281	180	36,5
30 Gard	733 201	5 853	125	353	234	37,2
31 Haute-Garonne	1 298 562	6 309	206	589	458	54,0
32 Gers	190 276	6 257	30	462	448	11,5
33 Gironde	1 505 517	9 976	151	540	357	52,8
34 Hérault	1 092 331	6 101	179	343	217	48,1
35 Ille-et-Vilaine	1 019 923	6 775	151	351	263	36,4
36 Indre	228 091	6 791	34	243	219	25,3
37 Indre-et-Loire	600 252	6 127	98	277	204	45,7
38 Isère	1 235 387	7 431	166	526	329	36,1
39 Jura	260 502	4 999	52	528	480	19,5
40 Landes	397 226	9 243	43	331	278	23,0
41 Loir-et-Cher	332 001	6 343	52	283	239	24,0
42 Loire	756 715	4 781	158	326	225	44,7
43 Haute-Loire	226 203	4 977	45	258	227	8,2
44 Loire-Atlantique	1 327 643	6 809	195	212	116	52,7
45 Loiret	665 587	6 775	98	327	250	40,7
46 Lot	173 758	5 217	33	326	300	11,3
47 Lot-et-Garonne	333 180	5 361	62	319	263	22,8
48 Lozère	76 607	5 167	15	176	168	15,2
49 Maine-et-Loire	801 168	7 172	112	250	185	51,9

Source : Insee.

<sup>(1)</sup> Population municipale entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016 (millésimée 2013).

# Le contexte départemental 9-3a

Départements	Population <sup>(1)</sup>	Superficie (en km <sup>2</sup> )	Densité (en hab./km <sup>2</sup> )	Nombre de communes		Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants <sup>(1)</sup> (en %)
				Total	Rurales (hors unités urbaines Insee)	
50 Manche	499 919	5 938	84	516	457	22,7
51 Marne	569 999	8 162	70	617	575	48,1
52 Haute-Marne	181 521	6 211	29	429	405	26,5
53 Mayenne	307 500	5 175	59	258	235	24,5
54 Meurthe-et-Moselle	731 004	5 246	139	594	491	31,1
55 Meuse	192 094	6 211	31	501	476	17,6
56 Morbihan	737 778	6 823	108	256	188	29,1
57 Moselle	1 046 873	6 216	168	729	569	37,8
58 Nièvre	215 221	6 817	32	310	290	21,1
59 Nord	2 595 536	5 743	452	648	314	56,1
60 Oise	815 400	5 860	139	690	562	31,2
61 Orne	288 848	6 103	47	413	379	19,0
62 Pas-de-Calais	1 465 205	6 671	220	893	621	34,6
63 Puy-de-Dôme	640 999	7 970	80	467	401	39,7
64 Pyrénées-Atlantiques	664 057	7 645	87	547	410	40,1
65 Hautes-Pyrénées	228 868	4 464	51	472	413	24,3
66 Pyrénées-Orientales	462 705	4 116	112	226	157	33,7
67 Bas-Rhin	1 109 460	4 755	233	518	361	45,2
68 Haut-Rhin	758 723	3 525	215	366	225	39,7
69 Rhône	1 779 845	3 249	548	285	117	69,7
70 Haute-Saône	238 956	5 360	45	543	505	6,5
71 Saône-et-Loire	556 222	8 575	65	570	495	24,0
72 Sarthe	569 035	6 206	92	368	299	32,1
73 Savoie	423 715	6 028	70	292	178	28,1
74 Haute-Savoie	769 677	4 388	175	290	143	37,1
75 Paris	2 229 621	105	21 154	1	0	100,0
76 Seine-Maritime	1 254 609	6 278	200	718	577	47,5
77 Seine-et-Marne	1 365 200	5 915	231	511	342	49,1
78 Yvelines	1 418 484	2 284	621	262	128	69,0
79 Deux-Sèvres	371 632	5 999	62	297	258	23,3
80 Somme	571 675	6 170	93	782	702	29,1
81 Tarn	381 927	5 758	66	320	273	36,1
82 Tarn-et-Garonne	250 342	3 718	67	195	161	33,6
83 Var	1 028 583	5 973	172	153	58	65,4
84 Vaucluse	549 949	3 567	154	151	78	55,8
85 Vendée	655 506	6 720	98	269	200	23,7
86 Vienne	431 248	6 990	62	280	243	27,5
87 Haute-Vienne	375 856	5 520	68	200	178	41,8
88 Vosges	375 226	5 874	64	510	410	14,0
89 Yonne	341 483	7 427	46	434	408	17,5
90 Territoire de Belfort	144 318	609	237	102	65	34,8
91 Essonne	1 253 931	1 804	695	196	74	66,6
92 Hauts-de-Seine	1 591 403	176	9 062	36	0	99,3
93 Seine-Saint-Denis	1 552 482	236	6 573	40	0	98,4
94 Val-de-Marne	1 354 005	245	5 526	47	0	97,0
95 Val-d'Oise	1 194 681	1 246	959	185	90	75,2
971 Guadeloupe	402 119	1 628	247	32	4	77,2
972 Martinique	385 551	1 128	342	34	8	74,0
973 Guyane	244 118	83 534	3	22	12	79,9
974 La Réunion	835 103	2 504	334	24	2	94,7
976 Mayotte	212 645	374	568	17	2	65,7
<b>Métropole sauf Paris</b>	<b>61 468 244</b>	<b>543 835</b>	<b>113</b>	<b>35 755</b>	<b>28 590</b>	<b>46,5</b>
<b>Métropole</b>	<b>63 697 865</b>	<b>543 941</b>	<b>117</b>	<b>35 756</b>	<b>28 590</b>	<b>48,4</b>
<b>Outre-Mer</b>	<b>2 079 536</b>	<b>89 168</b>	<b>23</b>	<b>129</b>	<b>28</b>	<b>82,8</b>
<b>France entière</b>	<b>65 777 401</b>	<b>633 109</b>	<b>104</b>	<b>35 885</b>	<b>28 618</b>	<b>49,5</b>

Source : Insee.

<sup>(1)</sup> Population municipale entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016 (millésimée 2013).

# 9-3b Le contexte départemental

## CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES, DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES

Départements	Part de la population de 15 à 64 ans (en %) <sup>(1)</sup>	Part de la population de 75 ans et plus (en %) <sup>(1)</sup>	Taux de chômage (en %) <sup>(2)</sup>	Nombre de bénéficiaires du RSA socle <sup>(3)</sup>	Voirie départementale (en km)	Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants
01 Ain	63,9	7,7	7,4	7 974	4 466	7,2
02 Aisne	63,1	9,0	14,3	16 927	5 451	10,1
03 Allier	59,9	13,2	11,0	9 307	5 253	15,3
04 Alpes-de-Haute-Provence	60,3	11,3	12,0	4 004	2 551	15,8
05 Hautes-Alpes	61,6	11,0	9,6	2 702	1 947	14,0
06 Alpes-Maritimes	61,6	11,8	11,0	25 501	1 707	1,6
07 Ardèche	60,7	11,3	11,1	6 286	3 786	11,8
08 Ardennes	63,3	9,2	12,8	10 593	3 323	11,8
09 Ariège	60,5	12,6	12,6	5 923	2 638	17,3
10 Aube	62,4	10,0	13,0	9 170	4 504	14,7
11 Aude	60,2	11,8	14,2	16 758	4 300	11,8
12 Aveyron	59,3	13,9	7,7	3 809	5 911	21,3
13 Bouches-du-Rhône	63,7	9,2	12,2	81 479	3 058	1,5
14 Calvados	63,6	9,4	10,1	15 382	5 742	8,3
15 Cantal	60,5	13,9	6,7	2 171	3 976	27,0
16 Charente	61,4	12,0	10,4	10 374	5 118	14,5
17 Charente-Maritime	60,4	12,2	11,1	16 740	6 084	9,6
18 Cher	61,2	11,7	10,9	9 357	4 604	14,8
19 Corrèze	60,1	13,8	8,5	3 561	4 757	19,8
2A Corse-du-Sud	63,3	10,7	10,2	2 627	1 999	13,4
2B Haute-Corse	64,1	10,0	11,8	3 695	2 467	14,4
21 Côte-d'Or	64,8	9,5	8,8	9 331	5 837	11,0
22 Côtes-d'Armor	59,5	12,1	9,4	10 464	4 499	7,5
23 Creuse	58,7	15,6	10,0	2 772	4 395	36,4
24 Dordogne	59,5	13,5	11,1	9 674	4 946	11,9
25 Doubs	64,2	8,6	9,6	11 816	3 711	7,0
26 Drôme	61,8	9,5	11,6	12 105	4 308	8,7
27 Eure	63,5	7,9	10,7	13 202	4 421	7,4
28 Eure-et-Loir	62,5	9,0	9,9	8 460	7 463	17,2
29 Finistère	62,3	10,7	9,5	16 981	3 557	3,9
30 Gard	62,1	9,9	14,4	31 705	4 447	6,1
31 Haute-Garonne	67,1	7,8	10,7	36 918	6 610	5,1
32 Gers	59,6	13,4	8,5	3 628	3 558	18,7
33 Gironde	65,3	8,9	10,4	39 767	6 505	4,3
34 Hérault	63,8	9,5	14,5	43 214	4 910	4,5
35 Ille-et-Vilaine	64,7	8,4	8,2	16 947	5 197	5,1
36 Indre	59,6	13,4	9,8	4 691	4 982	21,8
37 Indre-et-Loire	63,2	10,2	9,5	12 887	3 938	6,6
38 Isère	64,1	8,0	8,8	24 248	5 160	4,2
39 Jura	61,3	10,7	7,9	3 792	3 545	13,6
40 Landes	61,3	11,1	10,0	7 627	4 219	10,6
41 Loir-et-Cher	60,3	11,9	9,1	7 113	3 437	10,4
42 Loire	61,4	10,7	10,4	16 270	3 792	5,0
43 Haute-Loire	61,0	11,1	8,6	3 084	3 413	15,1
44 Loire-Atlantique	64,2	8,4	9,0	28 726	4 643	3,5
45 Loiret	62,8	9,2	10,1	14 833	3 638	5,5
46 Lot	59,0	14,0	9,5	3 552	4 013	23,1
47 Lot-et-Garonne	59,8	12,7	10,6	9 353	2 961	8,9
48 Lozère	61,6	11,9	6,5	1 145	2 270	29,6
49 Maine-et-Loire	62,7	9,3	9,7	16 009	4 862	6,1

Sources : Insee, Drees.

<sup>(1)</sup> Insee - Estimations de population au 1er janvier 2013 (données provisoires).

<sup>(2)</sup> Taux de chômage localisés au 3<sup>e</sup> trimestre 2015 (données CVS et provisoires), sauf pour Guadeloupe, Martinique, Guyane et la Réunion (enquête Emploi en continu 2014) et Mayotte (enquête Emploi, 2<sup>e</sup> trimestre 2014).

<sup>(3)</sup> Au 31 décembre 2014, y compris RSA-socle jeunes.

# Le contexte départemental 9-3b

Départements	Part de la population de 15 à 64 ans (en %) <sup>(1)</sup>	Part de la population de 75 ans et plus (en %) <sup>(1)</sup>	Taux de chômage (en %) <sup>(2)</sup>	Nombre de bénéficiaires du RSA socle <sup>(3)</sup>	Voirie départementale (en km)	Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants
50 Manche	61,1	11,7	8,5	8 192	7 759	15,5
51 Marne	65,2	8,5	10,0	13 073	4 189	7,3
52 Haute-Marne	61,9	11,3	9,9	4 429	3 894	21,5
53 Mayenne	60,8	10,7	7,2	3 969	3 687	12,0
54 Meurthe-et-Moselle	65,4	8,8	10,4	22 659	3 328	4,6
55 Meuse	62,9	10,2	10,2	5 220	3 524	18,3
56 Morbihan	61,3	10,9	9,7	13 851	4 218	5,7
57 Moselle	65,8	8,6	10,8	27 209	4 299	4,1
58 Nièvre	59,5	13,7	9,8	5 823	4 352	20,2
59 Nord	65,1	7,5	13,1	116 152	5 249	2,0
60 Oise	65,1	7,0	10,4	19 482	4 076	5,0
61 Orne	60,4	12,2	9,8	7 247	5 862	20,3
62 Pas-de-Calais	63,8	8,3	13,2	57 789	6 262	4,3
63 Puy-de-Dôme	64,5	9,9	9,0	14 899	7 217	11,3
64 Pyrénées-Atlantiques	62,3	11,5	8,8	14 193	4 448	6,7
65 Hautes-Pyrénées	60,6	13,1	11,8	5 266	2 938	12,8
66 Pyrénées-Orientales	59,6	12,0	16,0	21 345	2 167	4,7
67 Bas-Rhin	66,5	8,0	9,1	27 998	3 668	3,3
68 Haut-Rhin	64,8	8,5	10,1	17 678	2 602	3,4
69 Rhône	65,3	7,9	9,5	44 783	3 139	1,8
70 Haute-Saône	62,1	9,9	10,1	4 873	3 457	14,5
71 Saône-et-Loire	60,6	11,9	9,5	10 516	5 257	9,5
72 Sarthe	61,8	10,4	10,3	12 054	4 262	7,5
73 Savoie	64,0	9,0	8,1	5 271	3 126	7,4
74 Haute-Savoie	65,6	7,2	7,7	7 940	2 990	3,9
75 Paris	70,3	7,4	8,4	67 287	1 625	0,7
76 Seine-Maritime	64,2	8,9	11,4	40 587	6 416	5,1
77 Seine-et-Marne	65,9	5,9	8,3	29 018	4 330	3,2
78 Yvelines	65,0	6,9	7,6	22 629	1 576	1,1
79 Deux-Sèvres	61,2	11,3	8,1	6 642	3 994	10,7
80 Somme	64,3	8,9	12,1	18 249	4 542	7,9
81 Tarn	60,4	12,6	11,1	10 321	4 143	10,8
82 Tarn-et-Garonne	61,1	10,6	11,9	7 227	2 517	10,1
83 Var	60,4	11,6	11,5	31 735	2 942	2,9
84 Vaucluse	62,1	9,8	13,2	17 038	2 354	4,3
85 Vendée	60,7	10,6	8,7	8 273	4 707	7,2
86 Vienne	63,4	10,4	8,6	11 790	4 672	10,8
87 Haute-Vienne	62,3	11,8	10,0	9 546	4 000	10,6
88 Vosges	62,5	10,5	12,2	10 771	3 226	8,6
89 Yonne	60,9	11,2	10,1	8 953	4 860	14,2
90 Territoire de Belfort	64,6	8,6	11,9	4 552	547	3,8
91 Essonne	65,4	6,5	7,9	25 653	1 491	1,2
92 Hauts-de-Seine	66,5	7,2	8,1	31 436	339	0,2
93 Seine-Saint-Denis	66,2	5,4	13,5	80 433	344	0,2
94 Val-de-Marne	66,5	6,9	9,2	40 186	414	0,3
95 Val-d'Oise	66,2	5,8	10,4	31 666	1 081	0,9
971 Guadeloupe	64,0	7,0	23,7	45 933	582	1,4
972 Martinique	64,3	8,3	19,4	38 895	630	1,6
973 Guyane	61,3	1,6	22,3	20 385	448	1,8
974 La Réunion	66,3	3,9	26,8	97 658	724	0,9
976 Mayotte	53,3	0,9	23,6	5 137	144	0,7
<b>Métropole sauf Paris</b>	<b>63,6</b>	<b>9,2</b>	<b>n.d.</b>	<b>1 623 270</b>	<b>377 348</b>	<b>6,1</b>
<b>Métropole</b>	<b>63,8</b>	<b>9,1</b>	<b>10,2</b>	<b>1 690 557</b>	<b>378 973</b>	<b>5,9</b>
<b>Outre-Mer</b>	<b>63,5</b>	<b>4,7</b>	<b>n.d.</b>	<b>208 008</b>	<b>2 528</b>	<b>1,2</b>
<b>France</b>	<b>63,8</b>	<b>9,0</b>	<b>10,4</b>	<b>1 898 565</b>	<b>381 501</b>	<b>5,8</b>

Sources : Insee, Drees.

<sup>(1)</sup> Insee - Estimations de population au 1<sup>er</sup> janvier 2013 (données provisoires).

<sup>(2)</sup> Taux de chômage localisés au 3<sup>e</sup> trimestre 2015 (données CVS et provisoires), sauf pour Guadeloupe, Martinique, Guyane et la Réunion (enquête Emploi en continu 2014) et Mayotte (enquête Emploi, 2<sup>e</sup> trimestre 2014).

<sup>(3)</sup> Au 31 décembre 2014, y compris RSA-socle jeunes.



# LES SÉRIES LONGUES

<b>10-1</b> Les groupements de collectivités territoriales	98
<b>10-2</b> Les comptes des administrations publiques locales	99
<b>10-3</b> Les dépenses des administrations publiques locales ventilées par fonction	100
<b>10-4</b> Les comptes des communes	101
<b>10-5</b> Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre	102
<b>10-6</b> Les comptes des communes et de leurs groupements à fiscalité propre	103
<b>10-7</b> Les comptes des départements	104
<b>10-8</b> Les comptes des régions	105
<b>10-9</b> Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre	106
<b>10-10</b> Les dépenses des collectivités locales dans les principaux domaines transférés	107
<b>10-11</b> L'endettement des collectivités locales	108
<b>10-12</b> Les taux de fiscalité locale	109
<b>10-13</b> Les produits de fiscalité locale	110
<b>10-14</b> Les compensations et dégrèvements en matière de fiscalité directe locale	111
<b>10-15</b> Les effectifs des collectivités locales	112
<b>10-16</b> Les dépenses de personnel des collectivités locales	113

# 10-1 Les groupements de collectivités territoriales

## ÉVOLUTION DU NOMBRE DE GROUPEMENTS DE COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>EPCI à fiscalité propre</b>												
Métropoles*	-	-	-	-	-	-	-	1	1	1	11	13
Communautés urbaines	12	14	14	14	16	16	16	15	15	15	9	11
Communautés d'agglomération	50	164	169	171	174	181	191	202	213	222	226	196
Communautés de communes	1 533	2 389	2 400	2 393	2 406	2 409	2 387	2 358	2 223	1 903	1 884	1 842
SAN	9	6	5	5	5	5	5	5	4	4	3	-
Districts**	241	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Nombre d'EPCI à fiscalité propre</b>	<b>1 845</b>	<b>2 573</b>	<b>2 588</b>	<b>2 583</b>	<b>2 601</b>	<b>2 611</b>	<b>2 599</b>	<b>2 581</b>	<b>2 456</b>	<b>2 145</b>	<b>2 133</b>	<b>2 062</b>
<b>Nombre total de communes***</b>	<b>21 347</b>	<b>32 923</b>	<b>33 413</b>	<b>33 638</b>	<b>34 166</b>	<b>34 774</b>	<b>35 041</b>	<b>35 305</b>	<b>36 049</b>	<b>36 614</b>	<b>36 588</b>	<b>35 858</b>
<b>Population totale regroupée*** (en millions d'habitants)</b>	<b>37,1</b>	<b>53,3</b>	<b>54,2</b>	<b>54,6</b>	<b>56,4</b>	<b>57,9</b>	<b>58,8</b>	<b>59,3</b>	<b>60,9</b>	<b>62,6</b>	<b>62,9</b>	<b>67,0</b>
<b>dont à fiscalité professionnelle unique :</b>												
Nombre de groupements	306	1 162	1 199	1 224	1 263	1 302	1 321	1 339	1 356	1 288	1 309	1 309
Nombre total de communes***	3 289	15 145	15 850	16 337	16 970	17 732	18 217	18 798	20 594	22 698	23 157	23 670
Population totale regroupée (en millions d'habitants)***	13,2	40,9	41,8	42,4	44,3	46,4	47,6	48,5	50,5	53,2	54,0	59,3
<b>Syndicats</b>												
SIVU	n.d.	12 157	11 843	11 708	11 165	10 780	10 474	10 181	9 721	8 965	8 392	7 992
SIVOM	n.d.	1 492	1 466	1 444	1 444	1 394	1 361	1 344	1 305	1 233	1 185	1 149
Établissement public territorial	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11
Syndicats mixtes	n.d.	2 687	2 760	2 947	3 063	3 193	3 256	3 256	3 265	3 185	3 025	2 979
Pôles métropolitains*	-	-	-	-	-	-	-	1	8	9	9	12
Pôles d'équilibre territorial et rural	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	55	91
<b>Nombre de syndicats</b>	<b>n.d.</b>	<b>16 336</b>	<b>16 069</b>	<b>16 099</b>	<b>15 672</b>	<b>15 367</b>	<b>15 091</b>	<b>14 782</b>	<b>14 299</b>	<b>13 392</b>	<b>12 666</b>	<b>12 234</b>

Source : DGCL.

Champ : France.

n.d. : non disponible.

\* La loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales a créé les métropoles et les pôles métropolitains.

\*\* La loi du 12 juillet 1999 prévoyait la disparition des districts et des communautés de villes qui se transforment en CU, CA ou CC au 1<sup>er</sup> janvier 2002 au plus tard.

\*\*\* Bien qu'elle soit une collectivité territoriale, la métropole de Lyon est ici prise en compte dans le nombre de communes et dans le nombre d'habitants couverts par un EPCI à fiscalité propre car elle en exerce les compétences.

## COMPTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES (en milliards d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>DÉPENSES*</b>	<b>164,7</b>	<b>179,7</b>	<b>188,4</b>	<b>199,8</b>	<b>213,9</b>	<b>223,2</b>	<b>230,7</b>	<b>229,8</b>	<b>235,3</b>	<b>244,0</b>	<b>252,2</b>	<b>251,5</b>
Dépenses hors éléments imputés**	163,8	178,7	187,4	198,7	212,8	222,1	229,5	228,6	234,1	242,7	251,0	250,2
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	<b>85,0</b>	<b>88,9</b>	<b>93,0</b>	<b>97,7</b>	<b>102,3</b>	<b>107,6</b>	<b>113,3</b>	<b>117,4</b>	<b>120,2</b>	<b>124,3</b>	<b>128,7</b>	<b>132,5</b>
Consommations intermédiaires (P2)	34,4	36,5	38,2	40,1	40,3	41,3	44,2	46,2	47,5	49,3	51,2	51,9
Rémunération des salariés (D1)	49,1	50,9	53,3	56,0	60,2	64,3	67,0	68,9	70,3	72,6	74,9	77,8
Autres impôts sur la production (D29)	1,4	1,4	1,4	1,5	1,6	1,8	2,0	2,1	2,2	2,3	2,4	2,7
Revenus de la propriété autres que les intérêts (D4 hors D41)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (D5)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Intérêts (D41)</b>	<b>3,6</b>	<b>3,5</b>	<b>3,1</b>	<b>3,8</b>	<b>5,0</b>	<b>6,2</b>	<b>3,9</b>	<b>2,7</b>	<b>3,4</b>	<b>3,4</b>	<b>2,7</b>	<b>2,1</b>
<b>Prestations et autres transferts</b>	<b>39,7</b>	<b>47,5</b>	<b>49,2</b>	<b>52,7</b>	<b>57,1</b>	<b>59,0</b>	<b>63,1</b>	<b>62,9</b>	<b>63,4</b>	<b>65,5</b>	<b>67,6</b>	<b>68,8</b>
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D62)	3,2	8,9	9,8	10,1	10,8	10,8	11,7	12,7	13,3	13,6	14,7	15,3
Transferts sociaux en nature de produits marchands (D632)	5,6	5,7	5,4	6,2	6,7	7,4	8,2	8,5	8,7	9,0	8,9	9,3
Subventions (D3)	10,4	11,4	11,7	12,3	13,5	14,2	14,0	13,5	13,7	13,9	14,1	14,0
Transferts courants entre administrations publiques (D73)	3,4	3,5	4,2	4,6	5,5	5,8	6,2	4,9	3,3	3,4	3,5	3,6
Autres transferts courants (D7 hors D73)	12,7	13,1	13,9	14,8	15,2	15,1	16,3	17,1	18,0	18,7	19,3	19,5
Transferts en capital à payer (D9p hors D995p)	4,4	4,8	4,2	4,6	5,4	5,7	6,7	6,2	6,4	6,9	7,1	7,1
<b>Acquisitions nettes d'actifs non financiers</b>	<b>36,3</b>	<b>39,8</b>	<b>43,1</b>	<b>45,5</b>	<b>49,4</b>	<b>50,4</b>	<b>50,4</b>	<b>46,8</b>	<b>48,4</b>	<b>50,8</b>	<b>53,2</b>	<b>48,0</b>
Formation brute de capital fixe (P51g)	34,4	37,6	40,9	43,4	46,9	47,8	47,1	44,2	45,3	47,9	50,4	45,5
Autres acquisitions moins cessions d'actifs non financiers (P52, P53, NP)	1,9	2,2	2,2	2,1	2,5	2,5	3,3	2,6	3,1	3,0	2,9	2,5
<b>RECETTES*</b>	<b>165,3</b>	<b>177,1</b>	<b>185,3</b>	<b>196,3</b>	<b>206,1</b>	<b>213,7</b>	<b>224,7</b>	<b>228,1</b>	<b>234,7</b>	<b>240,5</b>	<b>243,7</b>	<b>247,0</b>
Recettes hors éléments imputés**	164,4	176,2	184,3	195,2	205,0	212,6	223,5	226,9	233,4	239,2	242,4	245,7
<b>Recettes de production</b>	<b>27,2</b>	<b>28,7</b>	<b>29,6</b>	<b>32,5</b>	<b>34,2</b>	<b>35,1</b>	<b>36,4</b>	<b>37,9</b>	<b>39,1</b>	<b>40,2</b>	<b>41,1</b>	<b>42,0</b>
Production des branches marchandes et ventes résiduelles (P11)	22,4	24,1	25,2	26,5	27,7	28,6	29,7	30,9	32,2	33,1	33,9	34,5
Production pour emploi final propre (P12)	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Paiements partiels des ménages (partie du P13)	1,9	2,1	2,2	2,8	3,0	3,1	3,3	3,4	3,5	3,7	3,8	3,9
Autres subventions sur la production (D39)	2,6	2,1	1,9	2,8	3,0	2,9	2,9	3,2	2,8	2,9	2,9	3,1
<b>Revenus de la propriété</b>	<b>2,1</b>	<b>2,0</b>	<b>2,1</b>	<b>2,4</b>	<b>2,4</b>	<b>2,6</b>	<b>2,7</b>	<b>2,6</b>	<b>2,7</b>	<b>2,7</b>	<b>2,7</b>	<b>2,7</b>
Intérêts (D41)	0,3	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3
Revenus de la propriété autres que les intérêts (D4 hors D41)	1,8	1,8	1,9	2,1	2,0	2,1	2,2	2,2	2,3	2,3	2,3	2,4
<b>Impôts et cotisations sociales</b>	<b>80,5</b>	<b>88,4</b>	<b>95,7</b>	<b>102,1</b>	<b>108,6</b>	<b>113,6</b>	<b>117,6</b>	<b>90,0</b>	<b>119,9</b>	<b>124,3</b>	<b>125,3</b>	<b>128,4</b>
Impôts sur la production et les importations (D2)	56,5	64,4	70,7	74,7	81,0	83,2	85,0	67,9	93,6	97,8	98,5	101,8
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (D5)	10,3	10,8	11,6	12,3	12,9	13,5	14,7	15,6	16,2	17,1	17,8	18,0
Transferts de recettes fiscales (D733)	13,2	12,6	12,9	14,5	14,1	16,3	17,1	5,8	9,3	8,6	8,2	7,7
Cotisations sociales nettes (D61)	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8
<b>Autres transferts</b>	<b>55,6</b>	<b>58,0</b>	<b>57,9</b>	<b>59,2</b>	<b>60,8</b>	<b>62,5</b>	<b>68,1</b>	<b>97,6</b>	<b>73,0</b>	<b>73,3</b>	<b>74,7</b>	<b>73,9</b>
Transferts courants entre administrations publiques (D73 hors D733)	44,2	47,0	46,9	48,2	49,1	49,4	51,1	83,9	59,6	59,2	59,6	59,0
Autres transferts courants (D7 hors D73)	3,3	2,8	2,8	2,6	2,6	2,9	2,8	3,1	3,7	4,2	4,7	4,5
Transferts en capital (D9r hors D91r, D995r)	8,1	8,2	8,2	8,5	9,1	10,2	14,2	10,5	9,7	9,9	10,3	10,4
<b>SOLDES</b>												
Épargne brute (B8g)	33,2	33,9	36,1	38,1	38,0	36,3	36,8	40,8	44,4	44,3	41,5	40,3
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (B9NF)	0,6	-2,5	-3,1	-3,5	-7,7	-9,5	-6,0	-1,7	-0,7	-3,5	-8,5	-4,5

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2010.

\* Les intérêts (D41), les transferts courants entre administrations (D73 hors D733) et les transferts en capital (D9 hors D91 et D995) sont consolidés des transferts internes aux sous-secteurs.

\*\* L'enregistrement en comptabilité nationale des cotisations sociales imputées et de la production pour emploi final propre entraîne un double compte de certaines recettes et dépenses.

# 10-3 Les dépenses des administrations publiques locales ventilées par fonction

## LES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

(en milliards d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Total des dépenses</b>	<b>164,7</b>	<b>179,7</b>	<b>188,4</b>	<b>199,8</b>	<b>213,9</b>	<b>223,2</b>	<b>230,7</b>	<b>229,8</b>	<b>235,3</b>	<b>244,0</b>	<b>252,2</b>	<b>251,5</b>
Services généraux des administrations publiques	33,2	35,5	37,3	39,6	43,0	44,9	45,1	41,9	41,8	46,8	48,2	48,0
Défense	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ordre et sûreté publics	4,6	4,8	5,3	5,7	6,1	6,5	6,8	7,0	7,0	7,1	7,3	7,4
Affaires économiques	35,5	37,8	39,5	40,8	43,6	44,6	44,6	44,7	45,0	46,6	47,3	46,2
Protection de l'environnement	11,1	12,2	13,4	14,2	14,9	15,7	17,0	17,5	18,6	18,7	19,0	18,8
Logements et équipements collectifs	15,4	16,5	16,7	17,7	19,2	20,1	21,1	19,9	20,5	19,8	22,0	21,7
Santé	1,3	1,4	1,5	1,6	1,6	1,7	1,6	1,7	1,7	1,8	1,8	1,8
Loisirs, culture et culte	15,6	16,4	17,4	18,7	19,8	20,1	20,8	21,7	22,9	23,8	25,1	24,8
Enseignement	25,7	26,3	27,8	29,2	31,4	34,2	33,8	33,8	34,0	35,1	36,4	36,4
Protection sociale	22,2	28,8	29,5	32,3	34,3	35,5	40,0	41,7	43,7	44,0	45,3	46,5

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2010.

## POIDS RELATIF DES DÉPENSES PAR FONCTION

(en %)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Services généraux des administrations publiques	20,2	19,7	19,8	19,8	20,1	20,1	19,5	18,2	17,8	19,2	19,1	19,1
Défense	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ordre et sûreté publics	2,8	2,7	2,8	2,8	2,8	2,9	2,9	3,0	3,0	2,9	2,9	2,9
Affaires économiques	21,6	21,0	21,0	20,4	20,4	20,0	19,3	19,5	19,1	19,1	18,7	18,4
Protection de l'environnement	6,8	6,8	7,1	7,1	6,9	7,0	7,3	7,6	7,9	7,7	7,5	7,5
Logements et équipements collectifs	9,3	9,2	8,9	8,9	9,0	9,0	9,2	8,7	8,7	8,1	8,7	8,6
Santé	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Loisirs, culture et culte	9,5	9,1	9,3	9,4	9,3	9,0	9,0	9,5	9,7	9,7	9,9	9,9
Enseignement	15,6	14,6	14,7	14,6	14,7	15,3	14,6	14,7	14,4	14,5	14,4	14,5
Protection sociale	13,5	16,0	15,6	16,2	16,0	15,9	17,3	18,1	18,6	18,0	17,9	18,5

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2010.

## PART DE LA RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS

(en %)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Total des dépenses</b>	<b>29,8</b>	<b>28,3</b>	<b>28,3</b>	<b>28,0</b>	<b>28,2</b>	<b>28,8</b>	<b>29,1</b>	<b>30,0</b>	<b>29,9</b>	<b>29,7</b>	<b>29,7</b>	<b>30,9</b>
Services généraux des administrations publiques	49,3	47,8	48,0	47,1	46,7	45,0	45,9	47,2	46,6	43,5	43,8	45,7
Défense	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ordre et sûreté publics	62,6	62,9	63,0	64,6	65,1	63,6	63,4	65,8	67,2	67,9	68,3	69,8
Affaires économiques	11,5	11,3	11,8	11,7	11,8	12,3	13,2	13,5	13,2	12,9	13,0	13,8
Protection de l'environnement	15,5	14,8	14,4	14,4	14,8	15,4	15,2	15,9	16,6	17,2	17,5	18,4
Logements et équipements collectifs	19,9	20,0	20,7	20,2	20,1	22,3	22,3	25,7	26,2	27,9	25,8	27,2
Santé	61,4	60,0	56,7	58,0	58,6	60,1	63,7	64,0	63,9	62,2	62,9	64,3
Loisirs, culture et culte	33,2	32,8	32,0	32,4	32,9	34,8	34,5	36,3	36,5	36,6	35,8	37,6
Enseignement	35,1	34,6	32,8	29,6	29,6	31,5	34,2	36,1	36,0	35,8	35,7	37,0
Protection sociale	27,0	21,6	21,8	23,7	24,0	25,0	22,7	22,7	22,8	23,2	23,3	23,6

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2010.

# Les comptes des communes 10-4

(en milliards d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*
<b>Dépenses totales</b>	<b>76,51</b>	<b>79,88</b>	<b>82,90</b>	<b>85,80</b>	<b>90,08</b>	<b>89,86</b>	<b>91,81</b>	<b>91,14</b>	<b>94,09</b>	<b>96,41</b>	<b>100,90</b>	<b>98,02</b>
<b>Recettes totales</b>	<b>77,36</b>	<b>80,45</b>	<b>83,60</b>	<b>86,70</b>	<b>89,58</b>	<b>89,93</b>	<b>92,57</b>	<b>92,41</b>	<b>94,95</b>	<b>97,18</b>	<b>98,56</b>	<b>97,15</b>
<b>Dépenses totales hors remboursements de dette</b>	<b>70,36</b>	<b>73,39</b>	<b>76,19</b>	<b>79,73</b>	<b>84,16</b>	<b>84,23</b>	<b>86,23</b>	<b>85,33</b>	<b>88,19</b>	<b>90,58</b>	<b>94,81</b>	<b>92,07</b>
<b>Recettes totales hors emprunts</b>	<b>71,22</b>	<b>73,57</b>	<b>75,93</b>	<b>79,20</b>	<b>81,62</b>	<b>82,27</b>	<b>85,83</b>	<b>86,00</b>	<b>88,46</b>	<b>89,92</b>	<b>91,24</b>	<b>90,87</b>
Dépenses réelles de fonctionnement	52,18	53,38	55,53	56,92	58,86	60,95	62,10	62,45	63,87	65,42	67,34	68,45
<b>Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)</b>	<b>49,75</b>	<b>51,19</b>	<b>53,43</b>	<b>54,70</b>	<b>56,55</b>	<b>58,51</b>	<b>59,88</b>	<b>60,41</b>	<b>61,67</b>	<b>63,15</b>	<b>65,04</b>	<b>66,16</b>
● dont achats et charges externes	13,10	13,52	13,98	14,53	14,87	15,50	15,79	15,89	16,23	16,72	17,30	16,96
● dont personnel	26,00	26,85	27,90	29,00	30,38	31,25	31,95	32,61	33,20	34,12	35,01	36,41
● dont transferts versés	8,25	8,36	8,98	8,71	8,87	9,22	9,35	9,30	9,59	9,68	9,92	10,09
<b>Recettes de fonctionnement (2)</b>	<b>63,06</b>	<b>64,40</b>	<b>66,10</b>	<b>67,84</b>	<b>69,66</b>	<b>70,98</b>	<b>72,79</b>	<b>74,51</b>	<b>77,02</b>	<b>78,34</b>	<b>79,28</b>	<b>79,31</b>
● dont impôts et taxes	34,82	36,43	37,82	39,06	40,13	41,15	42,54	44,33	46,04	46,91	48,32	48,73
– impôts locaux **	23,48	23,98	24,68	25,42	26,14	27,14	28,76	29,69	30,70	31,47	32,60	32,68
– fiscalité reversée	6,69	7,25	7,65	7,88	8,02	8,07	8,25	8,66	8,94	9,03	9,47	9,86
– autres impôts indirects et taxes	4,65	5,21	5,49	5,76	5,96	5,94	5,53	5,98	6,40	6,41	6,26	6,19
● dont concours de l'État <sup>(a)***</sup>	15,15	18,15	18,48	18,93	19,21	19,41	19,47	19,47	19,50	19,28	18,94	18,18
– dont DGF	12,39	14,97	15,34	15,69	16,03	16,32	16,56	16,49	16,39	16,43	16,42	15,76
– dont péréquation et compensations fiscales***	n.d.	2,81	2,74	2,85	2,78	2,70	2,51	2,59	2,71	2,65	2,33	2,23
<b>Épargne de gestion (3)=(2)-(1)</b>	<b>13,30</b>	<b>13,21</b>	<b>12,67</b>	<b>13,15</b>	<b>13,11</b>	<b>12,48</b>	<b>12,91</b>	<b>14,11</b>	<b>15,35</b>	<b>15,19</b>	<b>14,24</b>	<b>13,15</b>
● intérêts de dette (4)	2,43	2,20	2,11	2,23	2,31	2,44	2,22	2,04	2,19	2,27	2,30	2,29
<b>Épargne brute (5)=(3)-(4)</b>	<b>10,88</b>	<b>11,02</b>	<b>10,56</b>	<b>10,92</b>	<b>10,80</b>	<b>10,04</b>	<b>10,69</b>	<b>12,07</b>	<b>13,16</b>	<b>12,92</b>	<b>11,93</b>	<b>10,86</b>
Épargne nette = (5)-remboursements	4,72	4,52	3,85	4,85	4,89	4,41	5,11	6,25	7,26	7,08	5,85	4,91
Dépenses réelles d'investissement	24,33	26,50	27,37	28,88	31,22	28,92	29,72	28,70	30,22	30,99	33,56	29,57
<b>Dépenses d'investissement hors remboursements (6)</b>	<b>18,18</b>	<b>20,00</b>	<b>20,65</b>	<b>22,81</b>	<b>25,31</b>	<b>23,29</b>	<b>24,13</b>	<b>22,88</b>	<b>24,33</b>	<b>25,16</b>	<b>27,47</b>	<b>23,62</b>
● dont subventions d'équipement	0,63	0,59	0,62	0,86	1,16	1,08	1,37	1,31	1,31	1,51	1,46	1,52
● dont équipement	16,82	18,02	19,40	20,92	23,10	21,39	21,40	20,31	21,75	22,59	24,94	21,11
Recettes réelles d'investissement	14,30	16,05	17,50	18,86	19,92	18,95	19,78	17,90	17,93	18,84	19,28	17,83
<b>Recettes d'investissement hors emprunts (7)</b>	<b>8,16</b>	<b>9,16</b>	<b>9,84</b>	<b>11,35</b>	<b>11,96</b>	<b>11,29</b>	<b>13,04</b>	<b>11,49</b>	<b>11,44</b>	<b>11,58</b>	<b>11,97</b>	<b>11,56</b>
● dont dotations et subventions	6,30	6,62	7,22	7,71	8,19	8,14	10,21	8,03	7,88	8,27	8,50	8,76
<b>Besoin ou capacité de financement=(5)+(7)-(6)</b>	<b>+0,86</b>	<b>+0,18</b>	<b>-0,25</b>	<b>-0,53</b>	<b>-2,55</b>	<b>-1,97</b>	<b>-0,40</b>	<b>+0,68</b>	<b>+0,27</b>	<b>-0,65</b>	<b>-3,57</b>	<b>-1,20</b>
<b>Variation fonds de roulement</b>	<b>+0,85</b>	<b>+0,57</b>	<b>+0,70</b>	<b>+0,90</b>	<b>-0,50</b>	<b>+0,07</b>	<b>+0,76</b>	<b>+1,27</b>	<b>+0,86</b>	<b>+0,77</b>	<b>-2,34</b>	<b>-0,87</b>
<b>Évolution de la dette :</b>												
● remboursements de dette	6,15	6,50	6,71	6,07	5,92	5,63	5,59	5,82	5,90	5,84	6,09	5,95
● emprunts	6,14	6,89	7,66	7,51	7,97	7,66	6,74	6,41	6,49	7,26	7,31	6,27
● emprunts - remboursements de dette	-0,01	0,39	0,95	1,44	2,05	2,03	1,16	0,59	0,59	1,42	1,23	0,33
Dette totale au 31/12	50,59	50,94	52,04	53,45	55,46	57,46	58,61	59,29	59,93	61,44	62,91	63,41
<b>Ratios :</b>												
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	21,1 %	20,5 %	19,2%	19,4%	18,8%	17,6%	17,7%	18,9%	19,9%	19,4%	18,0%	16,6%
Épargne brute / recettes de fonctionnement	17,2%	17,1%	16,0%	16,1%	15,5%	14,1%	14,7%	16,2%	17,1%	16,5%	15,1%	13,7%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	80,2%	79,1%	78,7%	78,8%	79,6%	80,9%	80,5%	79,6%	77,8%	78,4%	79,4%	79,9%
Annuité / recettes de fonctionnement	13,6%	13,5%	13,3%	12,2%	11,8%	11,4%	10,7%	10,5%	10,5%	10,4%	10,6%	10,4%

Source : DGFIP.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

\* Premiers résultats DGFIP.

\*\* Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010. Ils ne comprennent pas les reversements de fiscalité des EPCI vers leurs communes membres.

\*\*\* Les concours de l'État comprennent la dotation au fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France jusqu'en 2011. Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTF à compter de 2011.

<sup>(a)</sup> Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004.

n.d. : données non disponibles.

# 10-5 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre

(en milliards d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*
<b>Dépenses totales</b>	<b>19,71</b>	<b>22,82</b>	<b>25,89</b>	<b>29,18</b>	<b>30,02</b>	<b>32,50</b>	<b>33,35</b>	<b>35,67</b>	<b>37,46</b>	<b>39,37</b>	<b>41,51</b>	<b>42,36</b>
<b>Recettes totales</b>	<b>19,99</b>	<b>23,18</b>	<b>26,24</b>	<b>28,93</b>	<b>30,32</b>	<b>32,45</b>	<b>33,45</b>	<b>36,02</b>	<b>38,23</b>	<b>40,04</b>	<b>40,85</b>	<b>41,34</b>
<b>Dépenses totales hors remboursements de dette</b>	<b>18,67</b>	<b>21,71</b>	<b>24,58</b>	<b>27,75</b>	<b>28,58</b>	<b>30,96</b>	<b>31,77</b>	<b>34,10</b>	<b>35,92</b>	<b>37,63</b>	<b>39,74</b>	<b>40,51</b>
<b>Recettes totales hors emprunts</b>	<b>18,79</b>	<b>21,73</b>	<b>24,34</b>	<b>26,45</b>	<b>27,58</b>	<b>29,47</b>	<b>30,59</b>	<b>33,91</b>	<b>35,57</b>	<b>36,66</b>	<b>38,26</b>	<b>39,03</b>
Dépenses réelles de fonctionnement	14,86	16,95	19,16	21,10	21,67	22,72	23,67	26,04	27,00	28,18	29,50	30,72
<b>Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)</b>	<b>14,41</b>	<b>16,51</b>	<b>18,73</b>	<b>20,67</b>	<b>21,17</b>	<b>22,14</b>	<b>23,00</b>	<b>25,48</b>	<b>26,36</b>	<b>27,50</b>	<b>28,80</b>	<b>30,02</b>
● dont achats et charges externes	2,90	3,32	3,71	4,07	4,41	4,58	4,87	5,39	5,51	5,77	6,00	6,15
● dont reversements fiscaux	6,01	7,19	7,76	8,12	8,33	8,40	8,44	8,84	8,97	8,94	9,35	9,83
● dont personnel	2,29	2,82	3,07	3,50	3,85	4,20	4,51	5,39	5,77	6,27	6,72	7,21
● dont transferts versés	2,85	2,87	3,38	4,11	3,81	4,05	4,24	4,87	5,05	5,39	5,52	5,58
<b>Recettes de fonctionnement (2)</b>	<b>17,35</b>	<b>20,25</b>	<b>22,39</b>	<b>24,10</b>	<b>25,07</b>	<b>26,19</b>	<b>27,20</b>	<b>30,81</b>	<b>32,08</b>	<b>33,23</b>	<b>34,70</b>	<b>35,31</b>
● dont impôts et taxes	10,70	12,51	13,85	14,89	15,73	16,42	17,15	20,21	20,07	21,07	22,22	22,87
– impôts locaux**	8,61	9,85	10,85	11,58	12,31	12,84	13,40	15,91	15,83	16,64	17,87	18,34
– autres impôts indirects et taxes	2,09	2,66	3,00	3,32	3,42	3,57	3,75	4,29	4,24	4,43	4,36	4,53
● dont concours de l'État <sup>(a)</sup>	2,32	2,50	6,12	6,52	6,79	7,01	7,10	7,61	8,80	8,74	8,79	8,62
– dont DGF	1,69	1,83	5,09	5,56	5,86	6,09	6,24	6,78	6,92	7,06	7,23	7,10
– dont péréquation et compensations fiscales***	n.d.	n.d.	1,00	0,92	0,88	0,84	0,81	0,80	1,84	1,65	1,52	1,49
<b>Épargne de gestion (3)=(2)-(1)</b>	<b>2,94</b>	<b>3,74</b>	<b>3,67</b>	<b>3,43</b>	<b>3,90</b>	<b>4,05</b>	<b>4,20</b>	<b>5,34</b>	<b>5,71</b>	<b>5,72</b>	<b>5,90</b>	<b>5,28</b>
● intérêts de dette (4)	0,45	0,44	0,43	0,43	0,50	0,59	0,67	0,56	0,64	0,67	0,70	0,72
<b>Épargne brute (5)=(3)-(4)</b>	<b>2,49</b>	<b>3,30</b>	<b>3,24</b>	<b>3,00</b>	<b>3,40</b>	<b>3,47</b>	<b>3,53</b>	<b>4,77</b>	<b>5,07</b>	<b>5,05</b>	<b>5,20</b>	<b>4,58</b>
Épargne nette = (5)-remboursements	1,45	2,20	1,93	1,58	1,97	1,93	1,95	3,20	3,54	3,31	3,43	2,73
Dépenses réelles d'investissement	4,85	5,87	6,73	8,08	8,34	9,78	9,68	9,63	10,45	11,19	12,01	11,64
<b>Dépenses d'investissement hors remboursements (6)</b>	<b>3,81</b>	<b>4,77</b>	<b>5,42</b>	<b>6,65</b>	<b>6,91</b>	<b>8,24</b>	<b>8,10</b>	<b>8,06</b>	<b>8,92</b>	<b>9,45</b>	<b>10,24</b>	<b>9,78</b>
● dont subventions d'équipement	0,40	0,47	0,51	0,60	0,77	1,08	1,09	1,44	1,51	1,65	1,81	1,72
● dont équipement	3,17	3,50	3,97	4,96	5,59	6,45	6,32	5,87	6,57	6,94	7,48	7,12
Recettes réelles d'investissement	2,64	2,92	3,85	4,83	5,25	6,26	6,25	5,20	6,15	6,81	6,14	6,04
<b>Recettes d'investissement hors emprunts (7)</b>	<b>1,45</b>	<b>1,48</b>	<b>1,94</b>	<b>2,35</b>	<b>2,51</b>	<b>3,28</b>	<b>3,39</b>	<b>3,10</b>	<b>3,49</b>	<b>3,44</b>	<b>3,55</b>	<b>3,73</b>
● dont dotations et subventions	1,00	1,06	1,29	1,55	1,85	2,21	2,49	2,32	2,49	2,45	2,54	2,69
<b>Besoin ou capacité de financement=(5)+(7)-(6)</b>	<b>+0,13</b>	<b>+0,01</b>	<b>-0,25</b>	<b>-1,30</b>	<b>-1,00</b>	<b>-1,49</b>	<b>-1,18</b>	<b>-0,19</b>	<b>-0,35</b>	<b>-0,97</b>	<b>-1,48</b>	<b>-1,47</b>
<b>Variation fonds de roulement</b>	<b>+0,28</b>	<b>+0,36</b>	<b>+0,36</b>	<b>-0,24</b>	<b>+0,30</b>	<b>-0,05</b>	<b>+0,11</b>	<b>+0,35</b>	<b>+0,77</b>	<b>+0,66</b>	<b>-0,66</b>	<b>-1,02</b>
<b>Évolution de la dette :</b>												
● remboursements de dette	1,04	1,11	1,30	1,42	1,43	1,54	1,58	1,57	1,54	1,74	1,77	1,85
● emprunts	1,20	1,45	1,91	2,48	2,73	2,98	2,86	2,10	2,66	3,37	2,59	2,31
● emprunts - remboursements de dette	0,15	0,34	0,60	1,06	1,30	1,44	1,28	0,54	1,12	1,63	0,82	0,45
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>9,60</i>	<i>10,42</i>	<i>10,71</i>	<i>12,27</i>	<i>13,60</i>	<i>15,11</i>	<i>16,54</i>	<i>18,19</i>	<i>19,28</i>	<i>21,20</i>	<i>22,06</i>	<i>22,63</i>
<b>Ratios :</b>												
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	17,0%	18,5%	16,4%	14,2%	15,6%	15,5%	15,4%	17,3%	17,8%	17,2%	17,0%	15,0%
Épargne brute / recettes de fonctionnement	14,4%	16,3%	14,4%	12,4%	13,6%	13,2%	13,0%	15,5%	15,8%	15,2%	15,0%	13,0%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	55,4%	51,5%	47,8%	50,9%	54,3%	57,7%	60,8%	59,0%	60,1%	63,8%	63,6%	64,1%
Annuité / recettes de fonctionnement	8,6%	7,6%	7,7%	7,7%	7,7%	8,1%	8,3%	6,9%	6,8%	7,3%	7,1%	7,2%

Source : DGFIP.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

\* Premiers résultats DGFIP.

\*\* Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

\*\*\* Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

<sup>(a)</sup> Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004.

n.d. : données non disponibles.

# Les comptes des communes et de leurs groupements à fiscalité propre 10-6

(en milliards d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*
<b>Dépenses totales</b>	<b>92,14</b>	<b>98,01</b>	<b>103,96</b>	<b>107,49</b>	<b>114,18</b>	<b>114,77</b>	<b>117,74</b>	<b>117,98</b>	<b>122,58</b>	<b>126,85</b>	<b>133,06</b>	<b>130,55</b>
<b>Recettes totales</b>	<b>93,35</b>	<b>98,94</b>	<b>104,41</b>	<b>108,69</b>	<b>113,63</b>	<b>114,94</b>	<b>119,07</b>	<b>119,59</b>	<b>124,21</b>	<b>128,28</b>	<b>130,06</b>	<b>128,66</b>
<b>Dépenses totales hors remboursements de dette</b>	<b>84,89</b>	<b>90,21</b>	<b>95,82</b>	<b>99,99</b>	<b>106,73</b>	<b>107,56</b>	<b>110,59</b>	<b>110,59</b>	<b>115,15</b>	<b>119,26</b>	<b>125,20</b>	<b>122,75</b>
<b>Recettes totales hors emprunts</b>	<b>85,76</b>	<b>90,14</b>	<b>94,26</b>	<b>98,45</b>	<b>102,68</b>	<b>104,42</b>	<b>109,84</b>	<b>111,08</b>	<b>115,06</b>	<b>117,64</b>	<b>120,15</b>	<b>120,08</b>
Dépenses réelles de fonctionnement	61,94	64,78	68,52	70,27	73,18	76,17	78,49	79,65	81,90	84,66	87,50	89,35
<b>Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)</b>	<b>59,08</b>	<b>62,16</b>	<b>65,98</b>	<b>67,54</b>	<b>70,28</b>	<b>73,07</b>	<b>75,67</b>	<b>77,05</b>	<b>79,07</b>	<b>81,71</b>	<b>84,49</b>	<b>86,35</b>
● dont achats et charges externes	16,42	17,23	18,05	18,94	19,45	20,37	20,92	21,28	21,73	22,49	23,30	23,10
● dont personnel	28,81	29,92	31,40	32,85	34,58	35,76	36,95	37,99	38,97	40,39	41,74	43,61
● dont transferts versés	11,12	11,74	13,09	12,52	12,91	13,47	13,97	14,17	14,65	15,07	15,44	15,67
<b>Recettes de fonctionnement (2)</b>	<b>76,12</b>	<b>79,04</b>	<b>82,08</b>	<b>84,59</b>	<b>87,45</b>	<b>89,74</b>	<b>93,30</b>	<b>96,49</b>	<b>100,13</b>	<b>102,63</b>	<b>104,63</b>	<b>104,79</b>
● dont impôts et taxes	40,64	43,03	45,06	46,91	48,52	50,23	53,01	55,88	57,17	58,95	61,08	61,74
– impôts locaux**	33,34	34,83	36,26	37,73	38,99	40,54	43,40	45,60	46,53	48,11	50,46	51,02
– autres impôts indirects et taxes	7,30	8,21	8,80	9,17	9,53	9,69	9,60	10,27	10,64	10,84	10,62	10,72
● dont concours de l'État <sup>(a)***</sup>	17,65	24,27	25,00	25,71	26,22	26,51	26,77	27,08	28,30	28,02	27,73	26,80
– dont DGF	14,22	20,06	20,90	21,55	22,12	22,56	23,04	23,27	23,31	23,49	23,65	22,85
– dont péréquation et compensations fiscales***	n.d.	3,81	3,66	3,73	3,63	3,51	3,29	3,39	4,55	4,30	3,86	3,72
<b>Épargne de gestion (3)=(2)-(1)</b>	<b>17,04</b>	<b>16,88</b>	<b>16,10</b>	<b>17,05</b>	<b>17,17</b>	<b>16,67</b>	<b>17,63</b>	<b>19,44</b>	<b>21,06</b>	<b>20,91</b>	<b>20,14</b>	<b>18,43</b>
● intérêts de dette (4)	2,86	2,63	2,54	2,73	2,89	3,11	2,82	2,60	2,83	2,95	3,00	2,99
<b>Épargne brute (5)=(3)-(4)</b>	<b>14,18</b>	<b>14,25</b>	<b>13,56</b>	<b>14,32</b>	<b>14,27</b>	<b>13,57</b>	<b>14,81</b>	<b>16,84</b>	<b>18,23</b>	<b>17,97</b>	<b>17,13</b>	<b>15,44</b>
Épargne nette = (5)-remboursements	6,92	6,45	5,42	6,82	6,82	6,36	7,67	9,46	10,80	10,39	9,28	7,64
Dépenses réelles d'investissement	30,20	33,23	35,44	37,22	41,00	38,60	39,25	38,33	40,68	42,19	45,56	41,20
<b>Dépenses d'investissement hors remboursements (6)</b>	<b>22,95</b>	<b>25,43</b>	<b>27,30</b>	<b>29,72</b>	<b>33,55</b>	<b>31,39</b>	<b>32,11</b>	<b>30,94</b>	<b>33,25</b>	<b>34,61</b>	<b>37,71</b>	<b>33,40</b>
● dont subventions d'équipement	1,10	1,10	1,22	1,63	2,24	2,17	2,59	2,76	2,81	3,16	3,27	3,25
● dont équipement	20,32	21,99	24,36	26,50	29,56	27,72	27,42	26,18	28,33	29,53	32,42	28,23
Recettes réelles d'investissement	17,23	19,90	22,33	24,11	26,18	25,20	25,77	23,10	24,08	25,65	25,43	23,87
<b>Recettes d'investissement hors emprunts (7)</b>	<b>9,64</b>	<b>11,11</b>	<b>12,19</b>	<b>13,87</b>	<b>15,24</b>	<b>14,68</b>	<b>16,54</b>	<b>14,59</b>	<b>14,93</b>	<b>15,02</b>	<b>15,52</b>	<b>15,29</b>
● dont dotations et subventions	7,36	7,91	8,77	9,56	10,41	10,63	12,83	10,35	10,37	10,72	11,04	11,45
<b>Besoin ou capacité de financement=(5)+(7)-(6)</b>	<b>+0,87</b>	<b>-0,07</b>	<b>-1,56</b>	<b>-1,53</b>	<b>-4,04</b>	<b>-3,14</b>	<b>-0,75</b>	<b>+0,49</b>	<b>-0,08</b>	<b>-1,62</b>	<b>-5,05</b>	<b>-2,67</b>
<b>Variation fonds de roulement</b>	<b>+1,20</b>	<b>+0,93</b>	<b>+0,45</b>	<b>+1,20</b>	<b>-0,55</b>	<b>+0,17</b>	<b>+1,34</b>	<b>+1,62</b>	<b>+1,63</b>	<b>+1,43</b>	<b>-3,00</b>	<b>-1,89</b>
<b>Évolution de la dette :</b>												
● remboursements de dette	7,26	7,80	8,14	7,50	7,45	7,21	7,14	7,38	7,43	7,58	7,86	7,80
● emprunts	7,59	8,80	10,15	10,24	10,94	10,53	9,23	8,51	9,15	10,63	9,90	8,58
● emprunts - remboursements de dette	0,33	1,00	2,01	2,74	3,49	3,32	2,09	1,13	1,71	3,05	2,05	0,78
Dette totale au 31/12	61,01	61,65	64,30	67,05	70,56	73,99	76,09	77,47	79,21	82,64	84,97	86,04
<b>Ratios :</b>												
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	22,4 %	21,4 %	19,6%	20,2%	19,6%	18,6%	18,9%	20,2%	21,0%	20,4%	19,2%	17,6%
Épargne brute / recettes de fonctionnement	18,6%	18,0%	16,5%	16,9%	16,3%	15,1%	15,9%	17,5%	18,2%	17,5%	16,4%	14,7%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	80,1%	78,0%	78,3%	79,3%	80,7%	82,5%	81,5%	80,3%	79,1%	80,5%	81,2%	82,1%
Annuité / recettes de fonctionnement	13,3%	13,2%	13,0%	12,1%	11,8%	11,5%	10,7%	10,4%	10,3%	10,3%	10,4%	10,3%

Source : DGFIP.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

\* Premiers résultats DGFIP.

\*\* Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

\*\*\* Les concours de l'État comprennent la dotation au fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France jusqu'en 2011. Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

<sup>(a)</sup> Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004.

n.d. : données non disponibles.

Attention : les données figurant ici ne correspondent pas à la somme des opérations « communes » et « groupements à fiscalité propre », les reversements fiscaux des groupements vers les communes étant neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

# 10-7 Les comptes des départements

(en milliards d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*
<b>Dépenses totales</b>	<b>43,28</b>	<b>51,72</b>	<b>54,29</b>	<b>58,35</b>	<b>62,00</b>	<b>65,39</b>	<b>68,48</b>	<b>68,38</b>	<b>69,60</b>	<b>71,57</b>	<b>72,52</b>	<b>73,54</b>
<b>Recettes totales</b>	<b>43,82</b>	<b>51,28</b>	<b>54,42</b>	<b>58,93</b>	<b>61,39</b>	<b>64,91</b>	<b>68,30</b>	<b>68,81</b>	<b>70,37</b>	<b>71,26</b>	<b>71,87</b>	<b>73,24</b>
<b>Dépenses totales hors remboursements de dette</b>	<b>40,61</b>	<b>49,16</b>	<b>51,42</b>	<b>55,14</b>	<b>59,57</b>	<b>62,99</b>	<b>65,54</b>	<b>65,33</b>	<b>66,34</b>	<b>68,08</b>	<b>69,66</b>	<b>70,65</b>
<b>Recettes totales hors emprunts</b>	<b>40,69</b>	<b>47,91</b>	<b>50,39</b>	<b>54,79</b>	<b>57,55</b>	<b>59,63</b>	<b>61,88</b>	<b>63,99</b>	<b>66,47</b>	<b>67,06</b>	<b>68,03</b>	<b>69,29</b>
Dépenses réelles de fonctionnement	29,71	37,43	39,29	42,22	45,37	48,63	51,03	52,86	54,34	56,21	57,71	59,35
<b>Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)</b>	<b>29,01</b>	<b>36,68</b>	<b>38,66</b>	<b>41,50</b>	<b>44,59</b>	<b>47,74</b>	<b>50,26</b>	<b>52,06</b>	<b>53,47</b>	<b>55,26</b>	<b>56,78</b>	<b>58,29</b>
● dont achats et charges externes	5,40	4,71	4,91	5,16	5,33	5,65	5,68	5,63	5,64	5,64	5,66	5,57
● dont personnel	5,21	6,13	6,56	7,07	8,33	9,93	10,67	10,96	11,17	11,54	11,83	12,15
● dont transferts versés	17,84	25,19	26,54	28,59	30,16	31,37	33,04	34,63	35,76	37,13	38,31	39,69
<b>Recettes de fonctionnement (2)</b>	<b>37,77</b>	<b>45,10</b>	<b>47,60</b>	<b>51,55</b>	<b>54,34</b>	<b>56,34</b>	<b>57,28</b>	<b>60,61</b>	<b>63,20</b>	<b>63,89</b>	<b>64,74</b>	<b>66,13</b>
● dont impôts et taxes	21,04	27,53	30,83	33,12	35,05	36,57	37,40	40,38	41,43	42,22	42,49	43,80
– impôts locaux**	15,06	15,75	16,91	18,40	19,02	19,92	21,94	22,56	18,62	19,42	20,53	20,55
– autres impôts indirects et taxes	5,97	11,78	13,92	14,72	16,03	16,65	15,46	17,82	22,81	22,80	21,96	23,24
<i>dont droits de mutation</i>	4,90	5,65	6,50	7,39	7,84	7,19	5,22	7,07	8,61	7,97	7,16	7,84
<i>dont TICPE</i>	-	4,89	5,29	5,04	4,94	5,15	5,78	6,19	6,53	6,54	6,46	6,49
<i>dont TSCA</i>	-	-	1,04	1,17	2,09	3,05	3,13	3,21	6,25	6,63	6,68	6,74
● dont concours de l'État (a)	11,02	12,90	12,41	12,93	13,20	13,32	13,44	13,73	15,00	15,03	14,94	14,40
– dont DGF	9,04	11,32	10,84	11,32	11,60	11,85	12,08	12,15	12,21	12,24	12,24	11,79
– dont péréquation et compensations fiscales***	n.d.	1,17	1,20	1,17	1,17	1,04	0,93	1,16	2,36	2,36	2,26	2,18
<b>Épargne de gestion (3)=(2)-(1)</b>	<b>8,76</b>	<b>8,42</b>	<b>8,94</b>	<b>10,05</b>	<b>9,75</b>	<b>8,60</b>	<b>7,02</b>	<b>8,55</b>	<b>9,73</b>	<b>8,62</b>	<b>7,96</b>	<b>7,84</b>
● intérêts de dette (4)	0,70	0,75	0,63	0,72	0,78	0,89	0,77	0,80	0,87	0,95	0,93	1,06
<b>Épargne brute (5)=(3)-(4)</b>	<b>8,06</b>	<b>7,67</b>	<b>8,31</b>	<b>9,33</b>	<b>8,97</b>	<b>7,71</b>	<b>6,25</b>	<b>7,75</b>	<b>8,86</b>	<b>7,68</b>	<b>7,03</b>	<b>6,78</b>
Épargne nette = (5)-remboursements	5,39	5,11	5,44	6,13	6,54	5,31	3,31	4,70	5,60	4,19	4,17	3,89
Dépenses réelles d'investissement	13,58	14,29	15,00	16,13	16,64	16,76	17,45	15,52	15,26	15,35	14,81	14,19
<b>Dépenses d'investissement hors remboursements (6)</b>	<b>10,91</b>	<b>11,73</b>	<b>12,13</b>	<b>12,93</b>	<b>14,21</b>	<b>14,36</b>	<b>14,50</b>	<b>12,47</b>	<b>12,00</b>	<b>11,87</b>	<b>11,95</b>	<b>11,30</b>
● dont subventions d'équipement	3,88	4,42	4,52	4,81	5,38	5,50	5,53	4,74	4,64	4,64	4,63	4,25
● dont équipement	6,66	6,90	7,30	7,76	8,33	8,54	8,59	7,44	6,97	6,76	6,87	6,72
Recettes réelles d'investissement	6,06	6,17	6,81	7,38	7,06	8,57	11,02	8,20	7,17	7,38	7,13	7,10
<b>Recettes d'investissement hors emprunts (7)</b>	<b>2,93</b>	<b>2,80</b>	<b>2,78</b>	<b>3,24</b>	<b>3,21</b>	<b>3,29</b>	<b>4,59</b>	<b>3,39</b>	<b>3,27</b>	<b>3,17</b>	<b>3,29</b>	<b>3,16</b>
● dont dotations et subventions	2,26	2,22	2,31	2,54	2,65	2,80	4,09	2,88	2,63	2,56	2,62	2,61
<b>Besoin ou capacité de financement=(5)+(7)-(6)</b>	<b>+0,08</b>	<b>-1,25</b>	<b>-1,03</b>	<b>-0,35</b>	<b>-2,03</b>	<b>-3,36</b>	<b>-3,66</b>	<b>-1,34</b>	<b>+0,13</b>	<b>-1,02</b>	<b>-1,63</b>	<b>-1,36</b>
<b>Variation fonds de roulement</b>	<b>+0,54</b>	<b>-0,44</b>	<b>+0,12</b>	<b>+0,59</b>	<b>-0,61</b>	<b>-0,49</b>	<b>-0,18</b>	<b>+0,43</b>	<b>+0,77</b>	<b>-0,30</b>	<b>-0,66</b>	<b>-0,31</b>
Dépenses totales pour les collèges	3,49	3,21	3,35	3,41	3,90	4,28	4,49	4,30	4,28	4,19	4,09	4,23
Dépenses de fonctionnement d'aide sociale	17,55	24,61	25,93	27,75	29,20	30,39	32,05	33,68	34,89	35,98	37,10	38,44
<b>Évolution de la dette :</b>												
● remboursements de dette	2,67	2,56	2,88	3,20	2,43	2,40	2,94	3,04	3,26	3,48	2,86	2,89
● emprunts	3,13	3,37	4,03	4,14	3,84	5,28	6,42	4,82	3,90	4,21	3,84	3,95
● emprunts - remboursements de dette	0,46	0,81	1,15	0,94	1,41	2,87	3,48	1,77	0,64	0,72	0,98	1,05
<i>Dettes totales au 31/12</i>	<i>17,36</i>	<i>18,16</i>	<i>19,26</i>	<i>20,48</i>	<i>21,90</i>	<i>24,76</i>	<i>28,25</i>	<i>30,02</i>	<i>30,39</i>	<i>31,05</i>	<i>32,23</i>	<i>33,58</i>
<b>Ratios :</b>												
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	23,2 %	18,7 %	18,8 %	19,5 %	17,9 %	15,3 %	12,3 %	14,1 %	15,4 %	13,5 %	12,3 %	11,9 %
Épargne brute/recettes de fonctionnement	21,3 %	17,0 %	17,5 %	18,1 %	16,5 %	13,7 %	10,9 %	12,8 %	14,0 %	12,0 %	10,9 %	10,3 %
Dettes au 31/12 / recettes de fonctionnement	46,0 %	40,3 %	40,5 %	39,7 %	40,3 %	44,0 %	49,3 %	49,5 %	48,1 %	48,6 %	49,8 %	50,8 %
Annuité / recettes de fonctionnement	8,9 %	7,3 %	7,4 %	7,6 %	5,9 %	5,8 %	6,5 %	6,3 %	6,5 %	6,9 %	5,9 %	6,0 %

Sources : DGFIP, DGCL.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

\* Premiers résultats DGFIP.

\*\* Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

\*\*\* Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTF à compter de 2011.

(a) Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004.

n.d. : données non disponibles.

# Les comptes des régions 10-8

(en milliards d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*
<b>Dépenses totales</b>	<b>15,76</b>	<b>17,28</b>	<b>19,52</b>	<b>21,73</b>	<b>24,41</b>	<b>26,66</b>	<b>28,01</b>	<b>26,46</b>	<b>27,21</b>	<b>27,96</b>	<b>28,72</b>	<b>29,28</b>
<b>Recettes totales</b>	<b>15,35</b>	<b>17,13</b>	<b>19,56</b>	<b>21,57</b>	<b>24,32</b>	<b>26,18</b>	<b>27,78</b>	<b>26,69</b>	<b>27,23</b>	<b>27,87</b>	<b>28,44</b>	<b>28,75</b>
<b>Dépenses totales hors remboursements de dette</b>	<b>14,86</b>	<b>16,47</b>	<b>18,15</b>	<b>20,04</b>	<b>23,13</b>	<b>24,69</b>	<b>26,06</b>	<b>24,88</b>	<b>25,46</b>	<b>25,96</b>	<b>26,63</b>	<b>27,26</b>
<b>Recettes totales hors emprunts</b>	<b>13,91</b>	<b>15,10</b>	<b>17,45</b>	<b>18,82</b>	<b>21,50</b>	<b>22,88</b>	<b>24,13</b>	<b>23,96</b>	<b>24,40</b>	<b>24,78</b>	<b>25,34</b>	<b>25,10</b>
Dépenses réelles de fonctionnement	7,91	9,01	10,45	11,75	14,04	15,20	15,99	16,27	16,71	17,16	17,58	17,83
<b>Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)</b>	<b>7,60</b>	<b>8,71</b>	<b>10,06</b>	<b>11,35</b>	<b>13,54</b>	<b>14,61</b>	<b>15,49</b>	<b>15,76</b>	<b>16,15</b>	<b>16,56</b>	<b>16,97</b>	<b>17,21</b>
● dont achats et charges externes	1,01	1,20	1,18	1,41	1,42	1,44	1,50	1,63	1,79	1,88	2,00	2,04
● dont personnel	0,52	0,57	0,62	0,78	1,60	2,35	2,68	2,78	2,86	2,97	3,06	3,19
● dont transferts versés	5,95	6,77	8,10	9,00	10,36	10,64	11,11	11,16	11,31	11,49	11,65	11,67
<b>Recettes de fonctionnement (2)</b>	<b>12,53</b>	<b>13,58</b>	<b>15,78</b>	<b>17,22</b>	<b>19,61</b>	<b>20,95</b>	<b>21,46</b>	<b>21,78</b>	<b>22,17</b>	<b>22,50</b>	<b>22,87</b>	<b>22,57</b>
● dont impôts et taxes	5,03	5,25	6,93	8,35	10,54	11,70	12,17	12,38	12,15	12,30	12,58	13,63
– impôts locaux**	3,07	3,22	4,00	4,43	4,42	4,63	4,90	5,08	4,39	4,48	4,76	4,64
– autres impôts indirects et taxes	1,96	2,03	2,93	3,91	6,12	7,08	7,27	7,30	7,76	7,83	7,82	8,99
dont cartes grises	1,43	1,48	1,62	1,83	1,94	1,97	1,92	1,92	2,08	2,11	2,04	2,11
dont TICPE	-	-	0,43	1,02	2,83	3,64	3,86	3,88	4,12	4,14	4,18	4,66
● dont concours de l'État <sup>(a)</sup>	4,64	7,04	8,02	8,26	8,29	8,39	8,51	8,62	9,28	9,34	9,35	7,95
– dont DGF	3,38	4,84	4,95	5,11	5,21	5,27	5,42	5,45	5,45	5,45	5,46	5,27
– dont péréquation et compensations fiscales***	n.d.	0,22	0,24	0,23	0,24	0,22	0,20	0,20	0,86	0,86	0,84	0,82
<b>Épargne de gestion (3)=(2)-(1)</b>	<b>4,94</b>	<b>4,88</b>	<b>5,72</b>	<b>5,87</b>	<b>6,07</b>	<b>6,34</b>	<b>5,97</b>	<b>6,01</b>	<b>6,03</b>	<b>5,94</b>	<b>5,90</b>	<b>5,36</b>
● intérêts de dette (4)	0,31	0,31	0,39	0,40	0,50	0,60	0,50	0,50	0,57	0,60	0,61	0,61
<b>Épargne brute (5)=(3)-(4)</b>	<b>4,63</b>	<b>4,57</b>	<b>5,33</b>	<b>5,47</b>	<b>5,57</b>	<b>5,75</b>	<b>5,47</b>	<b>5,51</b>	<b>5,46</b>	<b>5,35</b>	<b>5,29</b>	<b>4,74</b>
Épargne nette = (5)-remboursements	3,72	3,76	3,96	3,78	4,30	3,78	3,52	3,93	3,72	3,35	3,21	2,73
Dépenses réelles d'investissement	7,86	8,27	9,08	9,98	10,37	11,46	12,02	10,19	10,49	10,80	11,14	11,45
<b>Dépenses d'investissement hors remboursements (6)</b>	<b>6,95</b>	<b>7,46</b>	<b>7,70</b>	<b>8,29</b>	<b>9,09</b>	<b>9,49</b>	<b>10,06</b>	<b>8,61</b>	<b>8,75</b>	<b>8,80</b>	<b>9,06</b>	<b>9,43</b>
● dont subventions d'équipement	4,14	4,33	4,59	4,93	5,35	5,41	5,74	5,10	5,34	5,37	5,81	6,01
● dont équipement	2,44	2,68	2,58	3,10	3,44	3,76	3,82	3,14	2,96	2,83	2,78	2,95
Recettes réelles d'investissement	2,82	3,55	3,78	4,35	4,71	5,23	6,31	4,92	5,06	5,36	5,57	6,18
<b>Recettes d'investissement hors emprunts (7)</b>	<b>1,37</b>	<b>1,52</b>	<b>1,68</b>	<b>1,60</b>	<b>1,88</b>	<b>1,93</b>	<b>2,67</b>	<b>2,18</b>	<b>2,23</b>	<b>2,27</b>	<b>2,47</b>	<b>2,53</b>
● dont dotations et subventions	1,16	1,13	1,43	1,48	1,59	1,65	2,34	1,95	1,89	2,00	2,11	2,10
<b>Besoin ou capacité de financement=(5)+(7)-(6)</b>	<b>-0,95</b>	<b>-1,37</b>	<b>-0,70</b>	<b>-1,22</b>	<b>-1,63</b>	<b>-1,81</b>	<b>-1,92</b>	<b>-0,92</b>	<b>-1,07</b>	<b>-1,18</b>	<b>-1,29</b>	<b>-2,16</b>
<b>Variation fonds de roulement</b>	<b>-0,42</b>	<b>-0,15</b>	<b>+0,03</b>	<b>-0,17</b>	<b>-0,09</b>	<b>-0,48</b>	<b>-0,23</b>	<b>+0,24</b>	<b>+0,03</b>	<b>-0,10</b>	<b>-0,28</b>	<b>-0,52</b>
Dépenses totales pour l'enseignement	3,44	3,63	3,96	4,16	5,19	6,11	6,68	6,33	6,10	6,05	6,07	6,22
Dépenses totales de formation professionnelle et apprentissage	2,36	2,97	3,47	4,22	4,87	4,88	5,18	5,05	5,15	5,21	5,37	5,34
Dépenses totales pour le transport ferroviaire régional de voyageurs	2,13	2,41	2,86	2,99	3,15	3,28	3,22	3,19	3,39	3,52	3,86	4,15
<b>Évolution de la dette :</b>												
● remboursements de dette	0,91	0,81	1,37	1,69	1,28	1,97	1,96	1,58	1,74	2,00	2,09	2,02
● emprunts	1,44	2,03	2,11	2,75	2,83	3,30	3,65	2,73	2,83	3,09	3,10	3,65
● emprunts - remboursements de dette	0,53	1,22	0,73	1,06	1,55	1,33	1,69	1,15	1,09	1,09	1,01	1,63
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>8,42</i>	<i>9,42</i>	<i>10,14</i>	<i>11,11</i>	<i>12,77</i>	<i>13,98</i>	<i>15,70</i>	<i>16,85</i>	<i>17,97</i>	<i>19,11</i>	<i>20,29</i>	<i>21,92</i>
<b>Ratios :</b>												
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	39,4%	35,9%	36,3%	34,1%	30,9%	30,3%	27,8%	27,6%	27,2%	26,4%	25,8%	23,7%
Épargne brute / recettes de fonctionnement	36,9%	33,6%	33,8%	31,8%	28,4%	27,4%	25,5%	25,3%	24,6%	23,8%	23,2%	21,0%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	67,2%	69,3%	64,3%	64,5%	65,1%	66,7%	73,2%	77,4%	81,1%	84,9%	88,7%	97,1%
Annuité / recettes de fonctionnement	9,7%	8,2%	11,2%	12,1%	9,0%	12,2%	11,4%	9,6%	10,4%	11,5%	11,8%	11,7%

Sources : DGFiP, DGCL.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

\* Premiers résultats DGFiP.

\*\* Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

\*\*\* Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DC RTP à compter de 2011.

<sup>(a)</sup> Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004.

n.d. : données non disponibles.

# 10-9 Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre

(en milliards d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*
<b>Dépenses totales</b>	<b>151,19</b>	<b>167,01</b>	<b>177,78</b>	<b>187,57</b>	<b>200,59</b>	<b>206,82</b>	<b>214,23</b>	<b>212,82</b>	<b>219,38</b>	<b>226,37</b>	<b>233,63</b>	<b>233,37</b>
<b>Recettes totales</b>	<b>152,52</b>	<b>167,34</b>	<b>178,38</b>	<b>189,19</b>	<b>199,34</b>	<b>206,03</b>	<b>215,15</b>	<b>215,10</b>	<b>221,81</b>	<b>227,41</b>	<b>229,67</b>	<b>230,65</b>
<b>Dépenses totales hors remboursements de dette</b>	<b>140,36</b>	<b>155,84</b>	<b>165,39</b>	<b>175,17</b>	<b>189,43</b>	<b>195,24</b>	<b>202,19</b>	<b>200,81</b>	<b>206,95</b>	<b>213,31</b>	<b>220,83</b>	<b>220,65</b>
<b>Recettes totales hors emprunts</b>	<b>140,36</b>	<b>153,15</b>	<b>162,10</b>	<b>172,06</b>	<b>181,73</b>	<b>186,93</b>	<b>195,85</b>	<b>199,04</b>	<b>205,93</b>	<b>209,48</b>	<b>212,84</b>	<b>214,47</b>
Dépenses réelles de fonctionnement	99,55	111,23	118,25	124,23	132,58	140,01	145,51	148,78	152,95	158,03	162,55	166,52
<b>Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)</b>	<b>95,68</b>	<b>107,54</b>	<b>114,69</b>	<b>120,39</b>	<b>128,41</b>	<b>135,42</b>	<b>141,42</b>	<b>144,87</b>	<b>148,69</b>	<b>153,53</b>	<b>158,24</b>	<b>161,86</b>
● dont achats et charges externes	22,83	23,14	24,13	25,51	26,20	27,46	28,10	28,54	29,16	30,01	30,95	30,71
● dont personnel	34,54	36,62	38,57	40,70	44,51	48,04	50,30	51,74	53,00	54,90	56,63	58,95
● dont transferts versés	34,90	43,70	47,73	50,11	53,43	55,47	58,13	59,96	61,71	63,69	65,40	67,03
<b>Recettes de fonctionnement (2)</b>	<b>126,42</b>	<b>137,72</b>	<b>145,46</b>	<b>153,35</b>	<b>161,40</b>	<b>167,03</b>	<b>172,05</b>	<b>178,88</b>	<b>185,50</b>	<b>189,02</b>	<b>192,24</b>	<b>193,49</b>
● dont impôts et taxes	66,70	75,81	82,82	88,38	94,10	98,51	102,58	108,63	110,74	113,47	116,15	119,17
– impôts locaux**	51,47	53,80	57,17	60,57	62,42	65,08	70,25	73,24	69,54	72,00	75,75	76,22
– autres impôts indirects et taxes	15,24	22,01	25,65	27,81	31,68	33,42	32,33	35,39	41,20	41,46	40,40	42,95
● dont concours de l'État <sup>(a)</sup>	33,30	44,21	45,44	46,90	47,70	48,21	48,73	49,43	52,57	52,39	52,02	49,15
– dont DGF	26,64	36,21	36,69	37,98	38,93	39,68	40,54	40,86	40,97	41,17	41,35	39,92
– dont péréquation et compensations fiscales***	n.d.	5,20	5,10	5,13	5,03	4,77	4,42	4,74	7,77	7,52	6,95	6,72
<b>Épargne de gestion (3)=(2)-(1)</b>	<b>30,74</b>	<b>30,18</b>	<b>30,76</b>	<b>32,96</b>	<b>32,98</b>	<b>31,62</b>	<b>30,63</b>	<b>34,00</b>	<b>36,82</b>	<b>35,48</b>	<b>34,00</b>	<b>31,63</b>
● intérêts de dette (4)	3,87	3,68	3,56	3,84	4,17	4,59	4,09	3,91	4,27	4,49	4,55	4,66
<b>Épargne brute (5)=(3)-(4)</b>	<b>26,87</b>	<b>26,50</b>	<b>27,20</b>	<b>29,12</b>	<b>28,81</b>	<b>27,02</b>	<b>26,54</b>	<b>30,10</b>	<b>32,55</b>	<b>30,99</b>	<b>29,46</b>	<b>26,97</b>
Épargne nette = (5)-remboursements	16,03	15,33	14,82	16,73	17,66	15,44	14,49	18,09	20,12	17,92	16,65	14,26
Dépenses réelles d'investissement	51,63	55,78	59,52	63,33	68,01	66,81	68,72	64,04	66,43	68,35	71,52	66,85
<b>Dépenses d'investissement hors remboursements (6)</b>	<b>40,80</b>	<b>44,61</b>	<b>47,14</b>	<b>50,94</b>	<b>56,85</b>	<b>55,23</b>	<b>56,68</b>	<b>52,03</b>	<b>54,00</b>	<b>55,28</b>	<b>58,71</b>	<b>54,13</b>
● dont subventions d'équipement	9,11	9,85	10,34	11,36	12,97	13,08	13,85	12,60	12,79	13,17	13,72	13,51
● dont équipement	29,41	31,57	34,24	37,37	41,32	40,02	39,82	36,76	38,26	39,13	42,07	37,90
Recettes réelles d'investissement	26,10	29,62	32,93	35,84	37,94	39,00	43,10	36,22	36,31	38,39	38,12	37,16
<b>Recettes d'investissement hors emprunts (7)</b>	<b>13,94</b>	<b>15,43</b>	<b>16,65</b>	<b>18,71</b>	<b>20,33</b>	<b>19,90</b>	<b>23,80</b>	<b>20,16</b>	<b>20,43</b>	<b>20,46</b>	<b>21,28</b>	<b>20,97</b>
● dont dotations et subventions	10,77	11,25	12,50	13,58	14,65	15,08	19,26	15,18	14,89	15,28	15,76	16,16
<b>Besoin ou capacité de financement=(5)+(7)-(6)</b>	<b>+0,00</b>	<b>-2,69</b>	<b>-3,29</b>	<b>-3,11</b>	<b>-7,70</b>	<b>-8,31</b>	<b>-6,34</b>	<b>-1,77</b>	<b>-1,02</b>	<b>-3,83</b>	<b>-7,97</b>	<b>-6,19</b>
<b>Variation fonds de roulement</b>	<b>+1,33</b>	<b>+0,33</b>	<b>+0,61</b>	<b>+1,62</b>	<b>-1,25</b>	<b>-0,79</b>	<b>+0,92</b>	<b>+2,28</b>	<b>+2,43</b>	<b>+1,03</b>	<b>-3,94</b>	<b>-2,72</b>
<b>Évolution de la dette :</b>												
● remboursements de dette	10,83	11,17	12,38	12,40	11,16	11,58	12,04	12,01	12,43	13,07	12,80	12,71
● emprunts	12,16	14,19	16,28	17,13	17,61	19,10	19,30	16,06	15,88	17,93	16,83	16,18
● emprunts - remboursements de dette	1,33	3,02	3,90	4,73	6,46	7,52	7,26	4,05	3,45	4,86	4,03	3,47
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>86,78</i>	<i>89,23</i>	<i>93,71</i>	<i>98,64</i>	<i>105,23</i>	<i>112,74</i>	<i>120,04</i>	<i>124,35</i>	<i>127,58</i>	<i>132,81</i>	<i>137,49</i>	<i>141,55</i>
<b>Ratios :</b>												
Épargne de gestion / recettes de fonctionnement	24,3 %	21,9 %	21,1 %	21,5 %	20,4 %	18,9 %	17,8 %	19,0 %	19,8 %	18,8 %	17,7 %	16,3 %
Épargne brute / recettes de fonctionnement	21,3 %	19,2 %	18,7 %	19,0 %	17,9 %	16,2 %	15,4 %	16,8 %	17,5 %	16,4 %	15,3 %	13,9 %
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	68,6 %	64,8 %	64,4 %	64,3 %	65,2 %	67,5 %	69,8 %	69,5 %	68,8 %	70,3 %	71,5 %	73,2 %
Annuité / recettes de fonctionnement	11,6 %	10,8 %	11,0 %	10,6 %	9,5 %	9,7 %	9,4 %	8,9 %	9,0 %	9,3 %	9,0 %	9,0 %

Source : DGFIP.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

\* Premiers résultats DGFIP.

\*\* Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

\*\*\* Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

<sup>(a)</sup> Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004.

n.d. : données non disponibles.

Attention : les données figurant ici ne correspondent pas à la somme des opérations « ensemble des collectivités territoriales » et « groupements à fiscalité propre », les reversements fiscaux des groupements vers les communes étant neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

Données non consolidées entre les différents niveaux de collectivités sauf reversements fiscaux.

## DÉPENSES DES DÉPARTEMENTS DANS LES DOMAINES TRANSFÉRÉS

(en milliards d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015*
<b>Dépenses de fonctionnement d'aide sociale<sup>(1)</sup></b>	<b>17,55</b>	<b>24,61</b>	<b>25,93</b>	<b>27,75</b>	<b>29,20</b>	<b>30,39</b>	<b>32,05</b>	<b>33,68</b>	<b>34,89</b>	<b>35,98</b>	<b>37,10</b>	<b>38,44</b>	<b>39,58</b>
<b>dont dépenses de fonctionnement obligatoires d'aide sociale<sup>(2)</sup></b>	<b>15,20</b>	<b>21,16</b>	<b>22,30</b>	<b>23,86</b>	<b>25,11</b>	<b>26,13</b>	<b>27,56</b>	<b>28,96</b>	<b>30,01</b>	<b>30,94</b>	<b>31,43</b>	<b>32,63</b>	<b>33,59</b>
dont RMI / RSA (dépenses brutes)	0,79	6,35	6,70	7,25	7,44	7,38	7,89	8,60	8,98	9,35	10,05	10,88	11,67
dont APA (dépenses brutes)	3,34	3,79	4,11	4,42	4,74	5,04	5,21	5,37	5,45	5,57	5,59	5,68	5,76
<b>Dépenses totales pour les collèges</b>	<b>3,49</b>	<b>3,21</b>	<b>3,35</b>	<b>3,41</b>	<b>3,90</b>	<b>4,28</b>	<b>4,49</b>	<b>4,30</b>	<b>4,28</b>	<b>4,19</b>	<b>4,09</b>	<b>4,23</b>	<b>4,16</b>
Fonctionnement	1,28	0,91	0,97	1,07	1,58	1,83	1,97	2,04	2,13	2,19	2,25	2,31	2,34
Investissement	2,20	2,30	2,37	2,34	2,32	2,44	2,52	2,26	2,15	2,00	1,84	1,92	1,81
<b>Transport scolaire (fonctionnement)</b>	<b>1,68</b>	<b>1,61</b>	<b>1,68</b>	<b>1,76</b>	<b>1,82</b>	<b>1,90</b>	<b>1,94</b>	<b>1,93</b>	<b>1,92</b>	<b>1,95</b>	<b>1,93</b>	<b>1,98</b>	<b>1,90</b>
<b>Contingents destinés aux SDIS (fonctionnement)</b>	<b>1,40</b>	<b>1,57</b>	<b>1,74</b>	<b>1,95</b>	<b>2,08</b>	<b>2,22</b>	<b>2,31</b>	<b>2,39</b>	<b>2,45</b>	<b>2,52</b>	<b>2,56</b>	<b>2,59</b>	<b>2,67</b>

Source : DGCL, comptes administratifs et budgets primitifs.

\* Pour l'année 2015, le montant est estimé en appliquant l'évolution constatée entre les budgets primitifs 2014 et 2015 au montant 2014 issu des comptes de gestion.

<sup>(1)</sup> Dépenses de fonctionnement pour la prévention médico-sociale, l'action sociale (y compris RMI-RSA, APA).

<sup>(2)</sup> Dépenses de fonctionnement pour l'action sociale (y compris RMI-RSA, APA), déduction faite d'une estimation des recouvrements et participations.

## DÉPENSES DES RÉGIONS DANS LES DOMAINES TRANSFÉRÉS

(en milliards d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015*
<b>Dépenses totales de formation professionnelle et apprentissage<sup>(1)</sup></b>	<b>2,36</b>	<b>2,97</b>	<b>3,47</b>	<b>4,22</b>	<b>4,87</b>	<b>4,88</b>	<b>5,18</b>	<b>5,05</b>	<b>5,10</b>	<b>5,21</b>	<b>5,37</b>	<b>5,34</b>	<b>5,35</b>
Fonctionnement	2,20	2,83	3,33	4,09	4,70	4,69	4,95	4,83	4,91	5,01	5,13	5,07	5,07
Investissement	0,16	0,14	0,14	0,13	0,18	0,18	0,23	0,23	0,19	0,20	0,24	0,26	0,27
<b>Dépenses totales pour l'enseignement<sup>(1)</sup></b>	<b>3,44</b>	<b>3,63</b>	<b>3,96</b>	<b>4,16</b>	<b>5,19</b>	<b>6,11</b>	<b>6,68</b>	<b>6,33</b>	<b>6,10</b>	<b>6,05</b>	<b>6,07</b>	<b>6,22</b>	<b>6,26</b>
Fonctionnement	1,02	1,08	1,28	1,45	2,30	3,00	3,31	3,38	3,43	3,51	3,57	3,67	3,76
Investissement	2,42	2,55	2,68	2,71	2,89	3,11	3,38	2,95	2,67	2,54	2,50	2,55	2,49
<b>Dépenses totales pour le transport ferroviaire régional de voyageurs<sup>(2)</sup></b>	<b>2,13</b>	<b>2,41</b>	<b>2,86</b>	<b>2,99</b>	<b>3,15</b>	<b>3,28</b>	<b>3,22</b>	<b>3,19</b>	<b>3,39</b>	<b>3,52</b>	<b>3,86</b>	<b>4,15</b>	<b>4,31</b>
Fonctionnement	1,63	1,92	2,04	2,12	2,27	2,40	2,48	2,59	2,70	2,82	2,90	2,98	3,12
Investissement	0,50	0,48	0,82	0,87	0,88	0,88	0,74	0,61	0,69	0,70	0,96	1,17	1,19

Source : DGCL, comptes administratifs et budgets primitifs.

Les données pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage sont issues du total du chapitre « Formation professionnelle et Apprentissage ».

Les données pour l'enseignement sont issues du total du chapitre « Enseignement », et incluent principalement les dépenses pour les lycées.

Les données pour le transport ferroviaire régional de voyageurs sont issues du volet 1 de l'annexe « service ferroviaire régional de voyageurs » jusqu'en 2004, puis de la sous-fonction « Transport ferroviaire régional de voyageurs » dans le chapitre « Transports ».

<sup>(1)</sup> Les montants agrégés pour la formation professionnelle et apprentissage et l'enseignement en 2006 sont estimés pour les régions Languedoc-Roussillon, Limousin et Guyane.

<sup>(2)</sup> Les montants agrégés pour le transport ferroviaire régional de voyageurs en 2005 et 2006 sont estimés pour les régions Languedoc-Roussillon et Limousin.

\* Pour l'année 2015, le montant est estimé en appliquant l'évolution constatée entre les budgets primitifs 2014 et 2015 au montant 2014 issu des comptes de gestion.

# 10-11 L'endettement des collectivités locales

## L'ENCOURS DE DETTE DES COLLECTIVITÉS LOCALES AU 31/12 (en milliards d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*
Communes	50,59	50,94	52,04	53,45	55,46	57,46	58,61	59,29	59,93	61,44	62,91	63,41
Groupements de communes à fiscalité propre (GFP)	10,42	10,71	12,27	13,60	15,11	16,54	17,47	18,19	19,28	21,20	22,06	22,63
Secteur communal : communes et GFP	61,01	61,65	64,30	67,05	70,56	73,99	76,09	77,47	79,21	82,64	84,97	86,04
Départements	17,36	18,16	19,26	20,48	21,90	24,76	28,25	30,02	30,39	31,05	32,23	33,58
Régions	8,42	9,42	10,14	11,11	12,77	13,98	15,70	16,85	17,97	19,11	20,29	21,92
<b>Ensemble des collectivités locales</b>	<b>86,78</b>	<b>89,23</b>	<b>93,71</b>	<b>98,64</b>	<b>105,23</b>	<b>112,74</b>	<b>120,04</b>	<b>124,35</b>	<b>127,58</b>	<b>132,81</b>	<b>137,49</b>	<b>141,55</b>

Source : DGFIP, comptes de gestion (données budgétaires).

\* Premiers résultats DGFIP.

## POIDS DE LA DETTE RAPPORTÉE AUX RECETTES DE FONCTIONNEMENT (en %)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*
Communes	80,2	79,1	78,7	78,8	79,6	80,9	80,5	79,6	77,8	78,4	79,4	79,9
Groupements de communes à fiscalité propre (GFP)	51,5	47,8	50,9	54,3	57,7	60,8	59,8	59,0	60,1	63,8	63,6	64,1
Secteur communal : communes et GFP	80,1	78,0	78,3	79,3	80,7	82,5	81,5	80,3	79,1	80,5	81,2	82,1
Départements	46,0	40,3	40,5	39,7	40,3	44,0	49,3	49,5	48,1	48,6	49,8	50,8
Régions	67,2	69,3	64,3	64,5	65,1	66,7	73,2	77,4	81,1	84,9	88,7	97,1
<b>Ensemble des collectivités locales</b>	<b>68,6</b>	<b>64,8</b>	<b>64,4</b>	<b>64,3</b>	<b>65,2</b>	<b>67,5</b>	<b>69,8</b>	<b>69,5</b>	<b>68,8</b>	<b>70,3</b>	<b>71,5</b>	<b>73,2</b>

Source : DGFIP, comptes de gestion (données budgétaires).

\* Premiers résultats DGFIP.

## DETTE PUBLIQUE AU SENS DU TRAITÉ DE MAASTRICHT (en milliards d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
État	829,4	869,5	915,6	912,7	949,5	1 056,9	1 184,7	1 262,4	1 354,5	1 457,3	1 535,9	1 610,2
Organismes divers d'administration centrale	48,3	46,0	44,4	38,0	44,5	31,9	37,4	31,0	25,5	24,0	22,6	22,6
Administrations publiques locales	109,9	113,6	120,1	127,9	138,0	148,9	157,9	163,9	169,6	176,8	183,3	188,2
Administrations de sécurité sociale	63,7	95,4	110,7	115,6	121,0	120,5	151,6	175,2	204,7	211,0	211,7	216,8
<b>Total administrations publiques</b>	<b>1 051,3</b>	<b>1 124,5</b>	<b>1 190,8</b>	<b>1 194,2</b>	<b>1 253,0</b>	<b>1 358,2</b>	<b>1 531,6</b>	<b>1 632,5</b>	<b>1 754,4</b>	<b>1 869,2</b>	<b>1 953,4</b>	<b>2 037,8</b>

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2010.

Champ : France ; dette publique au sens du traité de Maastricht, au 31 décembre.

## DETTE PUBLIQUE AU SENS DU TRAITÉ DE MAASTRICHT (en % du PIB)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
État	50,7	50,8	51,7	49,2	48,8	53,0	61,1	63,2	65,8	69,8	72,6	75,5
Organismes divers d'administration centrale	2,9	2,7	2,5	2,1	2,3	1,6	1,9	1,6	1,2	1,2	1,1	1,1
Administrations publiques locales	6,7	6,6	6,8	6,9	7,1	7,5	8,1	8,2	8,2	8,5	8,7	8,8
Administrations de sécurité sociale	3,9	5,6	6,2	6,2	6,2	6,0	7,8	8,8	9,9	10,1	10,0	10,2
<b>Total administrations publiques</b>	<b>64,2</b>	<b>65,7</b>	<b>67,2</b>	<b>64,4</b>	<b>64,4</b>	<b>68,1</b>	<b>79,0</b>	<b>81,7</b>	<b>85,2</b>	<b>89,6</b>	<b>92,3</b>	<b>95,6</b>

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2010.

Champ : France ; dette publique au sens du traité de Maastricht, au 31 décembre.

### DÉFINITION

La dette au sens de Maastricht couvre l'ensemble des administrations publiques au sens des comptes nationaux : l'État, les organismes divers d'administration centrale (ODAC), les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

La dette au sens de Maastricht est calculée dans le cadre des comptes nationaux mais elle est définie de façon spécifique. Elle ne comprend pas l'ensemble des passifs financiers mais uniquement les numéraires et dépôts, les titres autres qu'actions que sont les bons du Trésor (BTF et BTAN), les obligations assimilables du Trésor (OAT), les Euro medium term notes (EMTN), ainsi que les emprunts ; en sont exclus les produits dérivés et les autres comptes à payer et à recevoir.

C'est une dette brute au sens où on ne soustrait pas aux éléments de passifs retenus les actifs financiers des administrations publiques.

Elle est consolidée : sont donc exclus du calcul de la dette les éléments de dette d'une administration détenus par une autre administration. C'est le cas par exemple des dépôts des administrations publiques au Trésor.

La dette au sens de Maastricht est évaluée en valeur nominale, c'est-à-dire à la valeur de remboursement du principal. Ainsi, les intérêts courus non échus ou les fluctuations des cours des titres ne sont pas compris dans l'évaluation des instruments, alors que la réévaluation de la valeur de remboursement des titres indexés sur l'inflation (OATI, BTANI et CADES) est prise en compte.

## TAUX MOYENS D'IMPOSITION DES COLLECTIVITÉS LOCALES - FRANCE

(en %)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 <sup>(1)</sup>	2012	2013	2014 <sup>(4)</sup>	2015 <sup>(5)</sup>
<b>Communes</b>												
Taxe d'habitation	13,58	13,70	13,79	13,80	13,89	14,19	14,42	16,35	16,36	16,26	16,15	16,31
Taxe sur le foncier bâti	17,36	17,56	17,70	17,75	17,87	18,32	18,64	18,74	18,82	18,82	18,84	19,06
Taxe sur le foncier non bâti <sup>(2)</sup>	38,58	38,92	39,44	39,58	39,89	40,32	40,65	41,53	41,65	41,68	41,27	41,75
Taxe professionnelle	12,03	12,11	12,15	12,16	12,28	12,62						
Cotisation foncière des entreprises								20,26	20,28	19,84	19,50	19,61
<b>Secteur communal : communes + groupements<sup>(3)</sup></b>												
Taxe d'habitation	14,17	14,34	14,45	14,48	14,57	14,97	15,21	23,76	23,84	23,88	23,95	24,19
Taxe sur le foncier bâti	18,12	18,36	18,53	18,60	18,74	19,32	19,66	19,89	20,04	20,11	20,20	20,52
Taxe sur le foncier non bâti <sup>(2)</sup>	43,14	43,63	44,19	44,43	44,81	45,49	45,95	48,55	48,79	48,93	48,53	49,15
Taxe professionnelle	15,02	15,18	15,35	15,45	15,53	15,78						
Cotisation foncière des entreprises								25,42	25,59	25,69	25,76	25,95
<b>Départements</b>												
Taxe d'habitation	6,37	6,61	6,89	6,98	7,06	7,39	7,54					
Taxe sur le foncier bâti	8,90	9,27	9,76	9,88	9,99	9,83	10,14	14,62	14,92	15,20	15,21	15,34
Taxe sur le foncier non bâti	21,44	22,18	23,19	23,49	23,80	25,01	25,48					
Taxe professionnelle	7,46	7,81	8,22	8,36	8,48	8,96						
<b>Régions</b>												
Taxe sur le foncier bâti	1,99	2,39	2,54	2,61	2,64	2,66	2,67					
Taxe sur le foncier non bâti	5,00	5,79	6,19	6,33	6,46	6,51	6,51					
Taxe professionnelle	2,03	2,48	2,68	2,75	2,80	2,82						

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

<sup>(1)</sup> 2011 : année de mise en place de la réforme de la fiscalité locale pour les collectivités locales.

<sup>(2)</sup> Non compris la taxe additionnelle instaurée en 2011 et qui ne donne pas lieu à un vote de taux.

<sup>(3)</sup> Groupements : EPCI à fiscalité propre et syndicats intercommunaux à contributions fiscalisées.

<sup>(4)</sup> 2014 : année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

<sup>(5)</sup> 2015 : le taux moyen du foncier bâti départemental a été calculé en incluant les bases et les produits de la métropole de Lyon.

# 10-13 Les produits de fiscalité locale

## PRODUITS D'IMPOSITION DES COLLECTIVITÉS LOCALES - FRANCE

(en millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*	2012	2013	2014**	2015**
<b>Communes</b>												
Taxe d'habitation	8 341	8 731	9 128	9 469	9 869	10 468	10 966	12 886	13 403	13 785	13 864	14 616
Taxe sur le foncier bâti	10 253	10 744	11 235	11 657	12 143	13 008	13 651	14 277	14 813	15 313	15 684	16 263
Taxe sur le foncier non bâti <sup>(1)</sup>	777	798	674	688	705	722	734	778	793	805	811	830
Taxe professionnelle/CRTP	4 551	4 389	4 361	4 300	4 407	4 547	4 282					
CFE								1 461	1 466	1 353	1 175	1 181
CVAE <sup>(2)</sup>								1 045	1 063	1 080	899	969
IFER								155	148	143	128	129
TASCOM								132	134	129	105	104
<b>Secteur communal : communes + groupements<sup>(3)</sup></b>												
Taxe d'habitation	8 703	9 135	9 563	9 931	10 357	11 040	11 566	18 733	19 525	20 248	20 556	21 679
Taxe sur le foncier bâti	10 702	11 236	11 762	12 215	12 734	13 716	14 400	15 148	15 776	16 356	16 820	17 507
Taxe sur le foncier non bâti <sup>(1)</sup>	869	894	755	772	792	815	830	961	982	1 002	1 014	1 040
Taxe professionnelle/CRTP	14 744	15 274	15 957	16 419	17 067	18 092	18 831					
CFE								6 327	6 662	6 935	6 974	7 234
CVAE <sup>(2)</sup>								3 890	4 024	4 325	4 218	4 406
IFER								467	488	509	533	548
TASCOM								609	648	708	712	737
<b>Départements</b>												
Taxe d'habitation	3 916	4 218	4 567	4 797	5 021	5 468	5 763					
Taxe sur le foncier bâti	4 657	5 037	5 507	5 778	6 040	6 854	7 285	10 953	11 581	12 194	12 492	12 922
Taxe sur le foncier non bâti	40	43	46	48	51	55	55					
Taxe professionnelle/CRTP	6 865	7 400	8 054	8 152	8 525	9 239	9 396					
CVAE <sup>(2)</sup>								7 130	7 363	7 916	7 720	8 064
IFER								226	239	248	260	263
<b>Régions</b>												
Taxe sur le foncier bâti	1 156	1 440	1 590	1 685	1 765	1 858	1 919					
Taxe sur le foncier non bâti	10	12	13	13	14	14	15					
Taxe professionnelle/CRTP	1 990	2 488	2 774	2 649	2 769	2 922	3 042					
CVAE <sup>(2)</sup>								3 675	3 795	4 081	3 979	4 157
IFER								643	643	655	655	657
<b>Toutes collectivités</b>												
Taxe d'habitation	12 619	13 353	14 130	14 727	15 378	16 508	17 329	18 733	19 525	20 248	20 556	21 679
Taxe sur le foncier bâti	16 515	17 713	18 858	19 678	20 539	22 429	23 603	26 102	27 357	28 549	29 312	30 429
Taxe sur le foncier non bâti <sup>(1)</sup>	919	949	814	834	856	884	899	961	982	1 002	1 014	1 040
Taxe professionnelle/CRTP	23 600	25 161	26 785	27 220	28 361	30 253	31 269					
CFE								6 327	6 662	6 935	6 974	7 234
CVAE <sup>(2)</sup>								14 695	15 182	16 323	15 917	16 627
IFER								1 336	1 370	1 412	1 447	1 467
TASCOM								609	648	708	712	737

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

\* La taxe professionnelle, supprimée dès 2010, a été remplacée transitoirement par une compensation relais versée par l'État. Puis la réforme de la fiscalité locale a été mise en place en 2011 pour les collectivités locales.

\*\* Instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

\*\*\* Les impôts économiques de la métropole de Lyon (244,2 M€ pour la FB, 383,3 M€ pour la CVAE et 6,9 M€ pour les IFER) sont ventilés entre le secteur communal et le niveau départemental en respectant leurs destinations ou leurs répartitions usuelles entre ces deux niveaux de collectivités (rapport OFL 2012, pages 158 et 159).

<sup>(1)</sup> Y compris la taxe additionnelle sur le foncier non bâti à partir de 2011.

<sup>(2)</sup> CVAE due + CVAE dégrevée.

<sup>(3)</sup> Groupements : EPCI à fiscalité propre et syndicats intercommunaux à contributions fiscalisées.

## COMPENSATIONS ET DÉGRÈVEMENTS AU TITRE DES PRINCIPALES CONTRIBUTIONS DIRECTES POUR L'ENSEMBLE DES COLLECTIVITÉS LOCALES - FRANCE

(en millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 <sup>(1)</sup>	2012	2013	2014 <sup>(2)</sup>
<b>Compensations*</b>												
Taxe d'habitation	2 111	1 141	1 164	1 189	1 207	1 227	1 233	1 319	1 237	1 281	1 259	1 276
Taxe sur le foncier bâti	339	357	371	377	388	402	350	339	380	347	312	255
Taxe sur le foncier non bâti	332	330	332	492	491	446	404	382	192	191	190	181
Impôts économiques <sup>(3)</sup>	10 732	1 806	1 894	1 804	1 698	1 390	1 119	1 076	641	531	549	362
<b>Total</b>	<b>13 513</b>	<b>3 634</b>	<b>3 761</b>	<b>3 862</b>	<b>3 783</b>	<b>3 465</b>	<b>3 105</b>	<b>3 117</b>	<b>2 450</b>	<b>2 350</b>	<b>2 310</b>	<b>2 074</b>
<b>Dégrèvements législatifs**</b>												
Taxe d'habitation	2 356	2 728	2 774	2 918	3 013	3 048	3 148	3 237	3 387	3 377	3 495	3 487
Taxes foncières	337	561	503	563	574	730	672	691	878	889	876	934
Impôts économiques <sup>(3)</sup>	6 238	6 659	7 257	8 877	9 159	11 929	13 641	11 504	6 337	5 667	5 586	5 434
<b>Total</b>	<b>8 932</b>	<b>9 948</b>	<b>10 534</b>	<b>12 358</b>	<b>12 746</b>	<b>15 707</b>	<b>17 461</b>	<b>15 432</b>	<b>10 602</b>	<b>9 933</b>	<b>9 956</b>	<b>9 855</b>
<b>Contributions brutes de l'État</b>												
Taxe d'habitation	4 467	3 869	3 938	4 107	4 220	4 275	4 380	4 556	4 624	4 658	4 753	4 764
Taxes foncières	1 008	1 247	1 206	1 432	1 453	1 578	1 426	1 413	1 450	1 427	1 378	1 370
Impôts économiques <sup>(3)</sup>	16 970	8 465	9 151	10 681	10 857	13 319	14 760	12 580	6 978	6 198	6 135	5 796
<b>Total</b>	<b>22 445</b>	<b>13 582</b>	<b>14 295</b>	<b>16 220</b>	<b>16 530</b>	<b>19 172</b>	<b>20 566</b>	<b>18 549</b>	<b>13 052</b>	<b>12 283</b>	<b>12 266</b>	<b>11 929</b>

Sources : DGFiP, DGCL.

<sup>(1)</sup> 2011 : année de mise en place de la réforme de la fiscalité locale pour les collectivités locales.

<sup>(2)</sup> 2014 : année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

<sup>(3)</sup> Taxe professionnelle / CET.

\* Y compris la CVAE exonérée compensée, non compris les dotations qui se substituent aux compensations de fiscalité directe locale supprimées à l'occasion de la réforme de 2011.

\*\* Y compris le dégrèvement barémique de la CVAE.

# 10-15 Les effectifs des collectivités locales

## LES EFFECTIFS SUR EMPLOIS PRINCIPAUX HORS BÉNÉFICIAIRES DE CONTRATS AIDÉS

(effectifs en milliers au 31 décembre)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>TOTAL FPT</b>	<b>1 473,8</b>	<b>1 524,7</b>	<b>1 563,5</b>	<b>1 611,7</b>	<b>1 703,8</b>	<b>1 769,8</b>	<b>1 806,5</b>	<b>1 811,0</b>	<b>1 830,7</b>	<b>1 862,4</b>	<b>1 878,7</b>	<b>1 894,7</b>
TOTAL FPT hors transferts	1 473,8	1 524,7	1 563,5	1 608,0	1 644,4	1 652,8	1 673,5	1 675,9	1 695,6	1 727,3	1 743,6	1 759,6
<b>dont Conseils généraux</b>	<b>185,1</b>	<b>189,7</b>	<b>193,8</b>	<b>206,0</b>	<b>238,5</b>	<b>277,1</b>	<b>289,0</b>	<b>290,5</b>	<b>292,5</b>	<b>294,5</b>	<b>295,3</b>	<b>295,3</b>
Conseils Généraux hors transferts	185,1	189,7	193,8	204,4	208,0	208,9	211,3	211,4	213,4	215,4	216,2	216,2
<b>dont Conseils régionaux</b>	<b>13,1</b>	<b>13,9</b>	<b>15,0</b>	<b>22,1</b>	<b>53,4</b>	<b>75,3</b>	<b>78,7</b>	<b>79,7</b>	<b>80,0</b>	<b>81,7</b>	<b>81,2</b>	<b>81,5</b>
Conseils régionaux hors transferts	13,1	13,9	15,0	20,0	24,5	26,5	23,4	23,7	24,0	25,7	25,2	25,5
<b>dont Secteur communal</b>	<b>1 197,4</b>	<b>1 240,2</b>	<b>1 273,4</b>	<b>1 302,5</b>	<b>1 333,3</b>	<b>1 344,4</b>	<b>1 367,6</b>	<b>1 368,5</b>	<b>1 386,4</b>	<b>1 413,7</b>	<b>1 427,2</b>	<b>1 442,0</b>
dont Communes et établissements communaux	1 050,6	1 076,1	1 095,2	1 111,8	1 131,0	1 132,6	1 141,7	1 134,5	1 141,2	1 155,8	1 160,6	1 168,1
dont EPCI à fiscalité propre	93,5	109,8	120,8	130,7	140,9	149,0	161,3	170,6	180,2	191,0	200,3	208,4
– Communautés urbaines et métropoles	28,9	29,6	30,3	30,5	31,1	34,1	39,5	40,4	41,2	42,7	43,3	43,0
– Communautés d'agglomération et SAN	30,4	39,5	44,9	49,2	54,8	56,8	59,2	65,0	69,0	74,6	80,8	85,8
– Communautés de communes	34,2	40,7	45,6	51,0	55,0	58,1	62,7	65,3	69,9	73,7	76,2	79,5

Source : Insee, Colter (avant 2009) et SIASP.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux hors bénéficiaires de contrats aidés.

## LES DÉPENSES DE PERSONNEL DES COLLECTIVITÉS LOCALES

(en milliards d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*	2015**
Communes	26,00	26,85	27,90	29,00	30,38	31,25	31,95	32,61	33,20	34,12	35,01	36,41	n.d.
Groupements de communes à fiscalité propre	2,82	3,07	3,50	3,85	4,20	4,51	5,00	5,39	5,77	6,27	6,72	7,21	n.d.
Départements	5,21	6,13	6,56	7,07	8,33	9,93	10,67	10,96	11,17	11,54	11,82	12,15	12,34
Régions	0,52	0,57	0,62	0,78	1,60	2,35	2,68	2,78	2,86	2,97	3,06	3,19	3,29
<b>Ensemble des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre</b>	<b>34,54</b>	<b>36,62</b>	<b>38,57</b>	<b>40,70</b>	<b>44,51</b>	<b>48,04</b>	<b>50,30</b>	<b>51,74</b>	<b>53,00</b>	<b>54,90</b>	<b>56,62</b>	<b>58,95</b>	<b>n.d.</b>

Sources : DGFIP, DGCL.

\* Premiers résultats DGFIP

\*\* Estimations à partir des budgets primitifs 2014 et 2015.

n.d. : données non disponibles.